

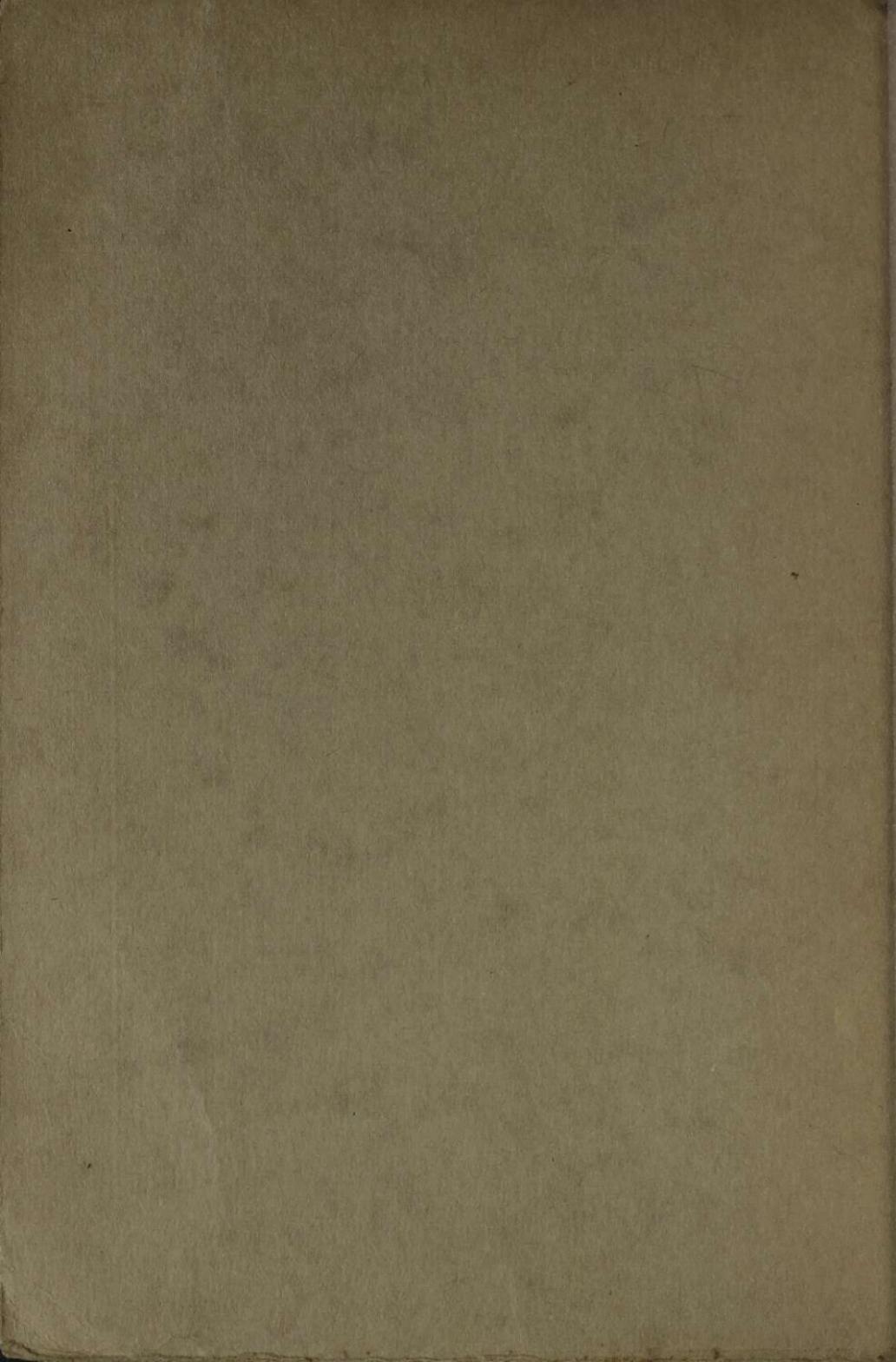
ESSAIS ET MÉMOIRES

Fernand NEURAY

**PORTRAITS
ET SOUVENIRS**

NSE

NOUVELLE SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
BRUXELLES — 1934



Woo.

ALA 12762

BE 504



1907

PORTRAITS ET SOUVENIRS

34/218

Tous droits réservés.
Copyright by « Nouvelle Société
d'Éditions », Bruxelles, 1934.

ESSAIS ET MÉMOIRES

Fernand NEURAY

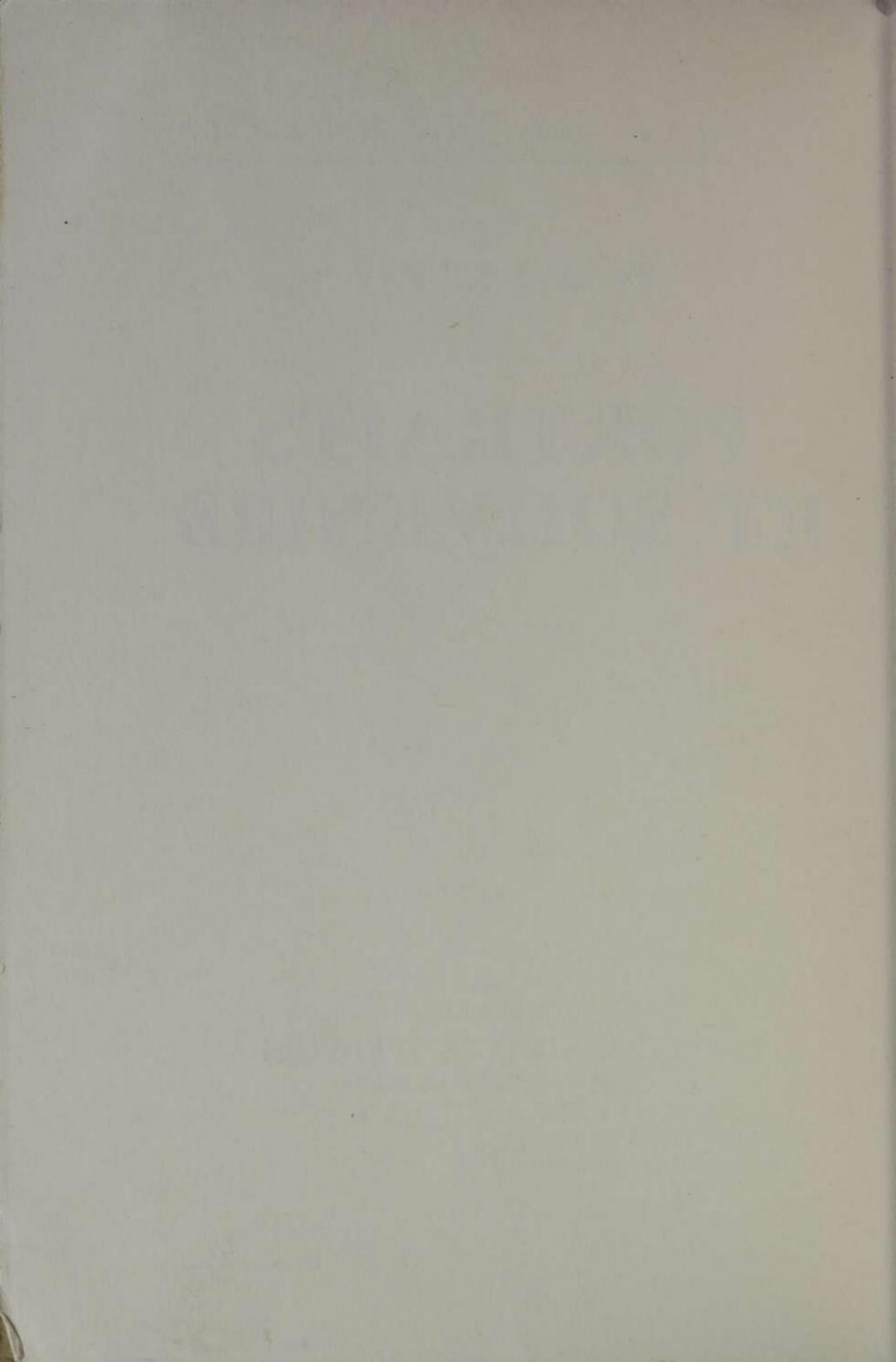
**PORTRAITS
ET SOUVENIRS**

BRUXELLES

NOUVELLE SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS

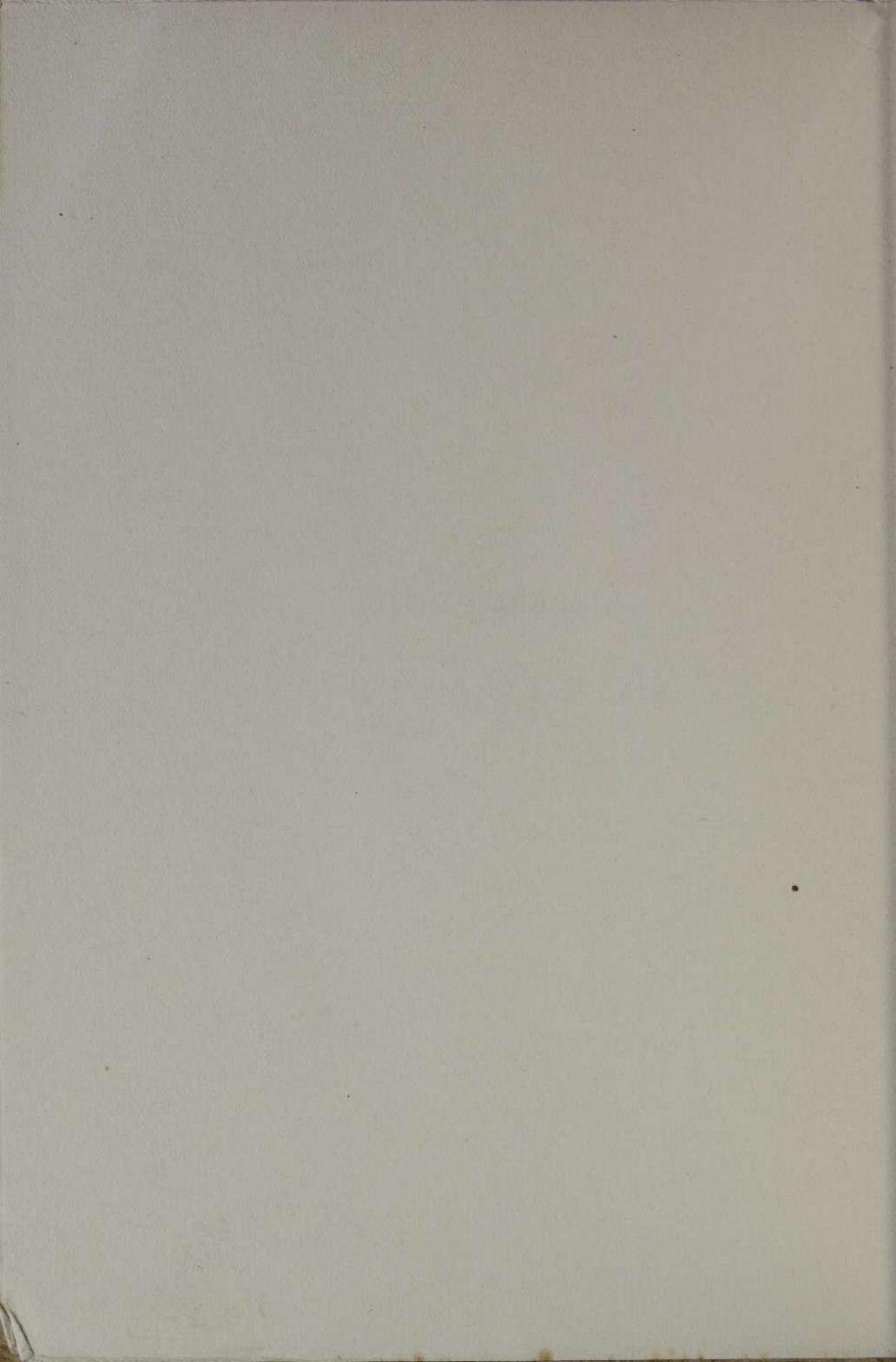
87, MONTAGNE DE LA COUR

—
1934



PREMIÈRE PARTIE

PORTRAITS



LÉOPOLD II ET SON ŒUVRE NATIONALE

I

Le mois de décembre ramène l'anniversaire de la mort de Léopold II. Ce grand homme s'est éteint à l'aube du 17 décembre 1909. Un confrère écrivit le lendemain, en rappelant le mot d'Henri III devant le cadavre de Guise assassiné : « Il paraîtra plus grand couché que debout. » L'histoire a déjà ratifié ce jugement. Devant le cercueil du deuxième souverain de notre dynastie, le sentiment public ne fut pas unanime. Des oppositions de couloir et de salon, appuyant en sourdine de furieuses campagnes de presse, avaient fini par refroidir le peuple, qui ne savait pas, qui ne pouvait pas savoir alors que la Belgique avait été la plus grande passion de ce grand passionné et que pendant tout son règne Léopold de Saxe-Cobourg, roi des pieds à la tête, n'avait pensé, médité, agi, travaillé que pour agrandir son pays, assurer le pain et la sécurité de la nation. Il le sait aujourd'hui. Il sait que le vieux roi, ayant prévu l'orage, a fait tout ce qu'il pouvait pour armer, pour protéger la patrie. Il s'en veut de ne pas l'avoir assez écouté, de ne pas l'avoir assez aimé, d'avoir contrarié ses efforts et affligé sa vieillesse. Il en veut davantage aux politiciens qui, soit ignorance, soit malice, en l'ameutant contre un des rois les plus accomplis que le monde ait jamais vus, l'ont fait tra-

vailer, de ses propres mains, à affaiblir son plus solide rempart. Cette indignation, d'ailleurs inutile, ne sera pas un des moindres dangers de demain. Puisse-t-elle céder la place au seul salutaire repentir, à celui qui contient le ferme propos de couper le mal dans la racine en rendant enfin à l'autorité la place qu'elle n'aurait jamais dû perdre. Ce que Napoléon disait d'une armée, on peut le dire avec autant de raison des États et des peuples : « Mieux vaut un peuple de cerfs commandé par un lion qu'un peuple de lions commandé par un cerf... »

* * *

Ce n'est pas à nos lecteurs qu'il faut apprendre ce que fut le mémoire Banning, rédigé en 1882 par le célèbre penseur à la demande du Roi. Sur la position de la Belgique et sur ses conséquences, comme sur le danger à quoi nous exposaient nos richesses, notre faiblesse militaire, et les mouvements pour ainsi dire inéluctables de nos deux grands voisins, les vues de ces deux grands hommes concordaient. Cinq ans plus tard, malgré l'hostilité du corps électoral censitaire et la résistance de militaires et de politiques obstinés à défendre le plan stratégique de 1859, Namur et Liège étaient fortifiées. On peut donc dire que l'actuelle défaite de l'Allemagne, qui s'est décidée sur notre Meuse, a été préparée à Bruxelles, en 1882, non pas sur le forum ou au Parlement, mais dans le cabinet de travail du roi Léopold II par cette rencontre d'un grand prince et d'un penseur solitaire, l'un et l'autre habitués, par la méditation et la connaissance de

l'histoire européenne à discerner dans les événements de tous les jours les germes des catastrophes futures. Construits en vue d'une invasion prussienne, ainsi que le mémoire Banning en fait foi, les forts de la Meuse reçurent par anticipation l'approbation de la presse allemande. Il est permis de croire que la diplomatie de Léopold II n'y fut pas étrangère. Quand un publiciste français prétendit démontrer qu'il avait voulu livrer, en les faisant construire, la Belgique à l'Allemagne, le Roi ne fit rien ou pas grand chose, pour détruire une légende qui servait ses desseins.

Pour donner aux forts de la Meuse leur pleine valeur militaire, il fallait augmenter les effectifs et la qualité de l'armée belge. Un discours de Léopold II, prononcé à Bruges devant les statues de Pierre De Coninck et de Jean Breydel, les héros légendaires de l'indépendance de la Flandre, demanda ce sacrifice à la nation. Hélas la Chambre repoussa le service personnel, qui fut introduit en 1909 seulement dans notre législation. C'est d'une main déjà glacée que Léopold II signa, sur le lit où il allait mourir, la loi votée par la Chambre et le Sénat.

Sa tentative de 1896, avec la collaboration du général Brassine n'avait pas eu plus de succès que celle de 1887. Le général Brassine, alors ministre de la Guerre, voulait demander aux Chambres, en même temps que la suppression du remplacement, un contingent annuel d'une vingtaine de mille hommes, au lieu de 13.500. Son projet ne vit jamais le feu de la discussion publique, étouffé qu'il fut avant de naître par une conjuration d'honorables. Si bien que pour ne rien dire de la funeste

loi militaire de 1902, il fallut attendre jusqu'en 1909 avant d'obtenir du Parlement, avec le service personnel, un contingent de 22.000 hommes environ dont la valeur militaire devait être diminuée par la réduction à quinze mois de la durée du service.

Quatre années auparavant, Léopold II avait arraché à la Chambre le camp retranché d'Anvers. Ce n'est pas sa faute si les 380 et les 420 ont rendu vaine la protection du béton et de l'acier. La Chambre était agitée et houleuse. Cette nouvelle exigence du « minotaure militariste », comme on disait alors, excitait les cercles et associations de province. Le Roi se reposait dans la Méditerranée, à bord de son yacht. On l'attendait à Bruxelles pour les fêtes du LXXV^e anniversaire de l'indépendance nationale. Il rallia Ostende le matin du 21 juillet. Levé avec le jour, il se promena longtemps sur le pont, emmitoufflé dans une vaste houppelande. Rappelant un de ses familiers, qui, sorti de sa cabine pour assister au lever de l'aurore, se retirait à la vue du souverain : « Restez donc, monsieur, dit le Roi, venez tout près de moi : je vais vous lire ce que je leur ai préparé... » La mercuriale destinée aux représentants du peuple parut, à la lecture, un peu trop vinaigrée. Je tiens de bonne source que le Roi accepta des ratures. Telle quelle, elle retentit, place Poelaert, devant les corps de l'État et le peuple assemblés, comme une trompette de jugement. « Les peuples qui ne veulent pas faire de sacrifices pour la défense nationale se condamnent à l'esclavage... » Ce fut le thème de la harangue royale de juillet 1905. On peut dire que ce fut le discours de toute sa vie. Étonnez-vous après

cela que le peuple belge, captif et opprimé, se dise en rongéant son frein : « Ah ! si l'on avait écouté, le vieux roi... »

* * *

Heureusement, on a fini par l'écouter dans l'affaire du Congo, mais trop peu, je le dis comme je le pense. Supposez les Allemands victorieux. Notre Congo pouvait servir de monnaie d'échange. Léopold II y avait pensé. Je connais des gens à qui il s'en était ouvert. Les difficultés du début sont connues de tout le monde. Il y avait engagé sa fortune personnelle, et au delà, appauvri au point de laisser porter à ses gens des livrées usées jusqu'à la corde, quand, en 1895, il demanda à la Belgique de se charger du fardeau. Sûr de l'avenir de la colonie, les charges du présent l'obligeaient à demander l'aide de la nation pour qui il avait conçu et fondé cet empire. La nation refusa le cadeau. Sacrifices certains, profits hypothétiques : les Belges d'avant la guerre n'étaient pas hommes à balancer longtemps. Moins de dix ans plus tard, l'État indépendant du Congo vivait, prospérait, florissait. En racontant, même à très larges traits, l'histoire des quatre années d'escarmouches et de combats qui précédèrent la reprise du Congo par la Belgique, on risquerait de blesser inutilement, en Angleterre, en France et en Belgique des hommes qui combattent tous, chacun à sa manière, pour la libération de notre pays. Mais personne ne s'offensera si je dis que l'intérêt national au cours de cette bagarre, c'est le Roi qui le comprit et le servit le mieux. M. E. D. Morel défendait la vertu

en apparence et l'intérêt allemand en réalité. Ses dupes croyaient servir uniquement la cause de l'Humanité. D'autres champions de la liberté individuelle ne comprirent jamais l'utilité, — pour un État neutre, faible, divisé, désarmé par la répugnance de l'opinion pour les charges militaires, — d'un souverain capable de disposer, dans les moments de crise nationale, d'un opulent trésor. D'autre part, l'obstination de ce grand volontaire à qui l'événement avait tant de fois donné raison prolongea et aggrava, en Afrique, plus d'une faute. Bref, le Domaine de la Couronne disparut avec l'État indépendant, aux applaudissements des Chambres et de l'opinion, en proie au délire des Troyens escortant le cheval de bois dans la ville vouée dès lors à la destruction. Comme à propos de la défense nationale, les Belges se disent aujourd'hui : « Si pourtant on avait écouté le vieux roi, le chef de l'État aurait eu sous la main en 1911, quand l'affaire d'Agadir rendit évidents les desseins conquérants de l'Allemagne, une centaine de millions. Nous aurions eu de quoi donner à notre armée, d'un seul coup, un matériel formidable. »

* * *

Ses adversaires, qui le croyaient cupide, expliquaient par la soif de l'argent, non seulement le système d'administration qu'il avait établi au Congo, mais aussi son goût des lointaines entreprises industrielles. Dans ce domaine également, entre eux et lui, l'histoire a prononcé. Il avait vingt ans à peine quand l'étude, la réflexion, de longs et studieux voyages lui avaient

fait comprendre le caractère spécifique de l'industrie belge obligée, sous peine de mort, d'exporter, après transformation, des matières premières que son sol ne donne pas à suffisance et qu'elle doit acheter au dehors. Notre colonie est née de cette vision, que personne aujourd'hui ne discute plus, mais qui fut longtemps contestée ou tout au moins imparfaitement comprise. De même, l'idée de notre marine marchande. De même enfin, ce qu'on appelait les « placements » asiatiques de Léopold II, qui s'était intéressé au chemin de fer de Hankow à Pékin et qui eût été l'un des principaux actionnaires du Pékin-Canton si des jalousies injustifiées ne s'étaient mises à la traverse. Son but était à la fois d'assurer des commandes à notre industrie, des bénéfiques à nos établissements financiers, et d'accroître, sur tous les champs de bataille où s'affrontaient pacifiquement les nations, le renom et la gloire de la Belgique. En Chine, il perdit finalement la partie. Les parts du syndicat dissous furent rachetées à prix d'or par le gouvernement chinois. Il la perdit en gagnant des millions, après une lutte obstinée de plusieurs mois. Quand la défaite fut consommée, cet homme d'airain, qu'aucun coup du sort n'avait jamais abattu fut, deux jours durant, en proie au plus morne abattement. « C'est une défaite nationale ; c'est notre Fachoda » répétait-il à tout bout de champ.

D'ailleurs ces millions, cette immense fortune gagnée au service du pays, qu'est-ce qu'il en a fait ? La réponse est dans ses œuvres et dans son testament. Ce qu'il a fait pour l'embellissement de sa ville et de son pays peut se comparer à l'œuvre analogue, qu'il avait cer-

tainement méditée, de Bonaparte consul et de Napoléon empereur. Je ne dis pas qu'il ne s'est jamais trompé bien que dans ce domaine encore, l'opinion ait eu plus d'une fois tort contre lui : à preuve le parc de Bruxelles et la magnifique avenue de Tervueren. Quand le Gouvernement déposa, à sa demande, le projet de loi dit de la donation royale, qui lui permettait d'abandonner au pays, malgré le Code civil, une partie de ses biens personnels, quel tapage dans l'hémicycle, quelles clameurs dans la presse. « Père dénaturé, criait-on, qui veut déshériter et frustrer ses enfants... » D'éminents juristes se déchaînèrent, le Code à la main, contre cet attentat. Avant et après sa mort, pour les mêmes motifs juridiques et sentimentaux, l'opinion prit parti pour ses filles contre lui. Or le sens royal le plus élevé avait, ici comme en toute chose, inspiré et dicté sa conduite. Sa famille, dans son âme, passait après le pays. Roi d'abord, père ensuite, il ne voulait pas que l'accroissement de sa fortune profitât, lui disparu, aux princes étrangers, époux de ses filles, et à leur descendance. Mais ce dont la nation aurait dû remercier à genoux, elle le lui imputa à crime, tant le sens national faisait défaut, avant la catastrophe de 1914, aux meilleurs d'entre nous.

* * *

Il voyait grand et loin ; sa patience égalait sa promptitude ; il savait, selon les circonstances, renverser ou retourner les obstacles ; loyalement constitutionnel, il ne se croyait pas tenu d'attendre, avant d'avoir une idée et de la réaliser, que le peuple ou le Parlement

lui eussent tracé le chemin. Régner, pour lui, ce n'était pas signer, entériner, obéir ; c'était penser, vouloir, agir, le tout dans l'intérêt de la nation et pour le salut public ; il a été un conducteur et un chef ; il a agrandi et fortifié sa Patrie, son grand amour, sa suprême passion. J'ai eu l'honneur de l'approcher une fois, une seule. Je n'oublierai de ma vie les dernières paroles de l'entretien. Debout dans l'embrassure d'une porte, la main droite appuyée sur sa canne, de sa belle voix sonore en martelant les syllabes, il me dit : « Le Belge, monsieur, peut soutenir la comparaison, pour l'intelligence, l'activité, l'honnêteté, avec n'importe quel Européen ; malheureusement, pour ce qui est du sens national, il est en retard ; voyez l'Anglais, l'Allemand et le Français. En France, un homme comme M. Jaurès, tout socialiste qu'il est, pense et agit en fonction de la nation. Travaillez de toutes vos forces à donner le sens national, à nos compatriotes... » Son règne a été le long combat d'un homme d'État de génie pour la sauvegarde et la prospérité de la nation contre l'ignorance, les passions des partis, contre la méfiance d'un peuple naturellement frondeur et hérissé par une longue domination étrangère contre les meilleurs de ses princes.

Un homme en Belgique, un prêtre a bien compris Léopold II. C'est le cardinal Mercier. Les faiblesses d'une vie privée, d'ailleurs pleine d'infortunes domestiques, ne dérobèrent pas aux yeux de l'austère prélat les vertus professionnelles du souverain. L'archevêque, qui l'avait assisté dans ses derniers moments, eut le rare courage, quelques semaines plus tard, de célébrer, dans une lettre publique, le patriotisme du Roi qui,

jusqu'à son dernier souffle, avait aimé et servi la Patrie. Quelques uns s'en scandalisèrent. Ainsi notre archevêque autorisé par l'élévation de son caractère et de sa charge à hiérarchiser les vertus et les fautes commençait, en invitant les Belges à honorer la mémoire du Souverain qui leur avait donné un empire, cette mission nationale qu'il remplit aujourd'hui si pleinement.

Si Léopold II a été un homme comme tous les enfants des hommes, faible, tenté, pécheur, il s'est montré par l'intelligence, l'énergie, le patriotisme, la générosité, la passion du bien public, un roi exemplaire. Cette compétence et cette autorité que les peuples en péril exigent aujourd'hui de leurs gouvernements un peu comme un enfant demande la lune, car la génération spontanée n'existe pas plus dans ce domaine que dans aucun autre, il les possédait, lui, au degré le plus éminent, et son pays en a recueilli le bénéfice. Albert I^{er} s'en rendait compte, au début de son règne, quand il imposait silence aux courtisans qui se flattaient de gagner la faveur du jeune roi en dénigrant le souverain défunt. Il a tout ce qu'il faut pour continuer l'œuvre de son grand-père et de son oncle. En trempant, en transformant le peuple belge, les malheurs publics lui ont donné des possibilités d'action qui ont parfois manqué à son prédécesseur. Sans doute, les conseils de pusillanimité ne lui feront point défaut. Ils n'ont jamais manqué à aucun souverain. Mais le petit-fils de Léopold I^{er}, le neveu de Léopold II, le Roi du 2 août, d'Anvers et de l'Yser, saura se préserver, nous en avons la certitude, de ces gaz asphyxiants.

II

17 décembre 1909. Il y a aujourd'hui seize ans qu'il est mort. Trompé, ameuté par des politiciens qui n'étaient pas tous d'extrême-gauche, le peuple belge, particulièrement le peuple de Bruxelles ne fit pas à Léopold II les funérailles que méritaient son génie et son cœur, totalement dévoués, pendant un règne de quarante-quatre ans, à la Patrie. Pendant le service funèbre, à deux pas de Sainte-Gudule, des camelots vendaient, sous l'œil indulgent d'une police bienveillante, des couplets fangeux, dont se régalaient le public. Heureusement pour l'honneur du pays, une voix s'éleva, dominant les éloges guindés et les récriminations mesquines ou imbéciles, pour rappeler que ce grand prince ayant rempli sans défaillance tous les devoirs de son état royal, les erreurs et les fautes de l'homme privé ne donnaient pas aux Belges le droit d'être ingrats ou simplement injustes à l'égard de sa mémoire. Dans cette belle lettre épiscopale, marquée à chaque ligne de la griffe cardinalice, on ne sait ce qu'il faut le plus admirer : de l'intelligence ou du courage, car il fallait un courage au-dessus de l'ordinaire pour exalter, au nom de l'intérêt national, un Roi poursuivi jusque dans la mort par les imprécations d'une multitude aveuglée.

* * *

Sans lui, où en serait la Belgique? C'est honorer sa mémoire que de méditer un moment sur ce thème.

Sans lui, nous n'aurions pas eu les forts de la Meuse,

qui ont arrêté les Allemands et sauvé l'Europe, et nous n'aurions pas le Congo, qui nous sauvera, si nous le voulons, de la ruine et de la faillite.

Léopold II fit construire les forts, malgré la furieuse opposition d'une partie des Chambres et des trois quarts de l'opinion publique, pour fermer la vallée de la Meuse à une invasion allemande : cela est péremptoirement prouvé dans le célèbre mémoire Banning. On sait qu'il avait eu l'adresse de faire publier préalablement dans la presse munichoise des articles où le Gouvernement belge était adjuré de barrer la route en fortifiant la Meuse, à une imminente invasion française... Ce n'est pas sa faute si le service personnel ne fut voté qu'en 1909 et le service général en 1913. Dans les papiers de feu le baron de Favereau, l'un des meilleurs ministres qui aient dirigé les Affaires Étrangères depuis 1830, on trouverait la preuve, nous a-t-on assuré, que le Kaiser offrit à Léopold II, en 1904, un morceau des départements français du Nord, pour prix de la neutralité belge au cours de la guerre décidée, dès cette année, contre la France. Réponse du Roi : au début de 1905, le Gouvernement demandait au Parlement, les crédits nécessaires pour fortifier Anvers...

* * *

Il en fut du Congo comme de l'armée et des forteresses. Les Belges n'en voulaient pas. Léopold II le leur donna malgré eux, après l'avoir tiré de rien. Il devina les conséquences du voyage de Stanley, enrôla à son service le célèbre voyageur, appela et choisit des hommes pour

l'exploration, le commerce, l'évangélisation, la guerre contre les Arabes, tout cela sans argent, sous l'œil des grandes Puissances d'abord sceptiques, puis méfiantes et hostiles. Derrière l'opinion britannique ameutée par les non-conformistes, il devina l'intrigue allemande, dont les Morel et les Casement n'étaient que les instruments, ourdie à Berlin en vue d'obtenir de l'Angleterre un remaniement, au profit de l'Allemagne et à notre détriment, de la carte de l'Afrique.

Vingt hommes politiques belges, à droite, à gauche, à l'extrême-gauche, jouèrent contre Léopold II, sans le savoir, sans même le soupçonner, le jeu de l'étranger. Ne nommons personne. A quoi bon? Mais souhaitons que ce souvenir conseille la prudence aux hommes de parti triomphants et enivrés. Le temps a travaillé pour Léopold II, honni et insulté, de son vivant, pour les bienfaits mêmes dont il comblait son pays, vénéré aujourd'hui par un peuple qui voit clair et qui a des remords. Prenez garde, politiciens, que le temps ne travaille contre vous, et que le peuple qui vous acclame quand vous lui promettez la lune, ne vous maudisse le jour où vos fautes auront porté leurs fruits...

* * *

On a reproché à Léopold II d'aimer l'argent au-dessus de tout. Bêtise. Il a vécu, il est mort comme un pauvre. Rappelez-vous le tapage des journaux et des salons à propos des princesses, abominablement déshéritées, disait-on, par un père sans entrailles! La vérité est que, Roi des pieds à la tête, Roi avant tout et par dessus

tout, il voulut que les princes étrangers qui avaient épousé ou épouseraient ses filles ne reçussent en héritage que sa fortune patrimoniale, le surplus revenant, lui mort, à la Belgique. S'il a voulu que la royauté fût riche, c'est parce que, voyant le monde s'acheminer à grands pas, grâce à la démocratie, vers le règne de la richesse, il ne voulait pas que la royauté de l'Argent éclipsât jamais la royauté nationale. Qui oserait lui donner tort ? Voici venir le temps où les peuples privés d'une forte et puissante monarchie seront sans défense contre la féodalité financière...

— Ce ne sont pas des assemblées, ce sont des hommes, Képler, Newton, Pasteur qui ont découvert les grandes vérités utiles à l'Humanité... confesse dans son *Démosthène* le vieux républicain Clemenceau. Il en va de même dans le domaine politique. Toute médaille a son revers, toute institution ses faiblesses. Susceptible d'abus comme toute chose humaine, la monarchie permet aux hommes de donner leur mesure, de travailler pour le lendemain, de semer et de planter pour nos fils et pour nos petit-fils, forcément ignorés et sacrifiés par les chefs éphémères des démocraties, quels que soient leur talent et leur bonne volonté.

Sans Léopold II, nous serions allemands. Nous aurions dans tous les cas perdu notre empire africain. Mais sans la monarchie, nous n'aurions pas eu Léopold II...

ALBERT
ROI DES PIEDS A LA TÊTE

« La Belgique a, comme moi,
perdu un père. »

Discours inaugural
de Léopold II, décembre 1865.

En 1830, à la veille de l'élection de notre premier Roi, des monarchistes de sentiment se croyaient et se disaient théoriquement républicains. En France, au lendemain de la guerre de 1870, un certain nombre de royalistes passaient, dans leur parti même, pour des républicains honteux ou déguisés. Beaucoup de républicains belges parlent et se comportent aujourd'hui en monarchistes.

Saluons-les. Rendons hommage à leur bon sens, à leur patriotisme, à la sincérité de leur émotion. Saluons plus bas le peuple innombrable de Flandre et de Wallonie dont ils interprètent si bien la reconnaissance et la douleur.

« Les Belges ont eu de la chance », disait devant nous, un jour de 1929, M. Venizelos, comme quelqu'un rappelait que Léopold I^{er} avait mieux aimé régner à Bruxelles qu'à Athènes. C'est vrai. Les Belges ont eu la chance de préférer, en 1830, à la République, qui les eût divisés, affaiblis, remis sous le joug étranger, la monarchie, qui les a unis, défendus, sauvés, cautionnés devant une Europe encline à les prendre pour un peuple de mutins

à jamais incapable de faire une nation. Ils ont eu la chance, non moins incomparable, d'avoir, coup sur coup, trois grands rois, différents par le caractère, l'éducation, les sentiments et les idées, pareils par leur totale dévotion au pays, qui occupa toujours la première place dans leurs préoccupations et dans leurs affections.

Voilà plus de cent ans que les événements rendent justice au bon sens de nos ancêtres. Où en serait la Belgique sans sa monarchie et sans ses rois? Tel le philosophe qui démontrait le mouvement en marchant, la monarchie a prouvé, en faisant de la Belgique ce qu'elle en a fait, qu'elle n'est ni le moins utile ni le plus coûteux des gouvernements. L'indissoluble mariage du peuple belge avec sa dynastie a la beauté des mariages d'amour et la solidité des mariages de raison.

* * *

Albert Sorel a écrit de Louis XVIII, du Louis XVIII de 1814, qu'il connaissait mieux l'Europe que la France. Léopold I^{er}, Léopold II et Albert I^{er}, eux, connaissaient aussi bien la Belgique que l'Europe. Rien ne leur a jamais échappé de nos qualités foncières, de nos terribles, de nos dangereux défauts, de la redoutable influence des forces centrifuges qui ont trop souvent empêché de voir le péril et de s'y préparer un des peuples les plus braves de la terre, un de ceux que les pires malheurs trouvent toujours indomptables.

Serait-il téméraire de dire que nos pilotes royaux se sont continués et se sont complétés, même en paraissant se contredire, et que ceux de leurs coups de

barre qui ont le plus étonné leurs contemporains apparaîtront aux historiens comme autant de déroutantes mais opportunes manœuvres de navigateurs expérimentés et heureux ?

Albert I^{er} était le neveu, non le fils de son prédécesseur, souverain génial, mais souvent incompris, peu populaire à la fin d'un règne long et glorieux, et dont la grandeur, unique de son espèce dans l'Europe du XIX^e siècle, avait fini par provoquer, en Belgique et au dehors, plus de jalousie et de méfiance que d'admiration.

Quand il monta au trône, dans les derniers jours de 1909, un vent de réaction, antiléopoldienne et libertaire, soufflait furieusement à la Cour, à la Ville, au Parlement, dans les salons, « ici, aux champs et partout » — comme il est dit dans le petit catéchisme. Cette aberration coûta cher à l'État et au Prince. Pour ne citer qu'un fait, on aurait réalisé aux trois quarts le beau, l'admirable plan des constructions de Tervueren avec l'indemnité dont il fallut acheter la résiliation du contrat de l'entrepreneur.

Le jeune souverain, cela ne fait pas, pour nous, le moindre doute, ne parut céder au courant que dans l'espoir de le remonter au premier moment favorable. Ceux qui s'imaginaient lui faire leur cour en dénigrant l'œuvre et la personne de son oncle déchantèrent tout de suite. Je l'entends encore, au mois de novembre 1914, la première fois qu'il me fit l'honneur de me recevoir dans sa villa de La Panne, célébrer le génie et le patriotisme de Léopold II, si injustement maltraité, disait-il, par une opinion aveuglée, notamment à propos de l'héritage de ses filles. Je l'entends encore me dire :

« Léopold II n'a pas voulu que sa fortune passât tout entière dans des mains étrangères, ce qui serait fatalement arrivé s'il avait dû respecter les limites de la quotité disponible, les princesses, mes cousines, étant destinées à épouser des princes étrangers. L'intérêt du pays a passé avant ses sentiments de père... »

* * *

On ne célébrera jamais trop sa bonté, sa simplicité, son extrême modestie. Ni la popularité ni la gloire même ne l'enivrèrent jamais. Jamais il ne se décidait, même dans les plus petites choses, sans réfléchir longuement. Mais tout ce qu'il voulait, il le voulait fortement. Il avait l'esprit vif, pénétrant, solide, curieux de toutes choses et, dans tous les domaines, une information étendue et une étonnante culture. Tout ce qu'il savait, il l'avait appris de lui-même. Tout ce qu'il était, il le devait, non à ses éducateurs, non à son entourage, mais à ses dons exceptionnels, et en particulier à son tempérament de conducteur et de chef, dont plusieurs firent, à leurs dépens, l'expérience.

Les débuts de la réaction royale contre des sentiments et des idées qui ne visaient à rien de moins qu'à paralyser la monarchie sous prétexte d'assurer et de prolonger son existence, ne seraient pas difficiles à dater. Quel tableau pour les historiens du règne que la déconvenue des idéologues, des rêveurs et des trembleurs qui auraient fait du Roi des Belges, s'ils en avaient eu le pouvoir, un roi d'Yvetot, un prince Vaoujetepousse, une espèce de mannequin sans volonté, sans initiative, docile à

toutes les impulsions des partis et des politiciens ! Il y a des années et des années que le grand souverain que pleure aujourd'hui le monde entier avait fait sienne l'opinion de Napoléon, écrivant à son frère le roi de Hollande : « quand on peut dire que le roi est bon-homme, c'est que le règne est manqué... »

Nul doute qu'il n'eût restauré, s'il avait vécu, l'autorité royale en Belgique, non par ambition personnelle, mais uniquement parce que, édifié sur la gravité et sur les causes des dégâts infligés au pays depuis la fin de la guerre, il croyait, en âme et conscience, que, dans les circonstances actuelles, la guérison et le salut ne pouvaient venir que d'un pouvoir, constitutionnel assurément, mais indépendant des intérêts passagers des partis et de leur clientèle. C'est dans cette pensée qu'il était intervenu, il y a six semaines, dans l'irritante et dangereuse question des fonctionnaires accusés d'avoir servi l'ennemi pendant l'occupation. C'est son intervention, applaudie par les neuf dixièmes des Belges, qui résolut un problème en apparence insoluble et susceptible d'aggraver dangereusement nos divisions et nos malheurs. Personne n'eût été étonné d'entendre, avant la fin de cet hiver, un message royal sur les finances de l'État et sur la grande pitié des contribuables écrasés sous le poids des impôts. Nous savons que la misère de nos classes moyennes ne le scandalisait et ne l'inquiétait pas moins que, il y a quarante ans, l'indigence d'une classe ouvrière encore taillable et corvéable à merci.

Assurément, le pays n'en serait pas où il en est, si les Chambres avaient pu achever, après la guerre,

la revision constitutionnelle amorcée, dès 1913, par M. de Broqueville, en parfait accord avec le Souverain. Mais c'est un fait aussi que, sans l'aveugle entêtement de la majorité des ministres du Havre, nous aurions eu, grâce à lui, et à son Premier Ministre, deux ans avant Lophem, le suffrage universel à 25 ans, une deuxième voix à 35 ou 40 ans, un Conseil d'État, le *referendum* royal, et un Sénat qui n'eût pas été une simple doublure de la Chambre.

* * *

La mort le frappe au moment où les circonstances allaient lui permettre d'être plus que jamais pleinement et souverainement Roi. Plus heureux que lui, son fils a pu recevoir ses leçons, s'instruire et se former à son expérience. Il est la consolation et l'espérance du pays le plus exposé de l'univers, d'un pays qui attend son relèvement et son salut, non de la camisole de force d'une impossible dictature, moins encore de la capitulation de l'autorité devant les factions et les clans, mais d'une volonté énergique au service de la raison et de l'intelligence.

Si les Belges avaient mieux écouté leurs premiers rois, la Belgique eût été mieux défendue en 1914, et la tyrannie prussienne n'aurait pas duré si longtemps...

DES HOMMES QUE J'AI CONNUS

Quand j'étais jeune, les livres m'intéressaient plus que les hommes. Je me souviens que mon maître Godefroid Kurth m'étonna jusqu'à me stupéfier quand il me dit : — j'avais vingt ans et je quittais l'Université pour le journalisme — « Lisez tant que vous pourrez, vous ne lirez jamais trop, mais apprenez la vie plus dans les hommes que dans les livres... »

Le conseil était bon. J'ai mis du temps à le comprendre et plus encore à en profiter. Il est vrai que ce n'est pas facile. Les hommes sont moins lisibles que les livres. Plus ils sont intéressants par leur rôle, leur situation, leurs fonctions, plus ils se font une loi de fermer leur visage. *Larvatus prode* : je m'avance masqué, disait Descartes. Pour l'homme d'État, le diplomate, le capitaine de finance et d'industrie, le masque est obligatoire. Mais quel plaisir de le percer et de voir, tel qu'il est, sans déguisement et sans fard, le vrai visage — beau ou laid, peu importe — d'un grand acteur de la tragi-comédie humaine, d'un des hommes qui agissent, tels des leviers de commande puissants et souverains, sur le sort présent et futur de milliers, de millions de créatures ! *Quidquid latet apparebit...* Les inconnues se dégagent, les ressorts se découvrent, le pourquoi de victoires et de défaites, de bonheurs et de calamités, de grandeurs et de bassesses apparaît en pleine lumière.

On dit que les idées mènent le monde. C'est vrai.

Mais qu'est-ce qu'une idée sans un homme pour l'intégrer, la réaliser, l'exploiter ! Une force inerte, une graine stérile, un explosif endormi, le rocher du désert avant la baguette de Moïse. Tout ce qui se fait de grand, de beau, ou simplement d'utile sur notre machine ronde est une création individuelle. Pour avoir des chances d'en surprendre, d'en dérober le secret, il faut approcher et étudier le créateur.

Pourquoi l'Allemagne est-elle ce qu'elle est, hélas ! aujourd'hui, prussifiée, dangereuse, menaçante ? A cause d'un homme, de Gustave Stresemann. Qui a fait l'Italie fasciste ? Un homme, Benito Mussolini. Qui est-ce qui a gagné la grande guerre ? Georges Clemenceau.

Celui-ci m'a honoré d'une amitié qu'il ne prodiguait guère. Je l'ai vu souvent dans son intimité, à Paris et en Vendée, à Saint-Vincent-sur-Jard, où il passait tous les étés depuis 1923. Stresemann et Mussolini, je n'ai fait que les entrevoir, mais assez pour en recevoir une forte et même fortissime impression, assez aussi pour faire de ces grands hommes un portrait qui ne sera, je l'espère du moins, ni trop infidèle, ni trop terne. Je vous parlerai en quatrième lieu d'un Belge, d'un souverain qui a créé pour ainsi dire de rien, comme le Créateur fit le monde, un empire colonial pour le donner à son pays, du grand Roi Léopold II.

* * *

C'est le 11 novembre 1927 que j'ai été reçu par Stresemann alors ministre des Affaires Étrangères, à la Wilhemstrasse, dans un salon attenant à son cabinet

de travail. En ce temps là, l'Allemagne dépensait joyeusement l'argent qu'elle nous devait et qu'elle ne nous payait pas et aussi l'argent que lui prêtaient innocemment les Anglais et les Américains. Dans toutes les villes du Reich, édifices publics et maisons sortaient de terre. Pour les sports en particulier, rien n'était trop grand ni trop beau. En ai-je admiré des stades et des plaines de jeux, celles-ci toutes peuplées d'une turbulente et ardente jeunesse ! Berlin donnait l'impression d'une immense et perpétuelle nouba. Pas un hôtel où l'on ne dansât toute les nuits jusqu'au petit matin. Comme je m'étonnais de ces prodigalités, interdites aux Belges et aux Français par l'état de leurs finances, en présence d'un influent journaliste de gauche, républicain, démocrate cent pour cent et, bien entendu, chaud ami de la Belgique et de la France, je m'attirai la réponse suivante : « Rien de plus naturel, mon cher ; vous êtes habitués, vous autres Belges, et les Français aussi, à un train de vie petit bourgeois, *Kleinbürgerlich*, tandis qu'il nous faut, à nous autres Allemands, un train de vie *Grossindustrial*. » J'en restai, je l'avoue, médusé.

C'est au docteur Sechling que je dois d'avoir été reçu par Stresemann. Il a été révoqué et exilé pour crime de socialisme par le nouveau régime. Il était alors directeur du Bureau de la Presse, qui a toujours été, qui est toujours en Allemagne une institution d'État. Des cabinets de travail et des salons à n'en plus finir. Une légion de rédacteurs et de fonctionnaires. Le docteur Sechling n'arrivait pas à comprendre que les touristes allemands qui s'en venaient ricaner, à Dinant, devant

le mur des fusillés, ne fussent pas acclamés par la population. « Ah ! la psychose de guerre » soupirait-il en levant les yeux aux ciel. A part cela, le meilleur fils du monde, aimable, gentil, intelligent. Le vendredi 10 novembre, le Ministre de Belgique à Berlin n'avait pas encore réussi à m'obtenir une audience du Ministre des Affaires Étrangères, et je devais être à Bruxelles le lundi matin, donc quitter Berlin le dimanche soir. « Ne vous en faites pas, me dit, au téléphone, le docteur Sechling, comme je lui confiais mon chagrin ; sonnez-moi dans une heure — il était trois heures après-midi — je crois bien que je pourrai arranger votre affaire. » Il l'arrangea si bien que, à cinq heures trois quarts exactement, nous montions l'escalier du ministère, Sechling, votre serviteur, et mon collaborateur Ambroise Got, qui parle l'allemand à la perfection. Bismarck régnait dans le premier salon où nous fit entrer l'huissier de service, le Bismarck de Lenbach, tête puissante, oeil d'acier, dogue impassible, et féroce. Nous n'étions pas assis depuis cinq minutes qu'une porte s'ouvrait et que Stresemann, grand, gros, haut en couleur, courtois et cordial, redingoté de noir, s'avancait vers moi, les deux mains tendues. Il me dit : « Monsieur, je connais votre journal, je vous félicite et je vous remercie d'être venu vous informer en Allemagne sur l'Allemagne ; posez-moi toutes les questions que vous voudrez, je je vous répondrai sans détour, à une condition cependant, c'est que vous me donniez votre parole qu'il ne s'agit pas d'interview et que vous ne citerez pas mon nom si vous publiez ce que je vous dirai. »

Je lui ai donné ma parole et, naturellement, je l'ai

tenue. Son nom n'a pas été cité dans la relation, exacte et fidèle, j'ose le dire, qui a paru dans la *Nation Belge* du 26 novembre 1926. Il voulut bien m'en remercier, quelques semaines plus tard, par l'intermédiaire d'un Français de mes amis et me faire dire que je trouverais sa porte ouverte chaque fois que je voudrais aller le voir.

Tout dans sa personne annonçait l'intelligence, l'énergie et la ruse. Le regard de ses petits yeux avait l'acuité d'une vrille. Il entendait le français, mais ne le parlait pas. Je le compris presque entièrement, tellement il mit de bonne grâce à parler lentement. Ambroise Got me traduisit après l'entretien ce qui m'avait échappé. Je lui dis : « Monsieur le Ministre, les Belges seraient heureux de vivre en bons termes avec leurs voisins allemands ; je ne demande qu'à être convaincu que c'est possible, mais je vois d'ici, plus de difficultés encore que de Bruxelles. — Quelles difficultés ? — Personne ne veut reconnaître publiquement que la Belgique n'eut aucune responsabilité dans la guerre ! Pourtant si elle avait penché d'un côté en 1914, avant notre ultimatum, c'eût été plutôt du côté de l'Allemagne. Mais elle a été neutre, strictement, loyalement neutre jusqu'au 2 août 1914. L'Allemagne qui l'a envahie au mépris des traités n'était pas l'Allemagne d'aujourd'hui ; c'était l'Allemagne impériale ; elle n'existe plus ; qui est-ce qui empêche la République allemande de confesser les torts de l'ancien régime ? »

Réponse : « Ah ! si cela ne tenait qu'à moi ! Mon opinion est faite depuis longtemps. L'Allemagne n'a pas été seule responsable de la guerre. Les responsabilités de la guerre doivent être partagées, sauf en ce

qui concerne la Belgique, à qui personne n'a le droit de faire le moindre reproche. Je voudrais le dire publiquement. Mais je ne peux pas. L'état de l'opinion publique ne me le permet pas, pas encore.

— C'est justement cela, Monsieur le Ministre, qui fait que le fossé est profond. Et la légende des francs-tireurs belges, pourquoi tant de journaux et tant de politiciens allemands persistent-ils à la maintenir en circulation ?

— Ne croyez pas que je les approuve. Ne croyez pas non plus que les députés qui ont voté une motion à cet égard dans une des commissions du Reichtag soient de mes amis politiques. Cette motion a été déposée pour me faire pièce. Faites-moi confiance, laissez-moi le temps, le temps est l'arrangeur, le pacificateur par excellence. A propos de vos prétendus francs-tireurs, ce n'est pas d'ici qu'est venue la proposition d'enquête. C'est de chez vous. C'est votre Ministre des Affaires Étrangères, M. Vandervelde qui en a parlé le premier.

— Oui, mais vous avez pu vous rendre compte, par l'accueil que le public, socialistes compris, a fait à cette idée, que les neuf dixièmes de mes concitoyens n'entendent pas que l'innocence des Belges de 1914 soit remise en question.

— So, so... En ce qui concerne le passé, nous sommes d'accord. On a commis une grande, une terrible faute en envahissant la Belgique. On en a commis une autre en inventant les francs-tireurs pour justifier l'invasion et la guerre. Mais aujourd'hui ? Un certain nombre de vos compatriotes prétendent que la Belgique danse toujours, aujourd'hui, comme la France joue... »

Il n'y avait, n'est-ce pas, qu'une réponse à faire. Je la lui ai faite. Je lui ai dit : « A qui la faute si les Belges n'oublient pas qu'ils se sont battus avec les Français et que les Français se sont battus avec eux?... »

Il ne s'est pas fâché. J'ai vu le moment où il allait m'ouvrir ses bras pour presser sur son cœur, dans ma modeste personne, la Belgique toute entière. Il se contenta de m'assurer, son index levé comme pour un serment, que l'Allemagne officielle n'était pour rien, pour rien du tout, dans la propagande aktiviste et séparatiste en Belgique. Mais je ne l'ai pas cru... comme disait le Révérend doyen d'Ostende au Roi Léopold II. L'entretien finit sur des politesses et des salamalecs. En rentrant à mon hôtel, vers les huit heures, je trouvais un billet de l'aimable Ministre de Belgique qui m'écrivait : « Cher Monsieur, Stresemann est malade ou absent de Berlin ; il m'a été impossible de le toucher au téléphone ; j'essaierai encore demain matin. » Qu'est-ce que vous auriez fait à ma place ? J'ai répondu sur le champ : « Cher Ministre, vous êtes l'obligeance même, mais, je vous en prie, ne vous dérangez plus. Je sors de la Wilhelmstrasse, où M. Stresemann m'a gardé pendant deux heures. » On m'assure que cet excellent diplomate ne m'a pas encore pardonné. Ainsi va la vie.

Il s'est trouvé des gens pour vitupérer ce qu'ils appelaient la « fourberie » de Stresemann, après la publication de ses souvenirs et de ses lettres, où il se vante, vous vous rappelez, d'enfariner et de duper ses partenaires, Briand en tête. Quel enfantillage ! C'est à vous mêmes et à vous seuls qu'il fallait, en bonne justice, vous en prendre, naïfs messieurs et naïfs ci-

toyens. En vouloir à Stresemann parce qu'il a joué, contre vous, son jeu et celui de l'Allemagne ! Que ne faisiez-vous comme lui ! Que ne jouiez-vous contre lui le jeu de votre nation ! Il vous en aurait estimé davantage.

Stresemann a fait plus pour l'Allemagne, avec des moyens inférieurs, que Bismarck, son devancier et son modèle. Il est vrai que, comme lui, il n'a trouvé en face de lui que des partenaires myopes, sinon aveugles, infatués et aussi empoisonnés que ce pauvre Napoléon III, le Badinguet tant méprisé des Juvénals Républicains, par la mystique du pacifisme et de l'internationalisme.

Les maîtres actuels de l'Allemagne ont débaptisé une rue Gustav Stresemann pour lui donner le nom d'un de leurs aigles ou de leurs geais, je ne sais pas au juste. Acclamons cette manifestation. Tant pis pour eux. Tant mieux pour nous. Ce n'est ni un signe d'intelligence ni une preuve de force. Tout craquait dans le Reich, en 1923, industrie, commerce, monnaie, unité, absolument tout, quand Stresemann prit les rênes. Puissent-ils défaire son œuvre, les hommes qui le renient et l'ostracisent aujourd'hui !

* * *

Si j'osais emprunter un mot du vocabulaire de l'œnologie, je vous dirais que Mussolini est un cru de grande classe. Seuls les observateurs superficiels et les partisans aveuglés ont pu s'y tromper.

Il m'a fait l'honneur de me recevoir, dans son cabinet de travail du Palais de Venise, le 24 avril 1931, vers

les six heures du soir. On n'entre pas chez lui, vous le pensez bien, comme au théâtre ou au café. A toutes les entrées du Palais, l'un des plus beaux édifices de la Renaissance italienne, deux chemises noires font sentinelle. Le Duce est bien gardé. Il faut la croix et la bannière pour obtenir une audience. Zimolo m'avait donné une lettre pour le ministre Giurati, une belle lettre, chaude, enthousiaste, toute ruisselante de ces superlatifs qui chantent si bien dans la langue italienne. Malheureusement, le ministre faisait une tournée de propagande en Lombardie quand j'arrivai à Rome. Il ne put me recevoir que le mercredi 22. J'eus le plaisir de causer pendant une grosse demi-heure avec cet homme éminent, d'une haute intelligence, d'une culture universelle et d'une exquise politesse. Je lui dis au moment de prendre congé : « Est-ce que le Duce est invisible ? Tout le monde me dit qu'il faut laisser toute espérance si la demande d'audience n'est pas introduite par un grand personnage et qu'elle n'est jamais exaucée, quand elle l'est, qu'après un délai de quinze jours — Quinze jours ? Non. Vous le verrez, si vous le voulez, dans une huitaine. Voulez-vous que je m'en occupe ? — Je n'osais vous le demander. Seulement il faut que je quitte Rome, sans rémission, samedi au plus tard. — Et nous sommes mercredi ! Ce sera difficile. Je ne vous promets pas de réussir, mais de téléphoner aujourd'hui même. — Le lendemain, jeudi, coup de téléphone à mon hôtel. « Le Chef du Gouvernement vous recevra vendredi à cinq heures trois quarts. »

— Pourquoi est-ce ? me demande un huissier, sur le seuil d'une petite porte ouverte dans une des façades

latérales, à quelques pas de l'escalier qui monte au Capitole. — Pour le chef du Gouvernement. — Vous avez une convocation, une lettre, un télégramme? — Non, j'ai été convoqué par téléphone. — Alors, c'est par la grande cour que vous devez entrer... Dans la grande cour, une chemise noire m'interroge, le plus poliment, le plus gentiment du monde. J'exhibe ma carte de visite, un huissier s'en empare, consulte une liste et me conduit au premier étage. Après vingt minutes d'attente dans une antichambre décorée de quelques superbes tableaux de la Renaissance italienne, un autre huissier crie mon nom et m'accompagne jusque sur le seuil d'un cabinet de travail immense et magnifique. Tout au fond, debout derrière un modeste pupitre, j'aperçois le Duce, petit, tout petit mais qui grandit au fur et à mesure que je m'approche de lui.

Mussolini est de taille moyenne, solide, trappu, de mise simple ; col mou et veston ; un stylo dépasse la poche ; le front est large et haut ; dans les yeux, qui ont l'air de vouloir transpercer le visiteur, de l'intelligence, de l'énergie, de l'astuce, de la fierté, de la bonté aussi. J'ai trouvé, en le regardant, toutes ses photographies menteuses. J'étais en face, non d'un acteur de mélodrame, non pas d'un matamore, mais d'un homme du peuple, d'un artisan distingué et racé. Il parle un français plus que correct, parfaitement pur. Dans le carnet où j'ai consigné, le soir même cet entretien, je lis ceci : « Quand j'ai pris le pouvoir, mon pays se débattait dans d'affreuses, dans de mortelles convulsions. La révolution avait partout le haut du pavé. Vous connaissez les bourgeois? Généralement, ils ne brillent guère par

le courage. Quand ils entendent cent braillards hurler dans la rue, la plupart n'ont que deux idées : se cacher sous leur lit ou hurler avec les hurleurs. Moi pas. J'ai fait front et je me suis battu, non pour les riches, non pour les bourgeois, mais pour l'ordre et pour mon pays. Je me suis révolté contre la révolution. La révolution, je le sais bien, ne me pardonnera jamais. Vous n'êtes pas de ceux qui me jettent la pierre. Je connais votre journal. Je sais qu'il ne s'est pas mis, ces jours-ci, du côté des maladroits amis de votre jeune professeur Moulin, et je vous en remercie. Faites-leur donc savoir qu'ils servent bien mal la cause de leur client. J'ai été jeune, ardent, révolutionnaire, je comprends la jeunesse, son radicalisme, son extrémisme, ses folies. Mais il faut que nous nous défendions. La loi est la loi. Moulin ne l'ignorait pas. Il sera jugé selon la loi. Nous avons arrêté l'année dernière un jeune cheminot suisse, qui avait été pris à distribuer des brochures communistes. Il a été jugé et condamné. Le Ministre de Suisse l'a recommandé à mon indulgence. Qu'est-ce que j'ai fait ? J'ai proposé à Sa Majesté le Roi de grâcier cet exalté après trois mois de détention.

« Vous avez des questions à me poser ? Ne vous gênez pas. Vous me dites que vous êtes pour une étroite entente entre la Belgique et la France ? Si j'étais Belge, je raisonnerais comme vous. Pourquoi l'Italie ne s'entend pas avec la France ? Je ne demanderais pas mieux, non par francophilie, non par amour pour la France — je n'aime que mon pays — mais parce que c'est l'intérêt de l'Italie de s'entendre avec la France. On m'a claqué la porte au nez, vous le savez bien. Dès

que la France voudra causer sérieusement et pratiquement je ne me déroberai pas à la conversation. Pourquoi la France s'obstine à nous tourner le dos? Je parie que vous le savez aussi bien que moi!

— La franc-maçonnerie?

— Tout juste. Les loges prétendaient gouverner l'Italie d'aujourd'hui comme elles avaient gouverné l'Italie d'hier et d'avant-hier, souverainement, despotiquement. Je leur ai dit : Pas de ça. Il n'y a rien, il n'y aura jamais rien au-dessus de l'État dans l'Italie fasciste... »

Tout cela simplement et cordialement, car il s'était dégelé puis échauffé en parlant. Il me dit encore :

« Il faut que l'Italie soit forte et armée, sous peine de perdre son indépendance, de devenir vassale, d'où la nécessité d'un pouvoir concentré et fort, d'une stricte discipline nationale ; le fascisme n'est pas une doctrine métaphysique hors de laquelle il n'y aurait de salut pour aucune nation ; c'est un phénomène spécifiquement italien ; c'est le seul régime qui convienne — selon moi — à l'Italie actuelle.

» Socialement parlant, personne n'est moins réactionnaire que moi ; je ne suis ni le serviteur ni l'agent des capitalistes et des riches ; j'ai fait pour les ouvriers et pour les paysans ce qu'aucun gouvernement n'avait jamais osé entreprendre ou seulement rêver. Vous avez dû voir, le long du chemin de fer, les maisons, les champs, les prairies, le bétail de Macarese ? Il n'y avait là, il y a cinq ans, que d'affreux marécages. On a drainé, irrigué, défriché, dépensé les millions par centaines. Cinq mille cultivateurs vivent aujourd'hui dans ce

district, désert il y a cinq ans. Et ce n'est qu'un début. Revenez l'an prochain, si vous le pouvez, et allez voir sur place. Je vous ferai donner toutes les facilités que vous voudrez. »

Puisqu'il m'avait invité à lui poser des questions, je lui ai demandé : « Et vos accords avec les Soviets ? On s'en étonne à l'étranger... »

Réponse : « L'Italie a besoin de certaines denrées et de certains produits ; ce n'est pas ma faute si elle ne peut se les procurer ailleurs qu'en Russie. »

Huit jours plus tard j'étais à Sangimignano la sévère et ravissante petite ville toscane aux belles tours, aux belles églises aussi, où le Ghirlandajo et Gozzoli ont laissé quelques-uns de leurs plus émouvants chefs-d'œuvre. Au Musée municipal, le gardien, petit, noiraud, alerte et gai, manchot, blessé de guerre, me questionnait sur la Belgique et sur la princesse Maria. Je crus pouvoir l'interroger à mon tour : « Comment cela va-t-il en Italie ? — Pas bien, Monsieur ; mais où cela va-t-il bien aujourd'hui ? L'Italie n'est pas riche. *Ma che volete ?* Que voulez-vous ! Quand une famille n'a qu'une couverture, pour le père, la mère et quatre ou cinq enfants, qu'est-ce qu'il faut faire ? Se disputer, se battre à qui l'aura ? On la déchire, Monsieur et personne n'a plus rien. Le mieux, à mon idée, est de se serrer tant qu'on peut, de façon que chacun ait au moins, pour se couvrir, pour se protéger, un tout petit morceau... »

Il y a deux ans de cela. L'Italie n'est pas devenue un pays de cocagne. Le peuple italien n'est pas sur un lit de roses. N'empêche que voilà Mussolini sacré en quelque sorte arbitre européen par les grandes Puissan-

ces. Pour notre bien, pour notre mal? Les événements prononceront. C'est un coup pour les plaisantins qui le traitaient, il y a quelques mois encore, de César de carnaval ou de café-concert et pour les prophètes qui lui donnaient le choix entre l'abdication et l'effondrement.

* * *

Mesdames, Messieurs, je ne suis pas venu à cette tribune pour rendre des jugements, mais pour peindre des physionomies et des caractères et vous faire ainsi comprendre, s'il se peut, le secret de l'influence de certains hommes sur des événements qui, sans eux, auraient vraisemblablement suivi un autre cours.

Stresemann, l'Allemand Stresemann, notre ennemi Stresemann, fils d'un petit brasseur berlinois, homme de grande culture intellectuelle et de grand sens pratique, a sauvé son pays de l'anarchie, de la ruine, de la dislocation en opposant l'un à l'autre et en dupant l'un par l'autre des partenaires illuminés et crédules.

Benito Mussolini, — fils d'un forgeron de la Romagne, la terre classique de l'insurrection, peuple des pieds à la tête, révolutionnaire jusqu'aux moelles, autodidacte, tour à tour terrassier, aide-maçon, journaliste pendant ses années d'exil et de misère, brave, risque-tout, patriote, italianissime, — Benito Mussolini a saisi le pouvoir et imposé non seulement sa personne, non seulement son parti, mais encore sa doctrine et son système politique à une nation de 40 millions d'hommes.

Qu'on les aime ou qu'on les déteste, Stresemann et Mussolini ont mis leur marque sur leur pays et sur leur

temps, fait violence aux événements, changé le cours de l'histoire, triomphé à force d'intelligence, de volonté, de sens pratique, d'obstacles et d'hostilités en apparence invincibles. Est-ce que la qualité d'une œuvre d'art dépend de notre affection ou de notre aversion pour l'ouvrier ?

* * *

Georges Clemenceau a été pour moi bien autre chose qu'un objet de curiosité ou un sujet d'interview. Excusez-moi, si je ne puis évoquer sans émotion la figure étonnante, déconcertante, prodigieuse, de ce vieillard intrépide, amer, bougon, souvent féroce, mais chez qui un œil habitué à lire sur les visages humains découvrait vite le signe de la bonté. René Benjamin a écrit de lui : « C'est un grand cœur pudique. » Et Léon Daudet : « Ce qui me frappe le plus chez cet homme extraordinaire, c'est le cœur. »

Il m'a reçu plus de vingt fois chez lui, à Paris, et dans son ermitage vendéen. Je revois la flamme de son regard, l'ivoire du front démesuré, les buissons des sourcils, la moustache grise, les pommettes saillantes, le calot sur la tête, les mains gantées de filoselle — il avait toujours froid aux mains. J'entends sa voix saccadée et coupante.

Tout chancelait en France, quand M. Poincaré, qui ne l'aimait pas plus qu'il n'était aimé de lui, l'appela au pouvoir. Un jour de ce tragique été de 1917, j'ai assisté le cœur chaviré, à ce spectacle : à deux pas du Louvre, dans un de ces quartiers de Paris qu'on appelle « très bien », des bourgeois, des messieurs bien mis, faisaient

une scène à des gendarmes coupables d'avoir demandé gentiment leurs papiers à des permissionnaires. Le 22 juillet, Clemenceau prononça au Sénat, un discours agressif. Tout le monde connaît son apostrophe au Ministre de l'Intérieur : « Je vous accuse, Monsieur, de trahir... les intérêts de la France. » Le lendemain, on vendit rien qu'à Paris, 200.000 numéros de son *Homme Enchaîné*, qui publiait le discours *in extenso*.

Les défauts, les terribles défauts du partisan, du destructeur, qui avait renversé tant de ministères, terrassé et décapité tant d'ennemis, ne laissaient pas que d'effrayer ceux-mêmes qui attendaient de son énergie et de son patriotisme le miracle qu'il fallait pour sauver la Patrie. On le disait, on le savait passionné jusqu'à l'injustice, impitoyable jusqu'à la férocité, esclave de son esprit endiablé jusqu'à tout sacrifier au plaisir d'un bon mot. Tous les souvenirs du cyclone qu'avait été Panama n'étaient pas effacés. Enfin, tel qu'il était, aimé des uns, détesté et honni par les autres, sphynx redoutable, on l'accepta comme le remède héroïque, comme le quitte ou double rendu inévitable par l'état du patient et l'incapacité des médecins.

J'étais à la Chambre le 19 novembre 1917 quand il y parut pour la première fois à la tête de son gouvernement. Tout le monde disait : il ne tiendra pas huit jours ; quelle folie, avec une pareille Chambre, d'avoir voulu faire un ministère sans les socialistes !... Les tribunes étaient pleines à craquer. Une centaine de députés, en majorité d'extrême-gauche, avaient quitté leurs places et bourdonnaient dans l'hémicycle, comme des guêpes, prêts à assaillir le vieillard octogénaire qui avait osé

les braver. Il monte à la tribune, lentement, lourdement, le dos voûté, un papier à la main. Il lit, trop vite, d'une voix sourde, brouillée, et qui ne porte pas, son admirable déclaration. Des rires, des ricanements plutôt, fusent de toutes parts. C'est ça, le Tigre, ce vieux Monsieur myope et fatigué?... Il a fini. De rares applaudissements. Puis voici le miracle. Sa main gantée a lâché les feuilles blanches. Clemenceau a redressé sa petite taille. Il cause, les mains derrière le dos, en arpentant la tribune. Il cause simplement, familièrement, sans élever le ton. Personne ne rit plus. En quelques mots il a rendu sensible l'honneur de la tragédie qui se joue.

« Français, voulez-vous devenir esclaves des Allemands? » Tous les sophismes du défaitisme et de la lâcheté, il les cloue au pilori, nus et flagellés. On entendrait voler une mouche. Ce silence a l'air de l'agacer plus que le hourvari de tout à l'heure. La main en cornet près de l'oreille, s'adressant à un interrupteur imaginaire : « Qu'est-ce que vous dites? Vous me reprochez mes fautes? Ah! vous ne connaissez pas les plus grosses. » Médusée, domptée, l'assemblée acclame le vieillard intrépide qui s'offre, à 77 ans, pour gouverner, commander, combattre, chasser l'ennemi.

« Vous ne connaissez pas les plus grosses!... » Boutade de gavroche impénitent, malice de routier parlementaire qui sait avec quel miel on prend les mouches d'assemblée, ou *mea culpa* du vieil insurgé qui se repent de s'être acharné, toute sa vie, à ruiner, à détruire l'autorité qu'il va devoir exercer dans toute sa plénitude pour le salut de son pays?

Il y eut plus d'un drame dans la vie de Clemenceau.

Le plus tragique et le plus émouvant, c'est celui qui mit aux prises, en 1917, les personnages multiples, contradictoires, hostiles, qui habitaient et se disputaient cette âme violente et forcenée : l'antimilitariste et le patriote, le révolutionnaire et l'autoritaire, le romantique et le réaliste, le démocrate et le chef. L'issue du conflit ne fut pas longtemps douteuse. Il faut choisir entre la France et le syllabus démocratique, libertaire, insurrectionnel qu'il a enseigné et prêché toute sa vie ? Son choix est fait. France d'abord. « Périssent les colonies plutôt qu'un principe », avait dit, jadis un Français aveuglé. Georges Clemenceau n'est plus de cette école. Les principes, c'est bon pour le temps de paix, la navigation d'eau douce. Mais le navire est dans la haute mer, sous un ciel déchaîné. Il faut le sauver, avec et par les principes si c'est possible, sans eux et contre eux s'il le faut. *Il avait toujours eu du goût pour l'ordre et l'autorité, de la sympathie pour l'émeute et la révolution* a noté M. Georges Suarez dans sa très intéressante *Vie orgueilleuse de Clemenceau*. C'est systématiquement, par antimilitarisme, qu'il a laissé réduire, en 1907 et en 1908, les budgets de la Guerre et de la Marine. Il est fou des soldats, et il a peu de goût, dans le fond, pour les généraux, même pour ceux qu'il aime bien, même pour ceux qu'il a défendus, après l'affaire du Chemin des Dames, contre l'imbécile fureur des défaitistes parlementaires en folie. C'est que le Vieil Homme, le vieil antimilitariste ne mourra jamais tout à fait en lui. Je l'ai vu ressusciter un moment après que Clemenceau l'avait lapidé, puis enterré sous les brocards, sous les mépris, au cours d'une de ces

sorties étincelantes qu'on aurait écoutée, sans piper mot, des heures et des heures. Écoutez ce dialogue. — c'était au mois de juillet 1928 — que je transcris du petit livre publié par votre serviteur après sa mort.

Clemenceau : Jamais la France ne se tirera du pétrin avec le régime parlementaire.

Moi : Vous croyez donc qu'un général?

Lui : Qui est-ce qui vous parle d'un général? Nos généraux sont presque tous des fonctionnaires en uniforme. Mangin est mort...

Moi : Et le général X... (il est, grâce à Dieu, bien vivant, mais je ne lui rendrais pas service en publiant son nom).

Lui : Ah ! celui-là, je ne dis pas. C'est quelqu'un. Ce serait même un gaillard à faire surveiller par le Ministre de l'Intérieur si l'on était président du Conseil...

Qu'est-ce que vous dites de ça? Aux généraux en position, les talons joints, devant le pouvoir civil, son mépris. Au général soupçonné d'être d'une autre pâte, sa méfiance. Le régime parlementaire ! La démocratie ! Non seulement, il s'en fiche, mais il les a en horreur. « La démocratie, c'est des rats sur un égoût », disait-il un jour devant Buré et devant moi. Et il ajoutait : « Savez-vous ce qu'elle a fait la démocratie? Elle a communiqué aux petits les vices des grands, et voilà tout... » N'empêche qu'il ferait surveiller et peut-être arrêter le général soupçonné de vouloir porter une main sacrilège sur l'Arche sainte de sa jeunesse, sur le régime auquel il avait cru comme le chrétien croit en Dieu.

Il avait l'athéisme ostentatoire et insolent — même

et surtout devant la sœur Théoneste, qu'il adorait — et l'anticatholicisme agressif — même et surtout devant ses amis catholiques. « Sœur Théoneste, quand je mourrai, je ne veux que vous près de moi, vous toute seule ; mais promettez-moi, jurez-moi que vous ne me mettez pas votre Bon Dieu sur le ventre quand vous m'aurez fermé les yeux... » Je n'ai pas été le voir une fois sans subir une torade contre le Pape et les curés. Mais un médecin de ces amis qui le veilla plusieurs nuits, au mois de septembre 1929, quelques jours avant sa mort, affirme — je possède son témoignage par écrit — l'avoir entendu murmurer, dans un instant de sommeil à demi conscient : « Est-ce que j'ai reçu l'Extrême-Onction ? On aurait pu aller chercher le Bon Dieu à Talmont ou aux Sables... » Qu'est-ce que je conclus de ça ? Rien, rien du tout, si ce n'est que l'homme, animal dit raisonnable, est encore plus complexe et plus indéchiffrable.

On voit un peu clair dans ce phénomène, ces contradictions paraissent moins insolubles quand on lit dans le livre de son ancien secrétaire Jean Martet *Clemenceau peint par lui-même* ces quelques lignes, plus révélatrices, à mon avis, que la plus abondante biographie. Écoutez, c'est Clemenceau qui parle : « Je crois que la seule influence qui ait eu quelque effet sur moi, c'est celle de mon père. Où lui-même avait-il puisé ses idées ? Ce n'est pas en tous cas dans sa famille, où à peu près tout était hostile. Je crois qu'il les tenait de Michelet, dont il parlait toujours avec le plus grand respect. Mon père, au fond, était un romantique, qui avait transposé dans la politique, dans la sociologie,

les idées littéraires de Victor Hugo et de ces gens-là. »

Ces gens-là avaient leur métaphysique et leurs dogmes à eux ; progrès indéfini, bonté naturelle de l'homme, libération des peuples et des individus par la démocratie triomphante. Libre-penseur, républicain, rousseauiste, arrêté en 1852 par la police impériale et condamné à la déportation — des amis influents obtinrent sa grâce avant qu'il ne fût embarqué pour Lambessa — le docteur Benjamin Clemenceau s'appliqua à faire de son fils un citoyen à son image et ressemblance. Voulez-vous une anecdote ? Elle m'a été racontée par un ancien ami de Briand. C'était en 1906. Clemenceau et Briand étaient tous les deux ministres dans un cabinet Sarrien. Un assassin, condamné à mort pour un crime particulièrement atroce et qui avait soulevé d'horreur toute la France, avait introduit un recours en grâce. Briand, au Conseil, opinait contre la grâce, en raison de l'indignation publique. Clemenceau était pour. Il disait : « Mon père m'a fait jurer que, si je devenais un jour ministre, je n'enverrais jamais personne à l'échafaud. » Alors, Briand, de sa voix enjoleuse et canaille : « Signez, cher ami, signez, et n'ayez pas peur, je saurai m'arranger avec Monsieur votre père. »

Le docteur Benjamin Clemenceau était le premier « Bleu » de sa lignée, traditionnaliste, catholique, blanche et vendéenne cent pour cent. Son fils Georges s'exprimait sans aménité sur cette famille de petite noblesse paysanne, réactionnaire, fanatique, dure à elle-même et aux autres, aumônière, généreuse pour les pauvres, mais seulement pour ceux qui allaient à la messe. En fait d'influence, cette intolérance en a

exercé une sur lui, vous le pensez bien, et une fameuse. Je l'ai vu serrer les poings, à 80 ans passés, en évoquant son père emmené en prison par les gendarmes de Napoléon III et ses oncles et ses tantes répondant ou refusant leurs largesses selon le conformisme des besogneux.

Mais ceux de nos morts que nous aimons le moins ou que nous détestons le plus, ne sont pas toujours ceux qui parlent le moins haut et le moins impérieusement en nous. A mon idée — je vous la donne pour ce qu'elle vaut, vous n'êtes pas obligés de la partager — c'est le gentilhomme, le traditionnaliste qui a escaladé le pouvoir, gouverné, commandé, mené toute la France à la baguette, conduit et gagné la guerre ; c'est l'idéologue, le romantique, le quarante huitard qui a fait la paix, détruit l'Autriche au nom du droit des peuples, respecté l'unité allemande et l'Allemagne prussienne sous l'empire du dogmatisme de Monsieur son père, comme disait drôlement Aristide Briand.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler comment il fit la guerre, au front, à Paris, au Parlement, communiquant à tout le monde, soldats et civils, son énergie et sa foi. Puis, après la victoire et l'apothéose, la plus noire, la plus honteuse ingratitude, non du peuple français, mais de la Chambre, qui resta de glace quand il y reparut pour la première fois après le coup de pistolet de Cottin, et du Parlement tout entier qui lui préféra Deschanel. En vain le Cardinal Mercier avait essayé de lui ramener les députés catholiques presque tous déjà manœuvrés par Briand. « C'est le seul homme qui puisse faire payer les Allemands », disait notre grand

archevêque. Le coup fut rude pour sa sensibilité et pour son orgueil. Klotz, qui faisait partie de son cabinet et qui lui porta, avec ses collègues, la nouvelle de l'échec, le vit grincer les dents, pâle de fureur concentrée. Puis le détachement vint. « Que se serait-il passé si vous aviez été élu président de la République en 1920? » lui demanda un jour Jean Martet.

Mais il n'y a pas à se le demander, cher ami. Je n'y serais pas resté trois mois. Ce qu'il leur fallait, c'était quelqu'un qui leur fichât la paix. Moi, je n'aurais pas attendu huit jours ; je me serais cabré. Vous pensez bien que si j'avais consenti à faire ce métier-là, ça n'aurait pas été pour inaugurer l'Exposition d'horticulture. J'aurais fait ou essayé de faire quelque chose. Vous ne me voyez pas approuvant Locarno, la réintégration, avec félicitations et congratulations du Gouvernement, de ces gens qui ont failli nous faire crever, l'impunité pour les traîtres, les espions, les déserteurs et autres crapules... Je serais sorti de ma boîte un beau jour et j'aurais dit : « Non ! Il m'est impossible d'accepter cela ! Il m'est impossible de donner mon nom à ça ! » Ils ont choisi Deschanel et ils ont parfaitement bien fait.

J'ai essayé de vous le peindre tel que je l'ai connu, tel que je l'ai vu, à 80 ans passés, vif comme la poudre, fulgurant comme l'éclair, enjoué, mélancolique, cordial, amer, enthousiaste, désespéré, tendre, sarcastique, tout cela pour ainsi dire dans le même moment. Que de coups de griffe je lui ai vu allonger ! La justice, vous pensez bien, ne présidait pas toujours à ces exécutions. L'amitié, l'affection même n'était pas toujours, contre sa pointe, une protection suffisante. Pichon, le bon, le fidèle Pichon, le seul ami, le seul partisan qui ne l'avait pas renié à la Chambre, le 20 décembre 1892, après la terrible apostrophe de Deroulède, l'apprit un jour à ses

dépens. On prétendait — histoire ou légende — qu'il n'avait pas quitté les caves, à Pékin, en 1900, pendant que les Boxers assiégeaient les Légations. Quelques années plus tard, à Paris, Clemenceau, flanqué de Pichon, est abordé dans un salon par Lépine, avec qui il était un peu en froid. Lépine salue, cajole, caresse ; le Tigre s'adoucit, sourit, ronronne : « Je vous aime bien, Lépine, je vous ai toujours aimé ; vous êtes un brave homme et un homme brave. » Puis, se tournant vers l'ami Pichon : « Vous aussi, Pichon, vous êtes un brave homme... »

On ferait un livre avec ses boutades ; un livre comique et terrible comme une collection de Daumier et de Forain. « Je ne suis pourtant pas plus bête qu'un autre, pleurnichait, sous le shampoing, un sénateur à qui il avait lavé la tête. — Qui est-ce, l'autre?... ». Un préfet qu'il venait de sabouler se défendait : « Monsieur le Ministre, si j'avais fait ce que vous me reprochez, je serais une canaille ou un imbécile. — On peut cumuler, Monsieur le préfet, on le peut parfaitement... ». A votre serviteur, au mois de février 1925, à propos de l'Amérique et des Américains : « Savez-vous ce que des gens m'ont reproché à New-York ? D'avoir fait occuper l'Allemagne par des nègres ! J'ai dit à ces gentlemen : vous aimez mieux, vous, envoyer les nègres se battre à votre place... ». Au même, le 19 janvier 1927 : « Qu'est-ce qui vous amène ? — Moi : On attend un mot, un geste de vous, à propos de l'évacuation de la rive gauche du Rhin. — Lui : Alors, vous venez me demander un coup de tonnerre ? Non, je ne tonne plus. Mon tonnerre est rouillé. Vous voulez savoir pourquoi ? Parce que mes

amis ont... pardonnez-moi, Mesdames, de ne pas répéter le mot : mettons, ont versé de l'eau dessus... »

Léon Daudet a écrit de Clemenceau : « C'est le premier, le plus grand des orateurs français de son époque. » Si nous avions le temps, je vous lirais un discours qui justifie, à lui tout seul, cette appréciation. C'est le fameux discours qu'il prononça à Salernes, dans le Var, le 8 août 1893, dans une réunion électorale, pour se défendre à sa manière, c'est-à-dire par l'offensive, contre les Millevoye et les Judet qui l'accusaient de méfaits énormes et variés, de concussion et de trahison notamment. Il avait été à la solde de Cornélius Herz ! Il avait été l'agent stipendié de l'Angleterre ! Il n'y a rien de plus fort, ni de plus beau, j'ose le dire, dans les plus admirables harangues de Démosthène. Écoutez ceci, en imaginant à la tribune, si vous le pouvez, ramassé, le buste en avant, tous les muscles tendus, l'orateur dont Barrès, dans *Leurs Figures*, a tracé ce portrait : « On va débusquer, pousser du toril dans l'arène, le plus sauvage, le plus féroce du pâturage parlementaire, le petit taureau au large poitrail, au muffle carré, celui qui épouvante les meilleurs « espadas » M. Clemenceau. »

Contre moi, j'ai l'orgueil de dire que la meute a donné toute entière d'une rage inouïe. Ce fut une belle chasse, longue et pourtant endiablée, où nul ne s'épargne, ni les valets, ni les chiens. Il n'y manqua que l'hallali trop tôt sonné.

Prenant prétexte de tout, dénaturant tout, mentant, calomniant, faisant des faux, toute une bande accusatrice se leva d'un seul coup contre moi.

On réveilla tout, on fouilla ma vie, on n'épargna rien.

J'avais assassiné Lecomte et Clément Thomas.

Le bureau de poste installé dans la maison que j'habite payait mon loyer.

Il y a quelques semaines encore, j'ai lu dans un journal que j'avais une loge à l'Opéra, que je dépensais 200.000 francs par an et que c'était le budget qui payait tout cela. Un aventurier bien connu, ou plutôt mal connu dans le Var, où le jury de la Cour d'Assises lui a dit son fait, a trouvé plus rond de fixer à 400.000 francs le chiffre de mes dépenses annuelles.

Alors que ma vie est au grand jour, et que je défie qu'on y trouve d'autre luxe qu'un cheval de selle, dont la pension est de 5 francs par jour, pendant neuf mois, et une action de chasse qui ne me revient pas à 600 francs...

Que me reste-t-il à établir? Qu'il n'y a pas de trace de ces millions dans ma vie? Rien n'est plus facile.

J'ai réglé mes dettes de jeunesse par un emprunt chez un notaire de Nantes. On peut y aller voir, la dette subsiste encore.

Où sont les millions?

J'ai marié ma fille sans dot. Où sont les millions?

Je suis installé depuis six ans dans mon domicile actuel. Le marchand de meubles et le tapissier ont été réglés peu à peu par acomptes. Je n'ai pas encore fini de les payer. Où sont les millions?

Voici à quels aveux on réduit les serviteurs désintéressés de la République.

Que la honte de cette humiliation soit sur ceux qui ont rendu cette confession nécessaire.

Puis il dénombre et il provoque, tel Cyrano, tous ses vieux ennemis :

Des modérés, aigris d'impuissance, exaspérés de rancunes, avec les boulangistes, acharnés contre l'ennemi d'hier ;

Les ralliés contre l'ennemi de demain.

La droite, contre l'ennemi de toujours. Tous ameutés.

Rends-moi mon portefeuille, clamait l'un.

Tu ne nous l'ôteras plus, disait l'autre.

Ton règne est fini, criait le colonial qui coûte le plus cher à la France.

Parle-nous de la Haute Cour.

Qu'as-tu fait de Boulanger?

Qu'allais-tu faire à Carmaux?

Nous le dénonçons, c'est lui qui a fait l'insuccès de notre politique.

Il a combattu l'expansion coloniale, c'est un ennemi de la France.

Il introduisait des espions au Ministère de la Guerre.

Il renversait des ministères sur l'ordre des étrangers.

Qu'il parle anglais.

Et tous, en chœur : Traître, concussionnaire, qu'on en finisse avec ce bandit !

Un fils d'assassin, dans les couloirs, dit que j'avais du sang sur moi.

Si je me taisais : « Il est mort ». Si je parlais : « Quelle audace ! » Hué, vilipendé, calomnié à trois millions d'exemplaires, bafoué, lâché, renié jusqu'à provoquer chez d'anciens ennemis un haut-le-cœur de dégoût, lisant dans les journaux la nouvelle de mon arrestation ou de mon suicide, je me demandais, si j'avais vraiment assez fait, dans le passé, pour mériter cet excès d'honneur, si j'étais vraiment assez redoutable, dans l'avenir, pour justifier cet excès de rage.

Péroraison :

Luttons donc, puisque la lutte est fatale. Mais ne nous rapetissons pas aux incidents de la bataille. Défenseurs de l'idée, ses victimes, élevons-nous jusqu'à elle. Et s'il nous est donné de réunir pendant une heure nos bras ennemis dans un effort victorieux pour la Patrie, c'est que nous aurons été les favoris de la destinée.

Que cette fortune nous soit ou non donnée, appliquons-nous à la mériter, en mettant au-dessus de tout la sauvegarde du sol de la Patrie ; en développant, en accroissant sans cesse dans le cœur de nos concitoyens ce qui fait le fond commun de la Patrie morale : l'esprit inquiet et rayonnant de la France, en quête d'un idéal toujours plus haut.

On l'approuvait, mais on l'élimina. Cela arrive...

Les autorités lui proposèrent la complicité de la nuit pour prendre le train, raconte M. Georges Suarez. Il dit : « Je partirai seul, et à l'heure qui me conviendra. »

Il choisit celle qui était la plus éclatante, sous ce ciel embrasé ; il partit à midi. Pour atteindre son wagon, il dut traverser une foule menaçante qui lui jetait « Herz » et « Aoh Yes » en plein visage. Impassible, avec un sourire sur ses lèvres minces, il passa entre les poings tendus et les visages crispés. Quand le train s'ébranla, quelques lâches, à qui le départ de l'homme tant redouté assurait l'impunité, se jetèrent à la portière et crachèrent sur les vitres. Puis la foule scanda encore « Cornélius », sur l'air connu.

Seul dans la demi-lumière du compartiment, Clemenceau entendit longtemps encore l'écho de la vallée répéter l'insulte lancinante qui avait déjà bercé sa chute pendant des semaines d'agonie.

A Paris, la nouvelle de la défaite de Clemenceau fut accueillie par un tonnerre d'applaudissements ; des manifestations s'organisèrent ; on alluma des feux de joie ; on brûla le vaincu en effigie ; puis on alla déposer pieusement une couronne sur la statue de Strasbourg.

Une couronne sur la statue de Strasbourg pour célébrer la défaite de Clemenceau ! Espérons, pour l'ironique beauté de la chose, qu'il a pensé à ça, le Père La Victoire, en annonçant à la Chambre des Députés que les Allemands demandaient l'armistice et que Strasbourg allait redevenir française...

Les travaux forcés d'une campagne électorale où l'outrage et la calomnie l'assaillirent à chaque pas

n'avaient pas entamé sa belle humeur. Un matin, dans la salle à manger de l'auberge où il a passé la nuit, il répond aux questions d'une délégation de maires, tous radicaux bon teint, tous troublés et ébranlés par les accusations et les vociférations des adversaires. L'un d'eux est assis sur une de ces chaises à musique dont on trouve encore quelques spécimens dans les provinces françaises. Clemenceau, qui se promène de long en large, en causant, aperçoit le dédic. Un coup de pied subtil et voilà l'orchestre mécanique en mouvement. Alors, Clemenceau, campé devant le maire musicien, souriant et goguenard : « Oh, oh ! Monsieur le maire, vous ne nous aviez pas dit que vous possédiez ce joli petit talent de société. »

René Benjamin a joliment décrit son ermitage vendéen la maisonnette sans étage de Saint-Vincent-sur-Jard, assise entre l'Océan et la lande. Rien de commun avec le champ de Cincinnatus ou le potager de Dioclétien. Dans ce qu'il appelait son jardin, roses, soleils, fuchsias poussaient comme ils pouvaient, mais poussaient tout de même. La mer étincelait comme une mer italienne. Deux fois il nous a reçus, Emile Buré, feu Maurice Schwob, deux de mes fils et moi, dans le salon qu'il avait fait ajouter, côté campagne, à sa chambre à coucher. C'était en août. Albert nous annonçait. On plongeait avec délices dans l'ombre bienfaisante. Puis la porte s'ouvrait et on le voyait s'avancer, vêtu de gris clair, un camélia à la boutonnière, une canne dans sa main gantée, le teint fleuri, l'œil pétillant de gaieté et de malice. La deuxième fois, en 1929, il nous invita à déjeuner : « Pas aujourd'hui. Je n'ai que quatre

couverts et j'attends trois amis, mais demain... » Je ne pouvais, hélas, rester un jour de plus en Vendée. Comme je l'ai regretté depuis !

Si je m'écoutais, qu'est-ce que je ne vous raconterais pas encore sur ce vieillard shakespearien que j'ai si profondément admiré et aimé ? Mais il faut se borner. Laissez-moi vous citer, deux mots de lui, deux mots lumineux et profonds.

« Trop peu d'Anglais comprennent, me disait-il, que l'Angleterre sera de nouveau visée par l'Allemagne quand l'Allemagne aura retrouvé sa force. » « Churchill est venu me parler d'une alliance entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne. Je lui ai dit : « Hé, si cette alliance était possible, elle ne serait pas nécessaire... »

C'est à moi aussi qu'il disait, le 19 janvier 1926 : « La Belgique est la clef de voûte de l'Occident. Entre elle et la France, il y a identité d'intérêts. On m'a dit que certains Belges rêvent de donner — comme si elle leur appartenait ! — la Wallonie à la France. Quelle folie ! La France et l'Europe ont besoin d'une Belgique unie et forte. »

Oui, j'ai aimé cet homme là et j'ai été, je crois, un peu aimé de lui. De tels souvenirs tiennent chaud au cœur, aux moments de l'existence où le cœur risque d'être refroidi par la bêtise et la méchanceté.

* * *

Il ne me reste plus beaucoup de temps pour vous parler de Léopold II, car c'est lui, si j'ose dire, mon quatrième et dernier numéro. Il ne le cédait à personne,

notre vieux Roi, ni pour l'intelligence ni pour l'esprit. Et il n'avait pas sapé le pouvoir, lui, avant de le prendre en mains ; il n'avait pas travaillé à ruiner le trône avant de s'asseoir dessus.

Je ne l'ai approché qu'une seule fois. C'était en 1908, au Palais de Bruxelles, un an avant sa mort. Quelle que fût l'heure de la réception, dans la matinée ou dans l'après-midi, le frac était de rigueur. Le Roi ne s'asseyait pas et ne vous faisait pas asseoir. « Il y a dans votre personne quelque chose qui me donne envie de vous appeler mon maître... » fait dire Shakespeare à Kent, qui vient de retrouver le roi Lear pauvre, trahi, abandonné et fou. — Quoi donc ? demande le Roi. — Kent répond : la Majesté... » Dans la personne de Léopold II, aussi, tout respirait la Majesté. On l'aurait reconnu, à cause de cela, sous n'importe quel déguisement. Un des regrets de ma vie est de l'avoir connu trop tard, trop peu, et de ne pas avoir eu un journal à moi, pour le servir, pour le défendre, quand la meute, — les valets et les chiens, comme disait Clemenceau, — insultait et déchirait ce grand Prince, pour le remercier, sans doute, d'avoir aimé la Belgique, tous les jours de sa vie, plus que tout au monde ! Il en voulait plus aux inspireurs étrangers de cette campagne atroce qu'aux exécutants que ces gentlemen avaient recrutés en Belgique. Il y avait dans sa voix moins de mélancolie que de colère quand il relevait l'une ou l'autre énormité de tribune ou de presse. Puis tout céda au démon de l'ironie, qui n'a pas son pareil pour exorciser, tout le monde sait ça, l'amertume et le découragement. Comme je prenais le Ciel et la terre à témoin de la reconnaissance

tardive mais certaine de la Belgique pour le Roi qui lui avait donné le Congo, il me coupa, d'un geste, ma tirade, puis : « Ah oui ! la reconnaissance ! jusqu'au caoutchouc qui me manifeste sa reconnaissance ; vous avez vu ? les prix viennent d'augmenter !... »

Je n'ai pas besoin de relire mes notes, après vingt-cinq ans, pour vous répéter, quasiment mot pour mot, ce qu'il m'a dit, à la fin de l'audience, du peuple belge, tant chacune de ses paroles s'est gravée dans ma mémoire : « Le Belge, Monsieur, en tant qu'individu, vaut pour l'intelligence et l'énergie n'importe quel Européen ; il dépasse même, à plusieurs points de vue, quelques-uns de ses voisins et rivaux ; malheureusement le sens na-tio-nal — il scandait et martelait les syllabes — le sens na-tio-nal, ce multiplicateur d'énergies, n'est pas encore, chez lui, assez développé ; nous sommes une jeune nation ; nous sommes de notre province et de notre village tandis que les Anglais et les Français !... c'est une infériorité : je dis à tous les Belges qui ont de l'influence sur l'opinion : « Travaillez à augmenter le sens na-tio-nal chez vos compatriotes. »

Toute sa vie a été un rude combat contre la mesquinerie, l'ignorance, la sottise, pour la prospérité et la sécurité de la Belgique. Qui est-ce qui fit construire les forts de la Meuse ? Lui, sur l'avis conforme des deux grands citoyens qui s'appelaient Banning et Brialmont. Vous ne savez pas, ou vous avez peut-être oublié qu'un journal français l'accusa d'avoir fortifié Liège et Namur pour livrer la Belgique aux Allemands ! Or Banning prophétisait dans son fameux mémoire, rédigé en 1881, que l'Allemagne attaquerait la France pour lui donner

le coup de grâce et que les armées allemandes passeraient par la Belgique, et il conseillait au Roi de leur barrer la route.

Est-ce la faute de Léopold II si le service personnel et le service général ont été votés si tard et si notre armée de campagne n'avait que cent mille hommes en 1914? Il avait pour lui le bon sens, la raison, l'intérêt national, contre lui l'opinion, trompée, bernée, aveuglée, toute-puissante. Imaginez que les forts de la Meuse et la colonisation du Congo aient dépendu d'une consultation populaire! Est-ce qu'il y aurait eu une majorité pour voter la dépense et pour risquer l'aventure? Un jour que j'avais un peu de temps, j'ai essayé de lire certaines feuilles publiques de ce temps-là. Plus jamais je ne referai ce plongeon. On n'est pas fier d'appartenir à la même espèce humaine que les aveugles, les ignorants et, je n'ai pas peur de lâcher le mot, les aliénés qui accusaient Léopold II de vouloir augmenter nos effectifs militaires par vanité personnelle, pour jouer au soldat, et de gaspiller l'argent des contribuables dans une entreprise africaine vouée au plus total, au plus honteux échec!...

Quand il eut réussi, quand la moquerie et le dédain eurent fait place, à Londres et surtout à Berlin, à l'envie, à la cupidité et à la haine, il eut la douleur de voir *un consortium* de parlementaires de tous les partis jouer contre lui, sans le savoir il est vrai, le jeu du gouvernement de Berlin qui — le *Morning Post* l'a démontré pendant la guerre et les Mémoires de Bülow ont apporté une preuve supplémentaire — n'ameutait l'opinion universelle, par l'organe de MM. Morel, Casement et

C^{te}, que pour la préparer à une redistribution — euphémisme aussi transparent qu'hypocrite, — profitable à l'Allemagne, des colonies africaines. L'histoire de ce duel n'est pas encore écrite. Avis aux historiens qui se trouvent peut-être dans l'auditoire. Il n'en est pas beaucoup de plus passionnante, de plus édifiante non plus. C'est l'histoire d'un géant abattu, ficelé et ligotté par les nains de Lilliput...

Ce qui n'est pas contestable non plus, après la publication des dits Mémoires du dit prince de Bülow, c'est que le Kaiser offrit à Léopold II, en 1904, pendant un séjour qu'il faisait à Berlin, d'agrandir la Belgique aux dépens de la France si la Belgique aidait l'Allemagne à battre les Français. « Je ne suis, hélas ! qu'un souverain constitutionnel, répondit benoîtement Léopold II, et je ne puis rien décider, dans une matière aussi grave, sans mon gouvernement. » Il en était abasourdi, éberlué, bouleversé au point qu'il mit son casque à l'envers en s'habillant pour la parade militaire qui avait lieu ce jour-là en son honneur.

Aussitôt rentré à Bruxelles, il manda M. de Favereau alors Ministre des Affaires Étrangères, et le Premier Ministre de Smet de Naeyer. Après leur avoir raconté l'incident, il les adjura de faire voter au plus tôt le démantèlement de la vieille enceinte d'Anvers et les crédits pour les nouveaux forts, ce qui se fit en 1905, non sans peine, comme bien vous pensez. Ce n'est pas sa faute non plus si les Allemands ne nous laissèrent pas le temps d'achever le travail.

Vous savez qu'il avait de l'esprit à revendre, et du meilleur. Ses mots sont innombrables. En voici un qui

est, je crois, inédit. Un de ses familiers, qui avait réuni, avec sa permission, une assez jolie collection de mandats d'administrateur de sociétés, lui demande un jour s'il peut en accepter un nouveau, plantureux, opulent même à souhait, dans le conseil du Canal de Suez. « Non, mon cher, dit le Roi ; cette fois-ci, je suis obligé de vous dire non. — Puis-je demander au Roi s'il a une raison ? — Mon cher, vous ne m'aimeriez plus. »

« Comment un homme comme vous peut-il avoir, en politique, des idées aussi bizarres ? disait un jour le Roi au docteur Thiriar, qu'il estimait et qu'il aimait beaucoup. C'est votre ami Vandervelde, sans doute, qui vous les met en tête ? ...

— Mon ami Vandervelde, Sire, a beaucoup d'admiration pour le Roi.

— Pas possible !

— Oui. Il me disait l'autre jour : ah ! si le Roi n'était pas roi, quel président de république il ferait !

— Et vous prenez ça pour un compliment, docteur ? Serait-ce vous faire un compliment que de dire de vous : ah ! si Thiriar n'était pas médecin, quel excellent vétérinaire on pourrait faire de lui ! »

Ah ! Il le possédait au suprême degré, lui, le sens national, qu'il s'affligeait de voir si chétif chez le belge moyen. Il écrivait à Beernaert en 1884 : « Quand les libéraux sont au pouvoir, je leur dis : n'oubliez pas qu'il y a encore des catholiques en Belgique ; je dis aux catholiques, je vous dis à vous : n'oubliez pas qu'il y a encore des libéraux dans le pays. »

On croit généralement que c'est la question scolaire qui provoqua la crise ministérielle de 1884 et la retraite

de Malou, Woeste et Jacobs qui se seraient montrés trop pointus au gré du Roi. Pure légende, que le Roi laissa courir, s'il ne la mit lui-même en circulation, pour donner le change à l'opinion, au risque d'ameuter contre lui, et pour longtemps, le parti catholique. Je tiens d'un ancien Premier Ministre qu'il avait tâté et sondé ces Messieurs, dès leur arrivée au ministère, sur les forts de la Meuse et sur l'augmentation de nos forces militaires, qu'il espérait faire voter par les Chambres dans le plus bref délai. N'ayant pu les rallier à ses vues, il résolut de les débarquer à la première occasion.

Tacite a un mot terrible sur un empereur romain du deuxième siècle, homme rangé, souverain falot et déplorable : « Parce qu'il n'avait pas de vices, on croyait qu'il avait des vertus. » Richelieu, cardinal de l'Église romaine, a écrit dans son testament : « Il y a des gens qui se sauvent comme personnes privées et qui se damnent comme personnes publiques. » Pour un Roi, comme pour le plus modeste citoyen, le premier devoir est de bien connaître et de bien faire son métier. Léopold II l'a-t-il rempli ? Son pays s'en est-il bien trouvé ?

Lui en a-t-on jeté des pierres, sur le forum et dans les salons bruxellois, quand le Gouvernement demanda aux Chambres d'autoriser le Roi à léguer à la Belgique, au détriment de ses héritiers naturels, cela va de soi, plus que la quotité permise par le Code civil ! Égoïste, sans cœur, père dénaturé, et patati et patata. Clemenceau, qui ne connaissait l'affaire, probablement, que par ses amis de Belgique, lui en gardait encore une dent en 1926. Je me suis permis de lui dire : « Monsieur le Président, je trouve cela très bien. — Qu'est-ce que vous

dites? Vous trouvez très bien qu'un père déshérite ses filles? — Quand il leur lègue le double de la fortune que lui ont laissé ses parents et qu'il donne le reste à son pays? Parfaitement. C'est ce qu'a fait Léopold II. Il n'a pas voulu que la plus grosse partie de ses biens passe aux princes, aux princes étrangers que ses filles avaient épousés, ou épouseraient. — Vous avez raison. C'est épatant. Mais on ne m'avait pas montré les choses sous cet aspect... »

Et aux Belges donc ! Qu'est-ce qu'on leur montrait sous le véritable aspect, quand on leur parlait, dans la presse, dans les meetings, dans les salons, de leur vieux Souverain ! Ernest Renan a écrit, dans sa *Réforme Intellectuelle et Morale* que l'exécution de Louis XVI avait été un suicide pour la France. La Belgique n'a pas guillotiné Léopold II. Elle s'est contentée de faire la preuve, pendant les dernières années de sa vie et pendant les premières années qui ont suivi sa mort, que la légendaire ingratitude des Rois peut passer pour un monument de reconnaissance en comparaison de l'ingratitude des peuples. Le lendemain ou le surlendemain de sa mort, je ne sais plus, j'ai vu transporter sa dépouille mortelle, comme on dit, du château de Laeken, au Palais de Bruxelles, par un soir glacé de décembre, dans un brouillard jaune troué ça et là par la lueur des torches, entre deux haies de curieux ironiques ou hostiles. Différents par la mise, pareils par le sentiment, et le langage, des voyous de tous les mondes ricanaient : « Enfin, il est crevé !... » Je vous jure que j'ai entendu ça. Le surlendemain, pendant le service à Sainte-Gudule, des camelots hurlaient,

sous l'œil indifférent des agents de police : « Achetez le portrait et la complainte de Caroline... » On serait heureux d'apprendre qu'ils étaient, qu'ils sont toujours, des modèles de vertu, les austères censeurs de la vie privée de Léopold II.

Et puis, et puis, pour lui aussi, la revanche est venue. Quand le *Peuple* — je parle du journal — invita ses lecteurs, il y a cinq ou six ans, à désigner les Belges contemporains qui leur paraissaient les plus grands, huit sur dix, si je me souviens bien, nommèrent Léopold II. La lecture du *Peuple* m'a rarement été aussi agréable que ce jour-là. Il a attendu longtemps, trop longtemps sa statue. Mais aurait-on trouvé dans tout le pays, un seul Belge pour dire, le jour de l'inauguration : « Il ne l'a pas mérité?... » Ce monument ne m'enchanté pas, je vous prie de le croire. Le cheval est fin, élégant, vigoureux, mais le cavalier ! Où est la Majesté ? Léopold II, ce vieillard chauve, barbu, un peu voûté, débonnaire, et qui a l'air de chercher une poche dans sa houppelande pour y fourrer une main dont il ne sait que faire ? Jamais de la vie !... N'importe, tel qu'il est, ce monument est une réparation et une prédication. Il enseigne entr'autres choses que, dans ce pays de bon sens et de braves gens, l'inintelligence et l'ingratitude n'ont qu'un temps. Bonne leçon pour les démagogues. Motif d'espérance et de joie pour les bons citoyens...

UN CHEF : LEMAN

A Liège et à Bruxelles, le peuple — le vrai — a fait au général Leman des funérailles dignes de l'illustre soldat qui sauva la Belgique et l'Europe, et de la nation qui lui dut son salut et son indépendance. On peut dire du peuple ce qu'Esopé disait de la langue : c'est la pire et la meilleure des choses. Le peuple est sage et fou, ingrat et reconnaissant, juste comme la Justice, inique comme la passion, héroïque et lâche, capable de toutes les vertus et de tous les vices selon les sentiments qui l'animent, les courants qui le traversent, les chefs qui ont su s'emparer de sa confiance. Combien de Belges, parmi ceux qui se sont découverts devant le cercueil de Leman, sauront résister, demain, tout à l'heure, aux mauvais bergers qui rendraient inutiles, si on les laissait faire, les victoires du mois d'août 1914 puisqu'ils s'obstinent à vouloir faire de l'armée nationale une cohue instruite à la diable et équipée parcimonieusement.

Quoi qu'en disent les démagogues et les imbéciles, la force et la valeur d'une armée sont en raison directe de l'intelligence et du caractère de ses chefs. « J'aime mieux une armée de cerfs commandée par un lion qu'une armée de lions commandée par un cerf », disait Napoléon I^{er}, qui s'y connaissait tout de même un peu mieux que Messieurs nos représentants. Dire qu'on a de la peine à faire admettre des vérités aussi élémentaires dans ce pays de braves gens, égalitaires par tempérament

et par éducation ! Il n'y en a pourtant pas de plus évidente ni de plus salubre. Demandons-nous un peu ce qu'auraient fait, à Liège, les mêmes officiers et les mêmes soldats avec un autre chef ? On pourra discuter jusqu'à la fin du monde la question de savoir si Liège aurait tenu plus longtemps au cas où toute notre armée de campagne aurait foncé sur les troupes aventurées de von Emmich. De même Leman a-t-il eu raison de s'enfermer dans le fort de Loncin ? Problèmes secondaires, théoriques et vaines controverses ! Quand Leman prit le commandement de la position de Liège, quelques mois avant la guerre, les Allemands auraient pu y entrer comme dans un moulin. Il croyait à la guerre, il la voyait venir, il ne perdit ni un jour ni une heure pour organiser la défense ; il dressa en vue des combats imminents, sans souci des récriminations et des clabauderies, des troupes médiocrement instruites, à cause du temps de service trop court, et malheureusement dépourvues de beaucoup de choses nécessaires. Il a été l'organisateur et le préparateur. C'est son titre de gloire. Personne ne le lui ravira. Il aimait passionnément son métier de soldat et de chef. Toute sa vie, par l'étude, les exercices physiques, la méditation solitaire, il s'était préparé en vue de l'heure formidable où il pourrait être appelé à défendre une place forte ou à commander une armée. Rien ne s'improvise en ce bas monde, où la part du hasard est infiniment moins grande que le vulgaire ne le croit. La défense de Liège a été la résultante de quarante ans d'étude, de discipline, d'un constant et énergique effort. Quand vint le moment de faire ses preuves et de donner sa mesure, Leman, esprit

ouvert et cultivé, ardent soldat, chef vigoureux et autoritaire, se trouva prêt.

Officier du génie et commandant de l'École militaire, il n'avait aucunement le droit de prétendre, si l'on s'en tenait au règlement et à la tradition, au commandement de la position de Liège, qui *revenait* (!), au printemps de 1914, à un officier général issu de l'infanterie. Jamais d'ailleurs il ne l'ambitionna. Sa seule ambition était de finir sa carrière à la tête de l'École, qu'il avait littéralement pressuscitée. Quand le Roi, sur la proposition du Ministre de Broqueville, le choisit et le désigna, on faillit crier, dans la presse, à l'injustice et au favoritisme. Mais le journal où les intéressés portèrent leurs doléances fut plus avisé que ces braves gens. Il se tut, et il fit bien. « Tu dois Notger au Christ et le reste à Notger » dit, à Liège même, une inscription lapidaire. De même Liège et le pays, qui doivent Leman au Roi et à son Ministre de la Guerre, doivent tout le reste à Leman. Aujourd'hui comme au X^e siècle, le salut des nations dépend premièrement de l'intelligence des hommes au pouvoir. S'ils sont faibles, irrésolus, mal informés, craintifs devant les caprices et les emballements de l'opinion, s'ils ne savent mettre à la barre les meilleurs et les plus dignes, leur peuple paie leurs erreurs de ses peines, de ses souffrances et de son sang.

Que l'État s'applique donc à former des chefs civils et militaires. Qu'il fasse tout ce qu'il faut pour donner aux valeurs individuelles l'occasion de se produire et de se manifester. Que le Pouvoir les cherche partout, dans tous les milieux et dans toutes les classes sociales, comme Diogène cherchait un homme, sa lanterne à la

main. Puis qu'il sache les soutenir et les défendre contre la sottise et l'envie conjurées. Il n'est pas vrai qu'un homme en vaille un autre. L'évangile démocratique le prétend et l'enseigne. Mais cela est faux. La nature et l'histoire disent souverainement le contraire. Un Leman, en trois mois, en a fait assez pour sauver l'honneur national, décimer la première armée allemande, donner le répit nécessaire à la France surprise. Que n'eut-il pas fait en deux ans? Si la reconnaissance publique s'accompagnait aujourd'hui du ferme propos de reconnaître l'importance, le prix, l'incomparable valeur des vrais chefs et de se comporter en conséquence, le héros de Loncin dans sa tombe, en tressaillirait de joie...

LE COMTE WOESTE

I

L'HOMME ET L'HOMME D'ÉTAT

L'homme a été plus grand que l'homme d'État. Il avait toutes les vertus qui forcent l'admiration et aussi quelques-unes de celles qui éloignent ou font hésiter la sympathie. Il serait banal de louer la vivacité et la clarté de son intelligence, qui pénétrait et illuminait sans effort, à la barre et à la tribune parlementaire, les questions et les causes les plus compliquées. Il a été ardent au travail, jusque dans l'extrême vieillesse, comme le plus fougueux jeune homme au plaisir. Son désintéressement était proverbial. Il était l'honneur et la terreur du Barreau, en un temps où la modestie dans l'établissement des honoraires trouve, de quelque profession qu'il s'agisse, moins d'imitateurs que d'admirateurs. La sincérité de ses convictions religieuses n'a jamais fait doute pour personne. Il croyait au Christ et à l'Église de toute son âme énergique, rigide, volontaire, froidement passionnée, capable de généreux sacrifices et de petites rancunes, trempée et insensible comme le meilleur acier.

Son mépris de la popularité étonnait et détonait comme un archaïsme dans un milieu où la camaraderie amollit tant de consciences et où la crainte de l'électeur

fait courber tant de têtes. Ce qu'il avait à dire, il le disait toujours, de sa voix coupante, sans souci de la Chambre déchaînée ni de la rue menaçante, excitant les passions adverses au lieu de les ménager, comme un gladiateur qui trouve dans le combat sa plus douce et pour ainsi dire son unique volupté. Personne ne pourrait se vanter de l'avoir jamais pris en flagrant délit de bassesse ou de vulgarité. Une seule paille dans ce métal, à savoir un goût passablement vif pour des prévenances ou des hochets qu'on eût aimé lui voir dédaigner aussi parfaitement que l'argent. Quand M. Delbeke, qui était de ses amis, essaya de le persuader, en 1908, au nom de M. Schollaert, alors Premier Ministre, que le titre de comte, dont on le disait friand, n'ajouterait rien, bien au contraire, ni à son mérite ni à sa gloire : « Ce sont-là des choses dont je suis meilleur juge que personne », répondit-il sur un ton glacial.

« Quel cœur vous avez là dedans », disait plaisamment une Parisienne du XVIII^e siècle à Fontenelle, en lui tapotant le front. M. Woeste ne manquait pas de cœur et il fut, toute sa vie, le contraire d'un sceptique. Mais nous ne croyons pas manquer à sa mémoire en déplorant que ce vigoureux cerveau n'ait pas eu à son service une sensibilité à sa mesure. Faute de cet appareil avertisseur, combien d'hommes d'État n'ont ni reconnu ni deviné la tempête dans le nuage à peine visible dans l'azur !...

Ruisselants de clarté et de force, corrects et froids, même quand les plus nobles passions les animent, ses discours et ses écrits convainquent plus qu'ils n'émeuvent. Leur éclat est vif et glacé comme un soleil d'hiver.

Une sécheresse un peu huguenote règne sur ces phrases nues, acérées et limpides. L'art n'éclatait, mais avec quelle puissance !, que dans le choix et l'ordonnance des arguments, rangés et manœuvrés de main de maître, courant tous au même but, en ordre dispersé ou en masse selon les vicissitudes et les nécessités du combat, et poussés dès le début sur la clef de la position ennemie. Un maître de l'éloquence parlementaire disparaît avec lui. La Droite en particulier sentira cruellement la perte de cet athlète, aussi souple que robuste, toujours debout, toujours prêt pour la lutte, qui maniait la massue ou qui lançait le trait avec l'élégance un peu guindée des beaux orateurs français d'il y a cinquante ans. La Chambre actuelle s'honorait en respectant cet ancêtre, dur à lui-même et aux autres, assidu à toutes les séances, infatigable en dépit des années et qui, chose étrange, dominait sans les offusquer, à la fin, les plus ignorants et les plus médiocres. Quand il gagnait sa place, d'un pas lent, en s'aidant des pupitres, comme d'une rampe, pour gravir les gradins, un frémissement de sympathie parcourait l'assemblée, qui s'élevait au-dessus d'elle-même, nous le disons sans la moindre ironie, en rendant ce muet hommage à des vertus professionnelles qu'elle pratiquerait davantage si elle les estimait à leur prix.

Plût au Ciel que le bilan de l'homme d'État se soldât aussi brillamment que celui de l'homme privé, de l'avocat et du chrétien ! Hélas ! au cours d'une carrière politique qui a duré un demi-siècle, cette magnifique intelligence s'est trompée, lourdement, obstinément, sur quelques-unes des questions qui intéressent au plus haut point la sécurité de la Patrie. C'est que la conscience

la plus délicate, les plus belles vertus privées et le plus magnifique talent ne suffisent pas à l'exercice d'un métier difficile entre tous. La contemplation des intérêts de son parti a empêché M. Woeste de voir clairement les nécessités de l'État, et de découvrir les lois dont la stricte observance s'impose à quiconque fait profession de gouverner les nations.

C'est un cardinal, c'est Richelieu qui a fait entre le salut des personnes privées et la perte des personnes publiques la célèbre distinction si souvent rappelée dans ce journal. Politiquement parlant, M. Woeste a été le type accompli du grand bourgeois de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Le règne de l'aristocratie et de la bourgeoisie, du moment qu'elles étaient catholiques, était aussi légitime et aussi sacré à ses yeux que la monarchie absolue aux yeux des grands légistes de l'Ancien Régime. Tout ce qui menaçait sa solidité lui paraissait en quelque sorte sacrilège. Il a eu la superstition, non seulement du régime parlementaire, dont il avait connu et savouré l'âge d'or, mais encore — chose étonnante — de 1789, à la religion près, bien entendu. D'où sa méfiance et sa partialité à l'égard des corporations ouvrières, que maints parlementaires socialistes ont jugées plus raisonnablement et plus justement que lui. Son aversion pour l'extension du droit de suffrage dérivait de la même source. Il se soucia toujours plus de le contenir que de l'organiser. Obstiné à plaider le dossier de la bourgeoisie censitaire, son erreur fut la sœur et l'antagoniste de celle de ses adversaires radicaux et socialistes, qui ne firent que plaider le dossier du peuple, oubliant comme lui que la souveraineté

de l'électeur, censitaire ou non, doit être limitée et contenue par des institutions susceptibles d'assurer, même malgré elle, la force et la continuité du Pouvoir, l'unité de l'État, la sécurité de la nation.

Souhaitons qu'un écrivain digne de ce nom nous donne sans tarder l'histoire de cette belle vie. Un tel livre exige des qualités qui ne courent pas les chemins : les dons du peintre, l'art de la composition, un sens critique averti, une âme sensible au déploiement de toutes les forces, même de celles qui lui paraissent nuisibles ou redoutables, une impartialité capable d'assurer le dernier mot à la raison politique et à l'intérêt national, enfin et surtout une information étendue quant aux hommes et aux événements qui ont rempli de leurs agitations et de leur tumulte ce demi-siècle écoulé. Le temps où a vécu M. Charles Woeste a plus à craindre que lui, à notre idée, d'un tel mémorial...

II

SES MÉMOIRES

Les Belges, même instruits et cultivés, seraient-ils en majorité indifférents à l'égard de l'histoire politique de leur pays, ou bien les inquiétudes d'aujourd'hui et les périls de demain accapareraient-ils leur attention au point de les détacher de tout ce qui n'est pas strictement actuel? Toujours est-il que le deuxième volume des *Mémoires* de M. Woeste, intelligemment édités par

le baron de Trannoy (Édition Universelle), ne semble pas avoir eu dans le public un succès en rapport avec le rôle et l'influence de leur auteur, ni avec son talent de narrateur-portraitiste précis et sec, mais vivant, piquant, alerte et vigoureux. N'en déplaise à M. Paul Valéry, poète, académicien et historophobe, il faudrait plaindre les hommes et, plus encore, les jeunes hommes « valérysés » au point de n'accorder qu'une attention distraite et fugitive à des événements où sont contenus, comme l'effet dans la cause, ceux qui se déroulent aujourd'hui sous nos yeux.

De souche allemande et protestante, Charles Woeste était catholique de fraîche date quand il entra dans la carrière politique, où l'entraînaient l'ardeur de ses convictions religieuses et son goût du combat. Sa conversion, dont le premier tome de ses *Mémoires* a fait connaître toutes les péripéties, fut l'effet, non d'un coup de foudre, non d'un élan sentimental, mais de la lente pression de raisons démonstratives. Député d'Alost — « le lépreux de la cité d'Alost » disait Albert Giraud — pendant presque un demi-siècle, de 1874 jusqu'à sa mort (1922), ministre pendant trois mois seulement, de juin à octobre 1884, et remercié assez brutalement, avec Jules Malou et Victor Jacobs, par Léopold II, en raison de leur hostilité à l'augmentation de nos forces militaires, il n'est pas exagéré de dire qu'il a gouverné pendant près de vingt ans, de 1894 à 1914, sauf deux éclipses partielles et passagères, le parti catholique belge et, par le fait même, la Belgique, le parti catholique disposant à lui tout seul d'une importante majorité dans les deux Chambres. A partir de la chute de M. Beer-

naert et de l'avènement consécutif de M. de Burlet (1893), aucun chef de cabinet ne prit le pouvoir, aucun portefeuille ne fut attribué sans la désignation ou tout au moins la permission de ce Warwick parlementaire, qui menait la droite à la baguette, à la façon d'un régent supérieur, froid, distant, sévère au moindre écart, et qui aurait pu dire du parti catholique ce que Louis XIV disait de l'État : c'est moi...

POUR ET CONTRE LA R. P.

M. Vandenpeereboom apprit à ses dépens qu'on n'essayait pas en vain de le mystifier. Il est vrai que ce pauvre homme se connaissait en politique à peu près comme en antiquités — ô antiquité ! que de « flics » on vénère en ton nom ! — et qu'il n'aurait pas tardé à s'effondrer de lui-même sous le poids de ses fautes, dont l'énormité, à trente-quatre ans de distance, semble tenir du prodige, même si M. Woeste avait laissé vivre le cabinet que ce célibataire borné, présomptueux et goguenard était censé diriger.

L'opinion était alors divisée en proportionnalistes et antiproportionnalistes. Ceux-ci, qui avaient des partisans à gauche — tels Jules Bara — et à l'extrême-gauche : Furnémont, Destrée, les frères Defuisseau, n'étaient qu'une poignée dans la droite parlementaire, qui avait fait tomber, au mois de janvier 1899, pour crime de proportionnalisme, de Smet de Naeyer, chef du cabinet, et Nyssens, le premier ministre du Travail. Appelé à succéder à de Smet de Naeyer avec l'agrément

de Woeste, qui le tenait pour un anti-proportionnaliste résolu, Vandenpeereboom inaugura son règne en renforçant l'aile proportionnaliste de son cabinet, puis il imagina, pour « rapprocher les esprits et concilier les cœurs », un système électoral bâtard qui établissait la R. P. dans les arrondissements élisant (sauf erreur) au moins trois députés, c'est-à-dire dans ceux où elle eût désavantagé les libéraux et les socialistes. Dans les petites circonscriptions, le scrutin majoritaire aurait été maintenu. Ce vaudeville faillit tourner au drame. A la Chambre, dans les meetings et dans la rue, socialistes et libéraux fraternisaient. Je vois encore Léon Furnémont jouant de la trompette, Vandervelde lapidant de boulettes de papier le président ahuri — c'était M. Beernaert — le papa Defuisseau (Léon), en redingote, le chef orné d'une calotte noire, vociférant, dans le vacarme, des « topos » quarante-huitards que ses voisins immédiats étaient seuls à entendre.

Quelle occasion pour un parti révolutionnaire d'enrôler sous son drapeau, au nom du droit et de la Justice opprimés, la bourgeoisie libérale ! Le parti socialiste ne la laissa pas passer. Émeutiers et gendarmes se battaient depuis trois jours dans les rues de la capitale sous les yeux d'une garde civique à demi gagnée à l'émeute, quand le vieux Roi, rentré dare-dare à Bruxelles, pria Vandenpeereboom de s'en aller et de Smet de Naeyer de prendre sa succession.

O desseins insondables de la Providence ! En s'acharnant contre Vandenpeereboom, Woeste avait travaillé pour de Smet de Naeyer, qui l'avait un jour traité, en pleine Chambre, de pape laïc, et pour la Représentation

Proportionnelle, sa bête noire. Nyssens ne reparaisait pas dans le nouveau ministère, mais Jules Vandenhuevel, l'Oreste de ce Pylade, apôtre et docteur, comme lui, de l'église proportionnaliste, y entraît en qualité de ministre de la Justice. Quelques mois plus tard, la Chambre et le Sénat votaient la loi qui préside, aujourd'hui encore, modifiée ou, si vous aimez mieux, aggravée en 1919 par la « récupération des déchets », à nos consultations électorales. Woeste, on le pense bien, ne se rendit pas sans combat. Trente, peut-être quarante députés — le tiers de la droite de 1899 — l'acclamaient quand il prophétisait les calamités que la R. P. allait faire pleuvoir sur le parti catholique et sur le pays ; quand il dénonçait, de sa voix métallique, pointue, déchirante, « les intrigues de Bas-Empire » auxquelles recourait — selon lui — le cabinet pour débaucher la majorité de la majorité, quand il démontrait, à grand renfort de chiffres, l'injustice d'une réforme imposée à l'opinion au nom de la justice ! Feu Jules de Trooz, que sa qualité de rapporteur de la loi obligeait à lui donner la réplique, fit rire à ses dépens en commençant à peu près en ces termes : « Messieurs, après les calculs... biliaires que vous venez d'entendre... » Il ne fallut pas sept ans — le tarif de la mule du Pape ! — mais deux bonnes années à MM. de Smet et de Trooz pour obtenir leur pardon, d'ailleurs pleinement mérité par une déférence et une quasi-soumission de tous les jours envers le redoutable *debater* qui était devenu petit à petit l'avocat d'office et le tuteur d'un cabinet dont l'avènement lui avait arraché de si beaux cris de colère.

WOESTE ET LÉOPOLD II

Il est vrai que ce cabinet faisait strictement en toute chose, quant aux questions sociales, à la défense nationale notamment, ce que voulait et permettait M. Woeste. Celui-ci avait fait sa paix avec Léopold II, qui avait besoin, comme on dit, de toutes ses plumes pour voler, à l'époque où sa politique congolaise était en butte à l'hostilité non seulement d'une partie de l'opinion britannique, non seulement des radicaux et des socialistes belges, sûrs de l'appui quotidien du *Patriote*, mais aussi de plusieurs personnalités catholiques de premier plan : Beernaert, Helleputte, Théophile et Léon de Lantsheere, pour ne citer que ceux-là. Les *Mémoires* nous donnent le spectacle, touchant et comique à la fois, d'un Woeste ronronnant de plaisir sous les caresses de Léopold II, tout sucre et tout miel pour le ministre démissionné de 1884. « Le Roi m'a dit, le Roi m'a écrit, le Roi m'a invité avec ma femme... » Un jouvenceau ne noterait pas avec plus de plaisir son premier succès mondain. Chaque fois que M. Beernaert tentait à la Chambre une offensive, même modérée, même timide, contre telle ou telle initiative royale, on était sûr de voir M. Woeste se dresser à son banc, hérissé et agressif. « Mon vote sera un vote de résignation... » avait soupiré, de sa belle voix de père noble, M. Beernaert, à propos de la loi qui autorisait le Roi à diminuer au détriment de ses filles mais au profit de la Belgique, la quotité disponible de sa fortune. « Mon vote ne sera pas un vote de résignation » claironnait quelques instants plus tard

M. Woeste, en commençant un plaidoyer, serré et vigoureux, en faveur du projet de loi.

« M. Woeste, le facteur royal... » ironisait Paul Janson à l'hilarité de toute la Chambre, le jour où M. Woeste avait lu à la Section centrale, à deux pas de M. Beer-naert, blême et effondré, la fameuse lettre, la lettre historique dont Léopold II, décidé à entrer personnellement en lice contre les parlementaires partisans d'une annexion anticipée du Congo, avait voulu qu'il fût, de préférence à tout autre, le destinataire et le messenger. M. Woeste riait comme tout le monde. Mais il n'en était pas moins fier pour cela. Léopold II put se flatter d'avoir chatouillé ce jour-là sa fibre la plus sensible...

Force était au vieux roi de hiérarchiser et de sérier les questions. Pour s'assurer, dans l'épineuse affaire congolaise, l'appui du chef omnipotent de la droite et du parti catholique, il se résigna à laisser sommeiller la question militaire — sauf à faire voter, en 1905, les fortifications d'Anvers, après que le Kaiser lui eut demandé, au cours de l'entretien dramatique raconté par le prince de Bülow, le concours de l'armée belge contre la France. La droite, qui s'était cabrée chaque fois qu'on lui avait demandé d'augmenter le contingent annuel — 13.500 hommes, pas un de plus — avala sans trop rechigner la dépense nécessaire. Mais elle avait approuvé presque unanimement, en 1901, MM. Woeste, Delbeke, Helleputte et Verhaegen quand ces Messieurs quittèrent avec fracas la Commission constituée par le Gouvernement pour préparer une réforme éventuelle de notre état militaire, parce qu'un officier supérieur avait osé outrager — le malheureux ! — les

puissances garantes de la neutralité belge en insinuant que l'une ou l'autre pourrait peut-être, un jour, envahir notre pays ! Mais elle avait voté en 1902 la loi néfaste, la loi de malheur qui, sous prétexte d'encourager le volontariat et de contenter ainsi les illuminés et les fanatiques du « personne soldat malgré lui » affaiblit encore notre petite mais excellente armée. Il fallut attendre 1909, la chute du cabinet aimé de M. Woeste, l'avènement et la conversion de MM. Schollaert et Helleputte, antimilitaristes repentis, et surtout la liquidation de la question congolaise, pour faire voter l'abolition du remplacement et la loi du fils par famille, qui portait le contingent à 18.500 hommes. Ces choses se passaient moins de cinq ans avant l'invasion. Encore, le gros de la droite, M. Woeste et quatre ou cinq ministres en tête, se sépara-t-elle, au vote, du chef du Gouvernement, réduit à acheter le concours, intéressé, cela va sans dire, mais loyal, de l'opposition libérale et de l'opposition socialiste par une diminution du temps de service que l'armée et le pays devaient payer cher en 1914.

WOESTE, BANNING ET BRIALMONT

« Nous avons dissipé des royaumes en baisers » — *Kingdoms kissed away* — disait Antoine à la reine Cléopâtre. Ni la vertu ni même l'austérité ne manquaient aux hommes éminemment respectables qui faillirent « dissiper » en ce temps-là le royaume de Belgique. Ils ne furent cependant ni moins aveugles ni moins insoucians que le voluptueux triumvir. Leur erreur à

eux s'appelait ignorance et entêtement. N'est-il pas phénoménal qu'on ne relève pas un mot, pas même une allusion, dans les deux volumes des *Mémoires* d'un homme de la valeur et de l'influence de M. Woeste, qui révèle la moindre inquiétude, le plus léger souci quant à la politique étrangère, quant aux conséquences que pouvaient entraîner pour le pays les litiges sans cesse renaissants entre les deux groupes de puissances qui se partageaient l'Europe? « Rien... » écrivait Louis XVI sur son carnet de poche, le soir du 14 juillet 1789... Ces hommes étaient droits, honnêtes, patriotes, justes, remplis de la crainte de Dieu, sincèrement dévots, et des centaines de mille Belges, prêtres et laïcs, se faisaient un devoir de conscience de les suivre, les yeux fermés, quand ils les appelaient à la guerre sainte, au nom de la religion, au nom du Christ, sous prétexte de sauver les « immunités ecclésiastiques » menacées par le « minotaure du militarisme ! » La démagogie bourgeoise valait-elle mieux, du point de vue de la défense nationale, que la démagogie populaire? Banning, qui était protestant, n'en avait pas moins raison contre la fine fleur du parti catholique quand il s'efforçait d'arracher les commandes de l'État à l'omnipotence du suffrage universel de la bourgeoisie à 42 fr. 32 centimes. Incrédule, piètre orateur, égaré dans la politique militante pendant une législature, Brialmont, aussi, avait raison contre Woeste quand il suppliait la Chambre de donner au pays une armée capable de barrer, autrement que par des retraites savantes, prudentes et énergiques, les routes de l'invasion. On voudrait être sûr que les catholiques belges ont appris depuis lors

le secret des distinctions nécessaires et que personne ne les aveuglera plus, en invoquant une fausse solidarité confessionnelle, sur les intérêts vitaux de la Patrie.

L'ADVERSAIRE DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

Feu l'abbé Daens, élu député d'Alost au scrutin de ballottage (1894), en même temps que M. Woeste, (passur la même liste, bien entendu) qui passa de justesse, m'a toujours fait l'effet d'un démagogue artificieux et sournois, pas méchant homme dans le fond, intelligent, mais capable de choses pas toujours ragoûtantes pour pouvoir filer jusqu'au bout son cocon électoral et parlementaire. M. Woeste l'avait positivement en horreur. Quand il ne pouvait faire autrement que de parler de lui dans un discours, il disait à chaque fois : « ce membre ! ». *L'honorable* traditionnel s'étranglait au passage. Mais ce n'était pas seulement la démagogie qu'il combattait dans la personne de ce belliqueux et redoutable agitateur. De la démocratie chrétienne, il détestait tout, le nom et la chose, même quand elle n'était que l'enseigne, d'ailleurs mal choisie à mon humble avis, de ce catholicisme social qui, purgé de son romantisme politique et libre de déployer ses ailes, aurait pu disputer victorieusement toute l'Europe au socialisme marxiste.

Il est assurément permis de se demander si, dans bon nombre de nos exploitations industrielles qui ne prolongent que par une espèce de miracle une existence difficile et précaire, la part qui va au travail manuel,

compte tenu des charges dites sociales, n'excède pas aujourd'hui la limite du juste et du raisonnable, la limite que le capital ne peut dépasser sans dévorer sa substance. Il saute notamment aux yeux que le droit au salaire vital, reconnu et conféré indistinctement à tous les citoyens, faibles ou valides, laborieux ou flemmards, capables ou incapables, mérite d'être classé parmi les absurdités mortelles aux nations les plus prospères. Mais il y a trente ou trente-cinq ans ? Dans la ville de province où l'un de mes meilleurs amis a passé sa jeunesse, le salaire quotidien des manœuvres du chemin de fer était, vers 1895, de deux francs cinquante ; leur journée de plus de dix heures. Mêmes tarifs, ou à peu près, dans l'industrie privée. De bons typographes ne gagnaient guère davantage, soit quinze francs par semaine. En fait d'assurance contre la maladie, les accidents, la vieillesse, un grand zéro. La vie était pour rien, c'est entendu : les œufs à dix sous la douzaine, le beurre à un franc la livre, la viande à 70 centimes. Mais imaginez, même à ces prix-là, la vie d'une famille de trois ou quatre enfants ! Imaginez aussi l'existence des cultivateurs obligés de vendre leurs denrées à ces prix de famine ! Dérision et despotisme ont changé de camp depuis lors. Sachons les combattre, à fond, et tous les jours, mais sans nous donner l'apparence de vouloir défendre ou seulement excuser un régime inhumain. En Belgique comme en France, combien de « notables » ont démissionné sans le savoir, par inintelligence, morgue et égoïsme, bien avant que la démagogie ne les démissionnât ! S'il est vrai que le socialisme n'a pas mis fin, dans la grande et moyenne

industrie, au règne du « travail sans joie » où M. H. de Man voit avec raison une des caractéristiques de la société moderne, il est également vrai que ce fléau eut pour mère l'économie dite bourgeoise, elle-même engendrée par l'individualisme révolutionnaire de 1790.

UN CATHOLIQUE LIBÉRAL?

De ceci, M. Woeste, justement, ne voulut jamais convenir. Il avait l'esprit trop mesuré et le caractère trop indépendant pour donner dans les excès de l'ultramontanisme, qui compta pas mal de fidèles et mêmes d'apôtres en Belgique, on le sait, entre 1850 et 1878. S'il lui arriva de mobiliser l'autorité religieuse — tout au moins de l'essayer — en faveur de sa politique ou contre ses adversaires démocrates-chrétiens, ce fut, chaque fois, dans un accès d'autoritarisme passionné, jamais par soumissionnisme à l'égard d'interventions dont il n'admit jamais, quand elles risquaient de se produire contre lui, la légitimité... Tout le monde savait que le cardinal Goossens et, après lui, le cardinal Mercier étaient partisans du service personnel. Tout le monde savait aussi que M. Woeste ne se croyait pas tenu pour autant d'abjurer son opinion sur ce point.

Politiquement et moralement, on aurait pu le classer, en forçant un peu la note, parmi les catholiques libéraux. « Êtes-vous assez écrasés, Messieurs du *Bien Public*? » disait-il en 1867, après la séance plénière du Congrès de Malines, qui avait entendu le chant du cygne de Montalembert, le plus éloquent et le plus illustre champion des libertés modernes contre les

tenants du Syllabus. Pour M. Woeste, la Révolution de 1789, odieuse, exécration du point de vue religieux et catholique, n'en avait pas moins donné au monde, en même temps que la liberté politique, l'ordre bourgeois et le régime parlementaire, bienfaits incomparables à ses yeux. Cela n'effaçait, bien entendu, ni la guerre au catholicisme ni la proscription des moines et des prêtres. N'empêche qu'il portait ces bienfaits, sans restriction ni réserve, à l'actif du grand cyclone, en y ajoutant la suppression des corporations ouvrières, abolies, en 1790, par la loi Le Chapelier. On trouverait l'écho de ce préjugé dans un de ses discours parlementaires, approuvé, séance tenante, par M. Vandervelde et contesté, comme de juste, par tous les catholiques sociaux de la Chambre.

Le syndicalisme ouvrier le trouva toujours méfiant, rétif, voire hostile. Quand on lui opposait la déchristianisation et la démoralisation de la classe ouvrière, il répondait : charité, saint Vincent de Paul, patronages, œuvres religieuses et sociales, comme si l'on pouvait guérir le cancer avec des onguents ! Avec la même conviction et la même bonne foi, il prenait les « gens bien » pour une aristocratie, et cela aussi tient du prodige quand on se représente sa supériorité intellectuelle sur les milieux mondains et salonnards dont il faisait ses délices et où il ne se crut tout à fait chez lui, semblait-il, qu'après avoir obtenu, en 1912, un comtat qui n'ajoutait pas une coudée à sa taille, comme il est dit dans l'Évangile. « Si j'avais le pouvoir, j'établirais une noblesse, mais je ne m'en mettrais pas », écrivait Louis Veillot. M. Woeste, lui, s'en est mis sans la rétablir...

LES DERNIÈRES ANNÉES

On assure que le troisième volume de ses *Mémoires* sera dur pour tous les auteurs de la conjuration de Lophem, qui aggravait, nous ne nous lasserons jamais de le dire, l'inorganique et aventureuse revision constitutionnelle de 1893. M. Woeste fut systématiquement tenu à l'écart de toutes les réunions, de tous les conciliabules où des hommes politiques de tous les partis avaient reçu ou s'étaient donné la mission de préparer, à Bruxelles, pendant la guerre, ce qu'ils appelaient, pompeusement et prétentieusement, la « restauration du pays ». Injuste, regrettable ostracisme, et qui fait encore moins d'honneur à ceux des coreligionnaires politiques de M. Woeste qui l'ont toléré qu'à ceux de ses adversaires qui en ont eu l'idée. Est-ce que les chefs du parti socialiste s'étaient trompés, quant au danger allemand et quant à la défense nationale, moins souvent et moins grandement que lui? Toute l'extrême-gauche et la majorité de la gauche n'avaient-elles pas voté, en 1913, contre le service général, auquel M. Woeste donna son suffrage? Ceux qui avaient le plus péché ne furent pas les derniers, naturellement, à lui jeter la pierre. N'eût-il pas été galant de consulter ce Nestor du parlementarisme et même de le combler d'attentions, quitte à le laisser prêcher dans le désert s'il était apparu que la guerre ne lui avait rien appris? Galanterie et adresse marchent souvent de pair. On eut l'air, en l'ostracisant, d'avoir peur de sa droiture ou de son expérience, peut-être des deux...

Il vécut assez vieux pour voir la guerre, la guerre

allemande, qu'il avait toujours crue, toujours déclarée impossible, ravager son pays, puis, après la libération, l'avènement de la démocratie socialiste et socialisante, qu'il s'était flatté de conjurer par une tenace et hautaine défensive. Il avait l'air, à la Chambre, d'un vieux sachem renié par sa tribu. Si ses adversaires avaient demandé sa tête, il se serait trouvé, à droite, plus d'un Pierre pour dire : « Je ne connais pas cet homme. » Mais ses adversaires, à quelques exceptions près, l'entouraient d'une déférence, d'un respect que commandaient la sincérité de ses convictions religieuses et politiques, l'unité de sa vie, son désintéressement quant à l'argent, sa parfaite droiture, mais qui n'en honoraient pas moins cependant des hommes à qui ses défauts et ses qualités avaient été si longtemps redoutables.

Il est mort à 84 ans, sans savoir ce que c'est, sinon par ouï-dire, que les prébendes de certains conseils d'administration, convoitées aujourd'hui par tant de législateurs. Au barreau, la modération de ses honoraires inquiétait les tondeurs et les écorcheurs de la basoche, qui le traitaient en *catimini* de gâte-métier, sinon de sarrazin. Ce n'est pas à propos de lui qu'on aurait pu dire que, s'il y a des avocats sans cause, il n'y a pas de cause sans avocat ! Il n'acceptait ni tous les procès ni tous les plaideurs. Apre, rancunier, vindicatif, il lui arriva — pas tous les jours, évidemment — de convenir qu'il avait été trop loin et trop fort, et de s'en excuser. J'ai connu intimement un jeune et bouillant journaliste qui peut se vanter de l'avoir entendu dire, parlant à sa personne : « J'ai eu tort, Monsieur, et je

vous demande pardon ». La religion seule pouvait arracher de tels *confiteors* à cette âme indomptable. C'est aussi pour lui obéir que ce travailleur enragé et avare de son temps faisait une fois la semaine, dans le quartier des Marolles, les poches pleines de victuailles, une tournée de charité. Tout un peuple de clochards suivit, le 9 avril 1922, ses funérailles. Il écrivait moins bien qu'il ne parlait. Son style était clair, précis, vigoureux, mais terne et sans chaleur. Il lui fallait une atmosphère de bataille pour donner toute la mesure de son talent oratoire, lui aussi plus solide qu'éclatant. Personne au Parlement belge — c'est du moins mon avis — ne posséda à un plus haut degré le don de découvrir, d'un coup d'œil, la clef de la position de l'adversaire, puis d'y marcher hardiment, tous ses arguments réunis et liés pour une irrésistible offensive. Mais il lui manqua toujours le don de l'image et de l'évocation, qui ne s'acquiert par aucun exercice, qu'on a ou qu'on n'a pas en naissant, et qui exige, pour mûrir et donner son fruit, une sensibilité de peintre ou de poète.

Avec ses défauts et ses qualités, ses petitesse et ses grandeurs, Charles Woeste fut une intelligence et un caractère. Les Jansénistes de Port-Royal, s'il avait été leur contemporain, l'auraient reconnu et adopté pour un des leurs. Même ardeur, même orgueil dans l'austère vertu, même dignité de vie, même passion de la controverse et de la domination. On doit, on peut souhaiter à l'État et aux partis qui — pour combien de temps encore? — dominant et régissent l'État, des pilotes plus perspicaces et plus clairvoyants. « Tels se sauvent comme personnes privées qui se damnent comme personnes

publiques » a écrit Richelieu dans son testament. Cela ne veut pas dire que les erreurs et les fautes des « personnes publiques » méritent damnation, mais que les plus admirables vertus privées ne suffisent pas pour bien gouverner l'État...

JEAN JADOT

I

SES DÉBUTS : EN ÉGYPTTE ET EN CHINE

Les notes ci-dessous ont été écrites dans les premiers jours de janvier 1932, après un entretien avec M. Jean Jadot, qui avait bien voulu, une heure durant, égrener devant moi ses souvenirs. Il avait fallu commencer par vaincre son obstination, née de son horreur pour la publicité. Je l'entends encore me dire, au moment où je prenais congé : « Ce que je vous ai raconté, c'est entre nous, n'est-ce pas ? vous n'imprimerez rien de tout ça sauf, si vous y tenez absolument, quand je serai mort ; vous me donnez votre parole ? » La Parque m'a délié, hélas ! de cet engagement. On peut raconter la rude et superbe vie d'un des Belges qui ont le mieux servi, à l'étranger et dans notre colonie, leur pays et leur Roi sans froisser la modestie du grand citoyen que la mort vient de frapper.

Avant Léopold II et sa pléiade, la Belgique ne comptait pas, ou guère, sur l'échiquier des nations. Mon vieil et illustre ami le Père Lammens, me disait en 1907 : « Il y a vingt ans, quand je suis arrivé en Orient, j'étais obligé de me faire passer pour Français ; personne ici n'avait de considération pour la Belgique et les Belges ;

mais les choses ont bien changé. » M. Jean Jadot a été un des ouvriers de cette révolution.

Son histoire appartient à l'Histoire nationale. Et puis, à une époque où tant de jeunes bourgeois croient que la chance intervient pour la moitié sinon pour les trois quarts dans le succès, c'est travailler, ne trouvez-vous pas? à l'assainissement des cervelles folles que de raconter, une à une, les dures étapes d'un grand capitaine d'industrie.

Il serait superflu de dire que ces notes n'épuisent pas, il s'en faut, la carrière du défunt gouverneur de la Société Générale. Elles n'ont d'autre prétention que celle de faire revivre quelques-uns des traits les plus marquants d'une des plus belles figures de la Belgique contemporaine.

LA JEUNESSE DE JEAN JADOT

Jean Jadot est Luxembourgeois. Ardennais? Il en a la carrure et la solidité. On, son village natal, n'appartient cependant pas, géographiquement, à l'Ardenne. Mais tout le monde est plus ou moins Ardennais, dans le Luxembourg, pour l'acharnement au travail et la ténacité. Il ne pouvait pas ne pas être ingénieur. Ses six oncles maternels l'étaient : l'un d'eux, qui devait devenir son beau-père, M. Louis Cousin, enseigna à l'Université de Louvain avant d'aller fonder le cours du génie civil à l'Université de Santiago de Chili ; les autres ont construit à l'étranger et en Belgique plusieurs lignes de chemin de fer, notamment celle de

l'Amblève, que leur maman voulut aller voir, de ses yeux, achevée jusqu'au dernier tunnel.

C'est elle qui avait décidé de leur vocation, se saignant aux quatre veines, la vaillante femme, pour « faire instruire » — comme on dit encore là-bas — ses six fils et ses trois filles. On l'imagine, chantant, les soirs d'hiver, sous la lampe, le « quinquet » de l'époque, les louanges de ses garçons et disant à l'aîné de ses petits fils : « Toi aussi, tu seras ingénieur » ... Sa fille a hérité de son courage et de son énergie. La voix de M. Jadot tremble d'émotion quand il parle de sa mère, veuve à quarante ans, et qui n'a épargné ni peine ni sacrifices, elle non plus, pour élever et faire monter ses enfants.

Ses quatre fils sont ingénieurs ; ses deux filles ont épousé des ingénieurs ; elle a vu, avant de mourir, son aîné Gouverneur et présider au Centenaire de la Société Générale.

École du village, Collège de Carlsbourg, Université de Louvain : voilà la filière. Le petit collégien se rendait en chemin de fer de On à Poix, puis à pied de Poix à Carlsbourg. Ingénieur à vingt ans, il faut qu'il se dépêche de gagner sa vie. Son oncle Louis Cousin lui a trouvé une place, une belle place : 300 francs par mois, dans une fabrique de cordes. Mais les cordes ne lui disaient rien. Il aima mieux débiter chez ses oncles, au chemin de fer de l'Amblève.

Cent cinquante francs par mois, mais la vie au grand air, des « trottés » de vingt-cinq et trente kilomètres par jour, par tous les temps, et des patrons pas commodes, qui lui administraient retenues et amendes pour des fautes dont il n'était pas toujours responsable.

Une fois, à cause de l'erreur d'un copiste, il se trompa de deux centimètres et demi. Il s'agissait du premier des ponts-types à construire. Trois journées d'un tailleur de pierre suffirent à réparer le mal. Le jeune ingénieur les aurait payées de sa poche si la direction ne lui avait fait grâce en considération d'un collègue chevronné, coupable d'une faute analogue et amnistié en raison de son âge. Qu'est-ce que vous dites de ça, jeunes hommes, jeunes bourgeois qui en voulez au Ciel et à la Terre de n'être pas arrivés avant d'être partis? Vos aînés n'avaient pas peur de la vache enragée...

EN PROVINCE

Ingénieur, en 1882, aux chemins de fer vicinaux de la province de Liège — deux cent cinquante francs par mois — Jean Jadot est envoyé à Arlon, en 1885, en qualité de chef de service des chemins de fer vicinaux luxembourgeois. C'est à Arlon que l'Aventure vint le chercher. Il y vivait, depuis neuf ans, comme on vivait à Arlon en ce temps-là, quand il reçut, un jour de juillet 1894, d'un de ses administrateurs, M. Kumps, ce télégramme laconique : « Dois absolument te voir . » Le même soir, à sept heures et demie, le directeur des vicinaux luxembourgeois débarquait à Bruxelles. M. Kumps est à la gare. Ce n'est pas un homme à perdre son temps en longs discours : « Nous avons besoin de toi en Egypte, dit-il à M. Jadot, et tout de suite, il faut que tu partes dans la huitaine. » — En Egypte? Pourquoi faire? — Les Économiques et Empain ont l'entreprise et la concession des tramways du Caire ;

on est en train de construire, près du Nil, la centrale électrique ; malheureusement, le directeur, qui est Anglais, est en bisbille avec l'administrateur envoyé d'ici pour négocier avec le gouvernement ; il vient de démissionner par télégramme ; or les fondations sont plus bas que le niveau du fleuve, dont la crue annuelle va commencer ; que les travaux restent trois semaines en plan, et c'est un an de perdu ; j'ai pensé à toi pour nous tirer d'affaire ; nous allons de ce pas chez Urban, qui t'expliquera toute l'affaire. »

« L'explication » dura jusqu'à minuit. Séance tenante, M. Ernest Urban, administrateur-délégué des Tramways du Caire, confiait à M. Jean Jadot la direction de la Société, moyennant un « forfait » de 50.000 francs payable après l'achèvement de l'usine et des voies ferrées à quelque date que ce fût. Tant pis pour le directeur si les travaux duraient trois ou quatre ans. Le directeur courut embrasser sa mère avant d'aller prendre, à Marseille, par une chaleur horrible, le bateau d'Alexandrie. En tout et pour tout, trois passagers, lui compris. Le capitaine, Marseillais jovial et rondouillard, le reçoit la main tendue et la mine souriante : « Tous mes compliments, cher Monsieur, depuis vingt-cinq ans que je fais la ligne, vous êtes le premier Européen qui va en Egypte au mois de juillet ; puis-je toutefois vous demander si vous n'auriez pas un crime sur la conscience?... » Pour tuer le temps, on faisait pendant la traversée des concours de bicyclette, auxquels le commandant ne dédaignait pas de participer.

AU CAIRE

Au Caire, le thermomètre marquait 45 degrés. Le Nil montait, et dangereusement. On put cependant, en travaillant jour et nuit, faire monter les fondations de la Centrale à la même vitesse. La pose et l'équipement des voies aussi marchèrent à vive allure, si bien que les Tramways du Caire furent inaugurés un an après, au mois d'août 1895, par les autorités officielles, le Khédive en tête, coiffées du classique tarbouch, et par le directeur et les ingénieurs de l'entreprise en habit et en gibus, par 40 degrés de chaleur. Un mois plus tard, le directeur recevait de Bruxelles une lettre de service l'envoyant construire un chemin de fer dans la Basse-Egypte.

« Cela va bien, répondit M. Jadot, mais le forfait de direction ne concernait que les Tramways du Caire et les chemins de fer de la Basse-Egypte dépendant d'une autre société...

Réponse : Parfaitement ; mais votre travail du Caire n'est pas tout à fait terminé ; il y a encore, vous le savez, deux voies de garage à achever ! » ... La Société finit pourtant par s'exécuter. Mais quand M. Ernest Urban apprit de M. Jadot, rentré à Bruxelles pour de brèves vacances, qu'il avait accepté de prolonger le tramway jusqu'aux Pyramides, il éclata : « Vous vous êtes laissé rouler par ces gens-là, votre ligne des Pyramides ne transportera jamais que les brouillards du Nil ; je vous rends responsable de toutes les pertes que la Compagnie subirait de ce chef, de toutes les pertes, vous entendez ! » Personne ne songea à lui endosser

la responsabilité des bénéfiques supplémentaires, fort appréciables cependant...

Au mois d'août, M. Jean Jadot s'établissait à Mansourah, où l'on baigne dans une atmosphère humide et malsaine à peu près tous les jours de l'année et où pullulaient en ce temps-là des moustiques gros comme des hannetons. Il y est depuis deux ans quand il reçoit un télégramme de M. Focquet, lui offrant de diriger, en Chine, les travaux du chemin de fer Hankow-Pékin, dont la concession venait d'être accordée à la Société (franco-belge) d'Etudes des Chemins de fer en Chine, créée à l'initiative du Roi Léopold. Il répond télégraphiquement le jour même : « Je veux bien aller en Chine, mais je voudrais me marier avant de partir. » L'aimable jeune fille qui devait porter son nom était alors au Chili. C'était sa cousine germaine, Mademoiselle Cousin. Il lui écrivit : « Je compte partir pour la Chine dans trois mois ; câble-moi si tu consens à venir en Belgique pour nous marier, et si c'est oui, pars avec ta mère. » Au mois de septembre 1898, M. et M^{me} Jadot s'embarquaient pour le pays qu'on appelait encore, en ce temps-là, le Céleste Empire. La traversée fut moins orageuse que le Conseil d'administration des Tramways du Caire qui avait été convoqué pour recevoir la démission du directeur. Edouard Empain ne décolérait pas. Tout le plan d'Héliopolis était déjà dans sa tête et il avait songé à Jean Jadot, qu'il avait mené voir l'emplacement de sa cité, pour faire sortir de terre les premières fondations. — « C'est une affaire politique, ton chemin de fer chinois, bougonnait-il en levant les bras au ciel ; tu te fourres là dans un joli guépier ;

avant un an d'ici, on te flanquera à la porte, d'autant plus que tu t'en vas sans contrat, comme un serin. »

HANKOW-PÉKIN

Le fait est qu'on aurait pu dire alors de ce fameux chemin de fer, encore en gestation, le « sera-t-il dieu, table ou civette? » du fabuliste. L'affaire était franco-belge, de même — naturellement — le groupe qui la finançait. Les Chinois insistaient pour avoir un directeur belge ; et les Français ne s'y résignaient qu'avec l'arrière-pensée de le remplacer, le moins tard possible, par un Français. Écrite par un des hommes qui ont assisté à toutes les péripéties du duel entre la Chine et les Puissances européennes et qui ont vu manœuvrer, sur la scène et dans les coulisses, tous les acteurs des drames et des comédies dont la Chine fut alors le théâtre, l'histoire du Hankow-Pékin éclairerait singulièrement l'histoire de l'Europe de ce temps-là et en particulier des compétitions des Puissances à la fois alliées, concurrentes et rivales. Elle ajouterait encore à la gloire de Léopold II à l'affût de toutes les occasions d'ouvrir de nouveaux débouchés à l'industrie et au commerce belges. Personne ne pourrait l'écrire avec plus de précision et plus d'autorité que MM. Jadot et Francqui. Il y a une personnalité en Belgique qui pourrait peut-être obtenir ce sacrifice de leur patriotisme. Elle est auguste, et elle habite à cinq minutes, à pied, du n° 36 de la rue Royale...

— Je vois encore à Hankow, disait M. Jadot, le coin de la rue où j'ai rencontré M. Francqui. Je ne le connaissais que de nom. Il était consul de Belgique.

C'est lui qui avait signé, avec le Gouvernement chinois, pour la société concessionnaire, le contrat relatif au chemin de fer. Un éminent missionnaire de Scheut, qui devait devenir évêque en Mongolie, le père Van Aertselaer, m'avait chanté ses louanges à bord du bateau qui nous emmenait, ma femme et moi à Port-Saïd, lui jusqu'en Extrême-Orient, où il devait nous précéder de deux mois. La première lettre que je trouvai, en arrivant à Shanghai, était de lui : il m'y recommandait encore M. Francqui, « grand ami des missionnaires » écrivait-il. Cette lettre tombait bien. Nous avions besoin l'un de l'autre, M. Francqui et moi. Il fallait, sous peine d'échouer, que nous fussions unis comme les doigts de la main. Quelle pagaie ! Les tuiles pleuvaient sur nous de tous côtés. Des Français nous mettaient des bâtons dans les roues ; des Belges invoquaient des titres de propriété pour le moins suspects ; des Chinois s'ingéniaient à brouiller tout le monde. Un soir, vers les dix heures, Francqui s'en alla du Consulat de France — ne me demandez pas pourquoi — où il habitait et vint me demander de le loger pour la nuit, lui, sa femme et son fils. Notre amitié date de ces rudes jours, de ces pénibles combats livrés ensemble, et d'un même cœur. On a tout de même fini par débroussailler le terrain. Au bout de six mois, j'avais gagné, je peux le dire, la confiance des Chinois avec lesquels j'avais à traiter. Oh ! ce n'était pas si difficile qu'on le croyait en Belgique. Ces Célestes me rappelaient un peu le paysan ardennais qui veut se débarrasser d'un cheval vicieux. Roublards et malins, bien sûr, mais honnêtes au point de ne jamais mentir dans les grosses affaires. J'en ai vu, là-bas, de

toutes les couleurs, des émeutes, des révolutions, des comédies, des drames et des mélodrames. Quand je me croyais sûr du vice-roi en fonctions, pan, on le déplaçait et l'on m'en envoyait un autre qu'il fallait observer et étudier, avec qui tous les travaux d'approche étaient à recommencer. N'importe. C'était le bon temps. Quand je suis parti, je les aimais, ces Chinois, et j'avais l'impression qu'ils ne me détestaient pas... »

La voie ferrée à construire a 1.200 kilomètres. Il faut jeter sur le fleuve Jaune, large, immense comme une mer, chaque année, pendant plusieurs semaines, un pont — le plus long du monde — de trois kilomètres et demi. Seuls moyens de locomotion pour la reconnaissance du pays et les travaux préparatoires : charrettes et chaises à porteurs, qui trébuchent et s'enlisent dans d'abominables fondrières. Pas de fleuve au monde plus capricieux. Le courant zigzague d'une rive à l'autre. Aujourd'hui, le lit est à moitié vide ; on y trouve, le lendemain, dix mètres d'eau ; une barque échouée suffit à faire dévier le courant. Il a fallu constituer un lit artificiel et y engloutir cinq cents mille mètres cubes de pierre. On a attaqué le pont — métallique, bien entendu — sur l'une et l'autre rive à la fois. Pour ne pas entraver la navigation, toute la ferraille avait été transportée à pied d'œuvre, non en bateau, mais en charrette, sur des centaines de kilomètres. Rien ne se perdit, rien ne fut volé ! Les pieux à vis entraient comme dans du beurre dans le sable inconsistant, dont on désespérait de jamais trouver le fond. Comme si ce n'était pas assez de se battre avec les difficultés et les obstacles naturels, le génie du fleuve se mit à la traverse,

invoqué dans un rapport à l'impératrice par un mandarin scandalisé et irrité de voir les diables d'Occident s'acharner à tourmenter cette divinité tutélaire en lui enfonçant des pieux dans la tête... Au bout de sept ans, comme on dit dans la complainte du grand saint Nicolas, la ligne était achevée. On l'avait, comme le pont, attaquée aux deux bouts.

L'année de la révolte des Boxers, en 1900, une armée de 120.000 hommes travaille sur les chantiers, et tout marche comme sur des roulettes quand le cyclone éclate. Cent kilomètres de voie ferrée détruits, six ingénieurs et employés assassinés : tel fut le bilan de cette année terrible. Il s'en fallut d'un cheveu que le directeur ne fût enlevé, avec sa femme et ses enfants. La paix rétablie, on mit les bouchées doubles pour rattraper le temps perdu : en une seule année, la dernière des travaux, cinq cents kilomètres de rails furent posés et équipés. La ligne fut inaugurée en 1905. Tel que nous le connaissons, M. Jean Jadot a certainement évoqué, ce jour-là, le souvenir de la grand'mère Cousin, qui s'était fait porter, rappelez-vous, sur le dernier pont du chemin de fer de l'Amblève, construit par ses garçons, pour y murmurer son *nunc dimittis*... Depuis tout à l'heure vingt-sept ans qu'il fonctionne, le Hankow-Pékin n'a jamais donné de déboires ; le pont non plus. Sans doute le bouddah du fleuve Jaune avait-il le crâne plus dur ou le caractère mieux fait que ne le croyait le vice-roi de la province... Celui-ci cependant ne désarma jamais. A quelque temps de là, ayant obtenu de M. Jadot le train spécial qu'il avait demandé pour arriver plus vite aux funérailles de son père, décédé dans

un lointain district, il ne voulut ou n'osa point passer le pont. Amour-propre ou superstition? Il demanda que le conducteur arrêât le convoi sur l'une, puis sur l'autre rive, juste le temps qu'il fallait pour traverser le fleuve en bateau.

COMMENT M. JADOT RAMENA L'IMPÉRATRICE A PÉKIN

La Société Générale fêtait intimement, il y a quelques semaines, M. Jadot, qui est de la maison depuis un quart de siècle. Le 2 janvier 1932, il aurait pu célébrer un anniversaire plus coloré et plus pittoresque. Il y a juste trente ans, le 2 janvier 1902, après une nuit passée, par 27 degrés sous zéro, dans le wagon qui lui servait de chambre à coucher, il vit l'Impératrice de Chine, enfin décidée à rentrer à Pékin, d'où elle s'était enfuie après l'écrasement des Boxers, monter, à Tcheng Ting Fou, dans le train spécial chauffé et aménagé à son intention, au milieu d'un cortège bariolé de princes et de dignitaires, sous les yeux de cent mille Chinois, hommes et femmes, agenouillés.

Le Gouvernement chinois, c'est-à-dire le célèbre grand mandarin Li Hung Tchang, avait demandé à M. Jadot d'aller persuader l'Impératrice, réfugiée à Kai Foung, de rentrer dans sa capitale. Elle n'avait pas la conscience tranquille, la vieille dame. Elle savait que les Puissances n'ignoraient rien de ses manigances avec les Boxers, ni de sa complicité. Elle avait résisté, pendant des mois, aux instances de Li Hung Chang, qui la pressait de réintégrer Pékin. L'entrevue de M. Jadot avec le vieil homme d'État, dont les Bruxellois n'ont pas oublié

la silhouette — il fut l'hôte de Léopold II au Palais de Bruxelles — eut lieu à Pékin même, à trois heures du matin. Li Hung Tchang sortait de sa baignoire, nu, ruisselant, pas beau, pour se livrer aux frictions de son masseur anglais. Il avait fait apporter du champagne : une *Magnum*. Pendant que le masseur opérait, il parlait : « J'irai de ma personne à la rencontre de Sa Majesté jusqu'à Pao ting fou ; prenez bien garde aux dimensions des wagons ; vous vous assurerez qu'ils sont assez larges pour que ma chaise à porteurs puisse y entrer ; n'ayez aucune inquiétude ; je vous donne tous les pouvoirs d'un généralissime ; la route impériale, que vous suivrez, sera gardée par des soldats. » Alas ! pauvre Li ! il ne lui fut pas donné d'entrer, avec sa chaise, dans le train impérial. Il mourut quatre jours après le départ de son ambassadeur extraordinaire, qui apprit l'événement en chemin.

La route — 400 kilomètres — que M. Jadot fit, partie à cheval, partie en palanquin, réparée et astiquée en vue du passage de la Souveraine, aurait fait sécher d'envie les plus consciencieux cantonniers de Belgique. A certains endroits, on voyait des coolies épousseter au plumeau — oui, au plumeau — une chaussée propre comme un sou neuf, brillante comme un glacié. Tous les 15 kilomètres, un pavillon coiffé d'un toit de paille avait été édifié pour le repos, le thé ou le dîner de Sa Majesté Impériale : tous les 30 kilomètres, un éphémère et somptueux palais, en forme de pagode, devait abriter le sommeil de l'Impératrice et de sa suite. M. Jadot poussa jusqu'au fleuve Jaune sans rencontrer la Souveraine. Avertie de son arrivée, mais toujours indécise,

elle lui avait dépêché un chambellan et le chef des eunuques, avec mission de lui dire : « Sa Majesté a décidé de revenir à Pékin, mais elle ne peut se mettre en route qu'un jour faste, et il lui a été jusqu'à présent impossible d'en choisir un, tant les présages sont défavorables ; son départ toutefois, ne tardera guère ; le grand mandarin d'Occident ne pourrait-il attendre Sa Majesté à Tcheng Ting Fou?... » Il n'y avait qu'à rebrousser chemin.

Des deux côtés de la route, une foule innombrable piétinait dans les champs, accourue — c'est une façon de parler — de dix, vingt, trente lieues à la ronde pour voir l'Impératrice et son cortège. Sur la route même, des milliers de charrettes avançaient au petit pas. On sut dans la suite que le pays offrait l'aspect, après les réquisitions de toute espèce dont le préfet avait dû l'accabler, d'un champ ravagé par une nuée de sauterelles,

Le chambellan et le chef des eunuques n'avaient pas menti. L'impératrice et sa suite marchaient pour ainsi dire sur les talons de M. Jadot, mais avec une lenteur toute chinoise. Admis, dans la plaine de Tcheng Ting Fou en présence de la Souveraine, le « généralissime » est harcelé de questions inquiètes : « Est-ce qu'elle peut vraiment rentrer à Pékin sans avoir rien à craindre ? On lui a dit que les Européens sont toujours très fâchés ; rien ne presse, n'est-ce pas ? d'autant que l'astrologue de la Cour n'a pas encore pu choisir le jour faste ; comment est-ce fait, un chemin de fer ? c'est qu'elle n'en a pas la moindre idée ; on lui a assuré que ses six cents gardes et leurs chevaux pourront voyager avec elle... »

La nuit qui précéda l'embarquement, plusieurs

douzaines de princes en casaque jaune dormirent à même le sol, dans la petite gare. Quand la Souveraine descendit de son palanquin, on aurait entendu un cri, un vol d'oiseau dans l'immense plaine, au dessus de la multitude prosternée et muette. A genoux aussi les princes, les chambellans, les dignitaires. A genoux, comme tout le monde, le jeune Fils du Ciel Koang-Siuh, petit-fils et pupille de Ts'euh-hi. Elle attendit cinq grosses minutes avant de le relever, visiblement heureuse de son humiliation. Seul debout au milieu des courtisans agenouillés, le « généralissime » dégustait la grandeur et le burlesque de ce spectacle, résumé des splendeurs de la vieille Chine à son déclin. « Belle invention, ces chemins de fer » dit la Souveraine en montant dans le train.

De Tcheng Ting Fou à Paoting Fou, le voyage se fit sans incident ni accroc. Il plut à l'Impératrice de s'arrêter quinze jours à Pao Ting Fou. Plus elle approche de Pékin, plus augmentent ses hésitations et ses craintes. « Mon astrologue assure que je dois rentrer dans mon Palais avant deux heures » dit-elle à M. Jadot, un jour qu'elle l'a prié à déjeuner. Le train arriva à Pékin juste à l'heure annoncée. S. M. Ts'euh-hi n'en revenait pas. Cette exactitude la ravissait. M. Jadot a encore les sabots d'argent dont elle lui fit présent, en témoignage de sa satisfaction et de sa gratitude.

Comment les Belges — et aussi les Français — furent un jour évincés, au profit des Anglais, du Hankow-Pékin? Cette histoire aussi devrait être racontée. Ce ne fut pas la faute des Belges, et moins encore de M. Jean Jadot, qui avait conseillé à la Compagnie de ne pas

attendre, pour négocier avec le Gouvernement chinois la prolongation du contrat d'exploitation, fait pour dix ans, l'expiration de celui-ci. Les Chinois demandaient notamment une part dans les bénéfices — la part des Belges était de vingt pour cent — et une part dans la direction. Pour le dire en passant, le chemin de fer n'avait pas coûté un centime au Gouvernement chinois. M. Jadot revint en Belgique au mois de juillet 1906.

II

LÉOPOLD II, JADOT ET LE CONGO

M. Jadot n'était pas rentré depuis vingt-quatre heures que le Roi Léopold le convoquait au Palais. La carrière chinoise de M. Jean Jadot est à peine finie ; sa carrière congolaise commence. Le Souverain est au courant de ses efforts, de ses luttes, de ses succès. Il lui parle de la Chine et du chemin de fer comme s'il avait vu, de ses yeux, poser les rails et jeter le pont sur le fleuve. « Pendant que vous travailliez là-bas, on a entamé, ici, la construction d'un nouveau chemin de fer. Sera-t-il terminé dans dix ans ? Ce que vous avez fait vaut bien la commanderie de Léopold. » Mais quelqu'un fit, sur ce point, échec au Roi. « Quelqu'un » est une façon de parler. C'est un bureaucrate qui se mit à la traverse, sous prétexte que l'Administration ne pouvait pas, en donnant la cravate à un citoyen qui n'avait pas encore la rosette, « poser » un précédent insolite et dangereux. En vain Léopold II

écrivit, de sa main, au Ministère des Affaires Étrangères :
« Jadot a fait une chose qu'on ne fera plus jamais. »
Bureaucratie aussi fait plus que force et que rage...

Ce n'était pas uniquement pour le complimenter et pour le décorer vous pensez bien, que Léopold II avait mandé chez lui, au débotté, le constructeur du Hankow-Pékin ; c'était surtout pour le mobiliser au service de l'État du Congo. « Mon cher Monsieur Jadot, je vous attendais ; car j'ai besoin de vous ; j'ai besoin de vous pour industrialiser le Congo, et il faudra vous y mettre toute de suite... » De quelle voix, grave et vibrante, et de quel ton, à la fois autoritaire, insinuant et enjoleur, fut formulée l'invitation, ceux qui eurent l'honneur d'approcher ce grand Prince n'ont pas un grand effort à faire pour se le représenter.

— Sire, je suis aux ordres du Roi, mais voici huit ans que j'ai quitté le pays, huit ans que je n'ai vu ma vieille mère.

— Je sais, je sais ; et je m'en voudrais de retarder de vingt-quatre heures la joie de Madame Jadot ; mais les choses sont faciles à arranger ; nous sommes voisins, vous le savez. On est à deux pas de Ciergnon ; mon ami M. Droogmans (un des secrétaires de l'État du Congo) vient de louer une villa à Rochefort, à deux pas de chez vous ; vous pourrez travailler tous les jours avec lui sans vous éloigner de votre famille ; c'est *oui*, n'est-ce pas ? vous ne refuserez pas ce service à votre vieux Roi ? »

L'INDUSTRIALISATION DU CONGO

Ce jour-là ou un peu plus tard, Léopold II exposa à M. Jadot ce qu'il entendait par l'industrialisation du Congo. Le programme conçu depuis longtemps par le Souverain — M. Jean Jadot l'a évoqué à Élisabethville, au mois de juillet 1928, devant le Roi et la Reine — tenait en deux points : 1^o étudier et exploiter le Katanga après avoir doté cette province, dont Léopold II présentait le prodigieux avenir, du plus grand nombre possible de voies ferrées (M. Jadot se souvenait d'avoir entendu dire au vieux Roi que la Belgique est le nœud ferroviaire du continent européen et, un autre jour : « je ne désespère pas de décider Williams et la Société Générale à faire l'Union Minière ») ; 2^o exploiter et explorer, méthodiquement et scientifiquement, le Congo tout entier, à l'exception du Katanga, œuvre qui devait être dévolue, dans sa pensée, à la Forminière.

Visionnaire de génie, Léopold II prophétisait : « On trouvera là-bas, je le devine, je le pressens, des richesses fabuleuses ; je suis disposé à donner à la Société qui se constituerait un monopole d'une certaine durée, dont l'étendue diminuerait, cela va de soi, tous les six ans, la moitié des bénéfices devant revenir à l'État ; vous souriez ? Mon Dieu, je n'ai pas beaucoup d'illusions quant à la facilité de réunir le capital ; les financiers, vous le savez bien, n'ont confiance ni dans le Congo ni en moi ; il faudra que je cherche ailleurs parmi les hommes qui partagent ma foi et qui ont le droit de se considérer comme mes amis ; tenez, j'ai dressé une liste oh ! pas bien longue, et je vous ai inscrit en tête,

pour 60.000 francs ; un tel et un tel, que j'ai inscrits après vous, souscriront bien autant ; j'ai songé à vous pour aller les voir et le leur demander. »

Un tel et un tel, c'étaient le baron Empain, les barons Goffinet, le baron Baeyens, le notaire Dubost et plusieurs autres. Le frère quêteur ne fut pas reçu partout avec enthousiasme... 60.000 francs, à cette époque, cela faisait plus de 400.000 francs d'aujourd'hui. M. Jean Jadot se saigna et saigna ses trois frères, ingénieurs eux aussi, et qui avaient été ses collaborateurs en Chine. Il finit par réunir — non sans peine — 900.000 francs, y compris les deux cent mille souscrits par le Roi lui-même. Deux américains : MM. Thomas F. Ryan et Daniel Gugenheim, de New-York, amis de longue date du vieux Roi souscrivirent juste autant. La « Forminière » était fondée.

Quel beau billet de loterie !... disait M. Jean Jadot à Léopold II. Le Roi riait des lèvres, des yeux et de la barbe, et il répondait : « On trouvera des trésors, vous verrez, des trésors fabuleux. » Le monopole portait, indépendamment d'environ quatre millions d'hectares où la Forminière pouvait obtenir des concessions minières, sur plusieurs centaines de mille hectares, destinés à des cultures diverses. En fixant une limite maxima à la superficie totale des gisements découverts, la formule imaginée par le Roi visait à hâter les prospections générales de la Société et à restreindre le domaine de ses concessions minières. Conséquence : la Forminière a découvert plusieurs zones minières qui ont fait le bonheur d'autres sociétés coloniales. Cette formule, on l'a dit ci-dessus, garantissait, à l'État, non seulement

la moitié des bénéfiques, mais le contrôle de l'affaire. N'empêche qu'un député socialiste aujourd'hui défunt — bon homme, mais soupe au lait, et rhéteur par-dessus le marché — fulmina à la Chambre contre ce qu'il appelait « une convention scélérate ». Cette *scélératesse* a rapporté à l'État belge, pour le dire en passant, une centaine de millions...

LES CHEMINS DE FER CONGOLAIS

En ce qui concerne le chemin de fer congolais, le programme de Léopold II a été exécuté, on le sait, par M. Jean Jadot, qui créa à cet effet la Compagnie de chemin de fer Bas Congo-Katanga.

Le vieux Roi n'était pas chaud pour la ligne Matadi-Katanga. Il y avait, selon lui, en matière de chemin de fer, quelque chose de plus nécessaire et de plus urgent. « Si j'avais de l'argent, disait-il, je rachèterais à Williams la concession de son chemin de fer de Lobito, mais ces Messieurs — il désignait du doigt le Palais du Parlement — crieriaient comme des écorchés si je leur demandais un sou ; les Portugais ne nous refuseraient certainement pas, si nous savions nous y prendre, une modification du traité ; nous pourrions avoir, bien à nous, 600 kilomètres sur les 1.800 de la ligne, les meilleurs à tous égards, puisque le district minier commence là ; maintenant que vous avez constitué la Compagnie, vous irez négocier à Lisbonne ; Williams est un brave homme, mais je désire limiter son influence au Katanga ; quant à l'argent, je demanderai aux Français et éventuellement aux Allemands de prendre une part. »

Du côté Williams, succès complet : les 600 kilomètres de la ligne de Benguela sont « bien à nous » depuis ce temps-là. Au point de vue financier, M. Jadot ne revint pas de Paris les mains tout à fait vides mais il se heurta, à Berlin, à des résistances inspirées, il est permis de le croire, par des arrière-pensées politiques, par le secret désir de voir échouer partiellement le plan léopoldien. Ce qui n'empêcha pas les banquiers allemands qui s'étaient dérobés de se plaindre plus tard qu'on ne leur eût rien offert ! Bref, l'effort financier initial, quant aux chemins de fer congolais, fut fait par les Belges seuls. On sait que l'emprunt de cent cinquante millions de francs, décidé par le Roi en 1906 — l'émission devait être effectuée par tranches de dix millions chacune — traîna péniblement pendant plusieurs années, pour le malheur de l'établissement financier souscripteur.

La suite de l'histoire est connue de tout le monde. On a construit au Congo, en une dizaine d'années, peut-on dire, plus de 2.500 kilomètres de voies ferrées — tout le réseau belge en compte juste le double. Le B. C. K., la grande voie nationale — près de deux mille kilomètres — qui unit le Nord-Ouest et le Sud du Congo est aux deux tiers achevée ; la dernière section — 800 kilomètres — sera, espérons-le, entamée prochainement. « Il m'a semblé que j'avais le devoir de rendre sur la terre même où s'est exercé l'incomparable génie du grand Roi un hommage solennel de fervente reconnaissance à sa mémoire... » Ainsi parlait M. Jadot, au mois de juillet 1928, en inaugurant, devant le Roi et la Reine, entourés de personnalités coloniales belges et étrangères, le B. C. K.

Quelques semaines plus tard, il descendait le Kasai en bateau pour gagner le Bas-Congo où il voulait étudier sur place la question, si importante et si controversée, des ports de Léopoldville, Ango-Ango, Boma et Banane. Il ne serait peut-être pas sans intérêt d'extraire des cartons du ministère les rapports qu'il rédigea à ce sujet sur le navire qui le ramenait en Europe. Les compagnons de son voyage fluvial l'avaient vu chaque matin, son déjeuner avalé au galop, installé à côté du capitaine et travailler avec lui à la carte du Kasai, dont les bancs de sable, en se déplaçant, rendent la navigation difficile et dangereuse.

L'entrée de M. Jadot au Conseil de direction de la Société Générale marqua un tournant dans l'histoire de cette Douairière, peu friande, Léopold II ne s'y trompait pas, de ce que d'aucuns appelaient encore en 1906, les aventures et les spéculations congolaises. Les prudentissimes triomphaient quand l'Union Minière, éprouvée par la crise du cuivre, devait plus de cent millions à la Société Générale et quand la Forminièrè avait dépensé trois millions six cent mille francs sans découvrir la moindre trace de diamant. Qui sait si une oreille fine, en écoutant bien, ne les entendrait pas encore ronchonner aujourd'hui : « Nous vous l'avions bien dit !... »

UN HOMME...

Mais M. Jean Jadot est toujours l'homme qu'il était en Egypte et en Chine. Toute sa personne respire, en même temps que l'intelligence, une indomptable énergie,

une volonté de fer. Aujourd'hui comme il y a trente ans, obstacles, traverses, épreuves, bien loin de lui faire peur, lui sourient comme autant d'occasions de combat et de victoire. Oui, la crise est sévère, profonde, universelle. Combien de temps durera-t-elle? Les médecins les plus expérimentés y perdent leur latin. Mais notre peuple n'a rien perdu, ou guère, des qualités et des vertus qui l'ont fait triompher d'épreuves plus pénibles et plus cruelles encore. Les richesses de notre Congo ne s'envoleront pas. C'est à elles que nous dûmes, en grande partie, la prospérité des années grasses ; nous leur devons, vous verrez, de guérir mieux et plus vite que les autres nations...

Ainsi devisait M. Jadot, en martelant ses mots. Ainsi s'exprimait, robuste, inébranlable, la foi du Gouverneur de la Société Générale de Belgique, tête lucide, cœur sensible, et malhabile à se défendre contre l'émotion quand la conversation tombe sur le calvaire de la moyenne et de la petite bourgeoisie. La stratosphère ne l'a ni enivré ni desséché et ce n'est pas le trait le moins remarquable de cette puissante personnalité, le moins attachant non plus. Peu d'hommes, hélas ! savent monter très haut sans se racornir ou se gonfler. « Et on peut cumuler... » comme disait plaisamment Clemenceau !

« Méfiez-vous des individus ! », prêchait aux Français de la Révolution Anarcharsis Cloutz, soi-disant philosophe, prussien, et un peu fou. Le bon Michelet se pâme devant « l'humanité » de cette exhortation. Quelle folie ! Les individus sont le sel de la terre. Qui est-ce qui invente, découvre, crée, ouvre des chemins nouveaux

gagne des batailles, fonde ou compromet la paix par de bons ou de mauvais traités? Les foules ou les individus? On a poussé l'adulation et la sottise « démocratique » jusqu'à faire honneur à la foule, à M. Tout-le-Monde, des plus beaux chants de la poésie populaire. Mais personne aujourd'hui n'oserait plus défendre, sans rire, cette billevesée. A l'origine de toute poésie, de toute science, de tout progrès, il y a un individu, un homme. Sans Léopold II et sa pléiade, où M. Jean Jadot a occupé un des tout premiers rangs, la Belgique serait moins connue dans le monde, et le Congo, qu'on nous passe cette expression familière, lui aurait passé sous le nez...

EDMOND PICARD

Edmond Picard achève sa vie dans une silencieuse retraite. Il a fait vendre l'autre jour ses tableaux et ses livres. Peu de quotidiens ont mentionné l'événement. A part le *Pourquoi Pas?* dont les moustiquaires, jadis égratignés par le vieux lion, ont eu la galanterie d'authentiques mousquetaires, personne n'a seulement donné un coup de chapeau à ce vieillard illustre, traité par la plupart des amis de ses jours glorieux à peu près comme le roi Lear par ses filles comblées et ingrates.

Edmond Picard a fait mettons une gaffe pendant la guerre. Fatigué d'attendre la lente et boiteuse victoire, il a dit un jour qu'il désespérait de la voir jamais arriver. Cela donne-t-il à ses concitoyens le droit d'oublier qu'il a honoré et servi la Patrie? Le lendemain de sa vente, j'ai relu ses *Scènes de la vie judiciaire*. Quel écrivain, brillant, nerveux, éloquent et solide! Quel contraste fait cette belle prose, chargée, voire surchargée d'images tourbillonnantes, et cependant limpide, avec la langues désossée, flasque et filandreuse de la plupart des avocats qui se mêlent d'écrire! Il ne faut pas tous les doigts de la main pour compter en Belgique ceux qui, loin de la barre et la plume à la main, ont brillé par le style. Comme Picard sait écrire et composer! Une ardente vie intérieure, une vaste culture, une curiosité universelle ont décuplé ses dons. Chacune de ses phrases est pleine, sonore, nombreuse comme un orchestre.

Ce style incomparable, il l'a gâté plus tard, c'est entendu, en l'embéguinant d'agaçants néologismes. Mais ce qui est écrit est écrit : c'est le cas de le dire. Il faut tenir le « paradoxe sur l'avocat » pour une des belles choses qui ont été écrites, en Belgique et en France, depuis quarante ans.

Une âme fière, tendre et passionnée apparaît dans ces pages, couleur de sombre acier, dont le désenchantement mélancolique, sensible sous la hautaine ironie, constitue le leitmotiv. Edmond Picard a eu, semble-t-il, le pressentiment, en un temps où la fortune ne lui refusait rien, de l'injustice et de l'indifférence d'un pays, où longtemps encore, l'intelligence et le talent n'auront que de médiocres et peu durables autels. « La Belgique est l'empire du mesquin » a-t-il écrit dans son « paradoxe ». Hélas ! ce n'est pas demain que ce jugement sera cassé.

Jurisconsulte, écrivain, artiste, orateur : Edmond Picard a brillé dans tous les domaines, et de quel feu magnifique ! Ce n'est pas nous qui nierons ses défauts, visibles ou annoncés dans ce qu'il fit de meilleur, tous nés de ce sens imparfait de la mesure qui opère à la façon d'un ver, quand on s'éloigne de l'île de France ou qu'on s'en émancipe, sur les plus beaux fruits spirituels. Qu'il ait payé tribut aux erreurs de son temps, cela non plus n'est pas niable. Le funeste Rousseau l'a détourné de l'ordre vrai. Comme beaucoup de romantiques, il a pris la discipline pour un joug contre nature, et il a cru que l'homme et l'artiste ne peuvent se surveiller et se dominer sans se diminuer ou s'éteindre. L'instinct qui lui fit découvrir la vérité nationale n'en

est que plus admirable, de même sa courageuse fidélité à le suivre. Edmond Picard a été national et même nationaliste en un temps où presque personne ne l'était en Belgique. Qui sait ? peut-être ne s'est-il fatigué de l'être, du moins en apparence, que le jour où il a vu les foules encombrer l'église où il les avait si longtemps appelées en vain. Personne n'a célébré comme lui la beauté physique de la Patrie, son étonnante histoire, ses secrètes et déroutantes vertus. Personne n'a dénoncé comme lui la tyrannique féodalité des partis et des clans qui se disputent le peuple belge, dévorent sa substance, le détournent des seuls soucis qui importent à sa sécurité et à sa grandeur.

Un aigle captif dans une volière : voilà comme nous apparaît Edmond Picard. Victime de ses défauts, de la médiocrité de son temps, de la rancune des partis et des hommes qu'il cribla de ses flèches barbelées et de l'ingratitude de ceux que son talent servit le mieux, il obtiendrait plus qu'un discret et parcimonieux hommage d'une nation et d'un État qui sauraient mettre, parmi leurs dieux lares, l'intelligence à sa vraie place, c'est-à-dire au-dessus de l'Argent et de la puissance électorale...

GODEFROID KURTH

Je l'ai vu pour la dernière fois le 5 août, le lendemain de l'attaque allemande du pont de Visé. Il m'apportait un article qui a paru dans le *XX^e Siècle* du lendemain : l'histoire de l'échec subi, au même endroit, par les reîtres d'un empereur germanique, Henri IV, si je me souviens bien, qui s'était proposé de surprendre — déjà ! — et de piller la principauté de Liège. Je vois encore le flamme de ses grands yeux, mélancoliques et ardents — « Faut-il que j'aie vécu si vieux pour arriver à haïr l'Allemagne ! » me dit-il en me serrant les deux mains.

Rien ne l'obligeait à attendre, dans le village brabançon où il s'était établi en 1906, après son éméritat, l'invasion barbare ; ses travaux et ses fonctions le rappelaient à Rome au commencement d'octobre. Pas un de ceux qui connaissaient ce grand cœur n'a douté un seul instant qu'il ne restât à Assche, pour défendre et protéger, dans la mesure de ses forces, grâce à sa connaissance de la langue allemande, ses concitoyens. Nous avons déjà dit comment il s'acquitta, jusqu'au bout, de ce devoir volontaire. Il est mort plus encore d'avoir souffert et d'avoir haï que d'avoir lutté. Comme un grand nombre de Belges, il croyait à l'Allemagne de la science, de la poésie, ainsi qu'à la loyauté des héritiers des Windthorst et des Reichensperger. D'origine thioise, né à Arlon de parents allemands, il devait

à l'Allemagne la formation et la discipline scientifiques qui avaient fait de lui, à un âge où la plupart des hommes sont encore à l'école, un des premiers historiens de l'Europe. La désillusion lui a brisé le cœur. Ainsi que le disait le cardinal Mercier, à Rome, chez M. Vandenheuvel, au milieu du silence respectueux de trente convives, Godefroid Kurth est mort de douleur, littéralement. Avec lui disparaît un des témoins les plus qualifiés pour déposer devant l'Europe et devant l'Histoire au lendemain de la délivrance, sur les atrocités allemandes en Belgique. « En vain Néron prospère, Tacite est déjà né dans l'Empire... » écrivait Chateaubriand. Guillaume II a plus de chance que Néron. Le premier et le plus éloquent de nos historiens est mort avant d'avoir pu buriner le tableau des abominations commises par ses troupes, sur son ordre et sous sa responsabilité, dans notre malheureux pays.

J'ai été l'élève de Godefroid Kurth en 1893 et en 1894. On courait à son cours comme à une fête. Il avait le double prestige de la célébrité et de la bonté. Il nous enseignait, avec autant de précision que d'éloquence, en même temps que les premiers principes de la critique historique, le souci de l'exactitude et le culte de la bonne foi. Il aimait tous ses élèves comme un père. Des liens se sont formés dans son auditoire, entre cette ardente jeunesse et ce maître éloquent, qui ne devaient passer qu'avec la vie. Catholique militant et enflammé pour l'Église, il ne mettait cependant qu'une condition à son affectueux, à son paternel dévouement : l'ardeur au travail et la passion pour une science qu'il se flattait à bon droit d'avoir renouvelée en



Belgique et à laquelle il devait dévouer son existence tout entière. « Je bois, disait-il un jour à un dîner qui réunissait quelques-uns de ces anciens élèves, à la jeunesse qui étudie et à la jeunesse qui combat ; j'espère que la jeunesse qui étudie combattra et que la jeunesse qui combat étudiera. » Il avait d'avance, lui, réalisé, dans sa personne, ce double idéal. Sa vie a été un long et rude combat pour la science et pour la foi catholique. D'aucuns lui ont reproché ce qu'ils appelaient son âpreté et sa virulence. C'est que toute entreprise contre le christianisme lui semblait être un attentat contre la civilisation. Le premier des livres par lesquels il s'imposa à l'attention du grand public était intitulé : *Les origines de la civilisation moderne*. Le souffle du plus ardent lyrisme embrase ces pages, vivantes et passionnées à l'égal d'un beau drame, mais dont l'objectivité scientifique fait, pour les connaisseurs, le principal attrait. On aurait pu donner pour épigraphe à cet admirable ouvrage la phrase célèbre où Taine, toujours incroyant, mais désabusé du déterminisme et revenu de l'idolâtrie matérialiste, confessait dans les *Origines de la France Contemporaine* l'éminente dignité du christianisme « cette grande paire d'ailes qui soulève l'homme au-dessus de la bassesse originelle ».

Et puis, Godefroid Kurth avait, tout jeune, pâti pour ses croyances religieuses. De 1872 à 1880, la qualité de catholique pratiquant était loin d'être une recommandation dans les milieux universitaires belges. Ce n'est pas le moment d'insister là-dessus. Lui-même, s'il vivait, nous défendrait d'écrire une seule ligne, à son propos, qui puisse rallumer des querelles qu'il eût

souhaité plus que personne voir s'éteindre. Ce que nous en faisons est uniquement pour expliquer un trait de caractère. Retenons-en seulement que les luttes où la religion est en jeu creusent des sources d'amertume dans les âmes les plus tendres et faisons tous le serment de les bannir désormais de la Belgique ressuscitée.

Entre les *Origines* et l'histoire de la Commune de Rome, qu'il avait sur le métier, au printemps de 1914, quand il quitta Rome pour la dernière fois, se placent, sans compter les manuels d'histoire de Belgique écrits à l'intention des écoliers, cinq grands ouvrages, jalons principaux d'une des vies les plus laborieuses qu'on puisse imaginer.

L'Histoire poétique des Mérovingiens ravissait notre jeunesse. Nous y admirions un travail de dissociation analogue à une décomposition chimique, mais plus compliqué puisqu'il portait sur des matériaux à la fois confondus et épars. En arrivant à démêler dans Grégoire de Tours, à force de patience et de recherches, les récits historiques des vieilles chansons de geste enroulées autour d'eux comme le lierre autour du chêne, M. Kurth a entièrement renouvelé l'histoire du haut Moyen-Age. *Clovis et Sainte-Clotilde* furent deux autres beaux enfants de cette inspiration. Puis vint *Notger*, œuvre d'érudition pure, prélude des trois volumes de cette magnifique Histoire de Liège, où le Maître se reprit vingt fois, vingt fois découragé par la difficulté du sujet, la pénurie des matériaux, la pauvreté des sources.

Tous ses ouvrages ont une marque commune : l'éton-

nante et très rare rencontre de deux facultés qui se font tort à l'ordinaire quand elles ne s'excluent pas : le sens critique le plus exigeant, l'objectivité scientifique la plus rigoureuse, et une richesse d'imagination à faire sécher d'envie plus d'un poète lyrique. S'il fallait donner la palme, je mettrais *ex aequo*, malgré la diversité des genres, la *Cité de Liège* et *l'Eglise aux tournants de l'Histoire*. Dans l'une et l'autre, le savant et l'écrivain sont à leur apogée. Pureté, sobriété, éclat du style, art de la composition : rien ne manque à ces chefs-d'œuvre. Pas une once de clinquant dans cet or pur. Pour l'étendue et la solidité de l'érudition, la puissance divinatoire, l'intuition créatrice, la première nous paraît sans rivale. On y voit vraiment surgir du tombeau, avec ses vertus et ses défauts, son impressionnabilité funeste, ses généreuses folies, la Cité de Liège, l'ardente et admirable Cité dont les plus rudes vainqueurs n'ont jamais conquis l'âme.

On a loué l'auteur de n'avoir pas craint de conclure, lui, démocrate ardent, que la démocratie liégeoise avait fini par affaiblir et par tuer l'État. Louange presque injurieuse. Toute sa vie et dans toutes ses œuvres, Kurth s'est fait une loi de soumettre docilement aux faits ses opinions et ses jugements. Personne n'a jamais contesté la scrupuleuse honnêteté de sa conscience scientifique.

L'Eglise aux tournants de l'Histoire relève plutôt de la philosophie de l'histoire que de l'histoire pure. C'est une suite de fresques dessinées avec amour et brossées à larges traits. Quel chapitre il y eût ajouté après la guerre, lui qui a eu sous les yeux, pendant un an et

de mi, les souffrances et le dévouement patriotique de l'Église belge, lui qui a vu notre cardinal et nos évêques devenir l'âme et la tête de la nation opprimée !

Sur les destinées de la patrie et les devoirs que le malheur public impose à tous les Belges, il aurait fait plus et mieux que d'écrire. Nous sommes quelques-uns qui attendions beaucoup de son autorité et de son sens politique. Dès 1891, presque seul avec son ami Pottier, il avait prêché et défendu les principes de la démocratie sociale d'où sont sorties toutes les lois ouvrières votées par notre Parlement. Et ce n'est pas de sa faute si le service personnel et le service général n'ont pas triomphé dix ans plus tôt. Son patriotisme était aussi inquiet qu'ardent. L'idéal bourgeois et la pusillanimité courante vis-à-vis du devoir militaire excitaient sa verve et fouettaient son indignation. Combien de fois l'ai-je entendu annoncer l'orage qui achève en ce moment de dévaster la Belgique ! Porté comme il l'était par la générosité de son cœur et la méditation de l'Histoire vers tout ce qui pouvait pacifier le pays et fortifier l'État, il aurait donné l'exemple, au lendemain de la paix, la liberté religieuse étant bien garantie, de l'unionisme le plus sincère et le plus passionné. « Pour la défense nationale, la guerre à l'alcoolisme, la réforme de nos impôts et les réformes ouvrières, l'union des partis et l'accord des bonnes volontés nous feraient gagner cinquante ans » disait-il souvent à ses amis. Dans l'article qu'il donna au *XX^e Siècle* quelques jours après les élections de 1912, on pourrait retrouver la suggestion, — timide et lointaine, il est vrai, — d'une politique, qui ne pouvait recevoir sa consécration que d'une grande catastrophe.

Son cœur et son caractère étaient à la hauteur de son talent. Jamais il n'a déçu personne. Son affection rafraîchissait comme une source toujours vive. Il était la bonne foi et le désintéressement mêmes. Avec cela, simple comme un enfant et gai, même dans l'âge le plus avancé, comme un collégien. L'été, sa grande maison d'Assche, qu'il avait choisie surtout pour les vieux arbres de son immense jardin, ne désemplissait jamais. Il aimait la jeunesse, les longues causeries, la malice des anecdotes bien contées, l'éclat et le parfum des vins de France. Quand on avait passé joyeusement une après-midi, chez lui, à réformer l'État et à refaire le monde, il nous reconduisait à la gare, pour le train de neuf heures. Sa voix résonnait dans la nuit. Ses lazzis nous poursuivaient dans le fracas du départ. « Au revoir, bon retour, revenez la semaine prochaine !... » Est-il possible que cette voix soit éteinte pour toujours ?

* * *

Il faut voir, selon moi, le secret de cette riche nature, toute en contrastes, fouguese et disciplinée, emportée et tendre, modeste et fière, également douée pour l'art et pour l'action, dans l'alliage d'un tempérament allemand de notre marche de l'Est avec l'humanisme et la culture française. Barrès a écrit des pages aussi fortes que fines sur ces hommes de frontière, qui ont des racines de l'un et de l'autre côté, tributaires de deux civilisations. Allemand par l'origine, mais Français par la soumission volontaire et joyeuse à une culture supérieure, Kurth rêvait d'une réforme des humanités qui n'eût détrôné ni le latin ni le grec. Partisan déclaré

de toutes les revendications linguistiques des Flamands, il a prêché à ceux-ci, toute sa vie, la docilité vis-à-vis de la culture française, qui enrichit, depuis le XI^e siècle, leur patrie, leurs écrivains, leurs artistes, tous leurs grands hommes. Une tête d'une incomparable finesse couronnait son grand corps comme taillé à coups de serpe. Il avait le front large, les yeux rayonnants, une bouche spirituelle, l'accent allemand, toutes les sensibilités et les délicatesses d'une âme profondément latine. Sa grande phrase, un peu solennelle dans ses premiers ouvrages, s'était allégée à la fin sans rien perdre de son éclat ni de son originalité. Mais ce sont ses lettres familières qu'il faudrait lire pour bien connaître l'homme et l'écrivain, sa verve, sa causticité, sa bonté, toutes les qualités de son esprit et de son cœur. Qui n'envierait le cardinal Mercier d'avoir vu la Mort achever la beauté de son masque émouvant?

Mgr Duchesne, l'éminent directeur de l'École française de Rome, l'a défini d'un mot. C'était un *chevalier*. Ses idées n'étaient ni des bibelots pour la conversation, ni des appeaux pour réunions publiques, ni de ces enseignes pour carrière électorale que tant de politiciens placent et déplacent au gré de leurs intérêts changeants ; mais l'expression d'une conviction raisonnée et ardente. S'il avait pu choisir son heure, malgré les regrets de son œuvre inachevée, la douleur de sa famille, et le tourment de s'en aller avant d'avoir vu la délivrance, il aurait désiré mourir comme il est mort, pour son pays et pour ainsi dire de la main de l'oppresser.

Nous saurons entretenir sur son tombeau, après la victoire, un laurier toujours vert.

DEUXIÈME PARTIE

SOUVENIRS

AVANT LA TEMPÊTE

I

GRANDEUR ET DÉCADENCE DE LA PROPORTIONNELLE

UN REDOUTABLE ESCRIMEUR

Ce n'est pas galvauder le titre d'homme d'État que de l'appliquer à Jules Vandenneuvel, dont la *Nation Belge* a retracé brièvement, au lendemain de sa mort, la carrière universitaire. Il aimait l'enseignement et le pouvoir comme seuls savent l'aimer les hommes d'élite, pour la joie de former des disciples et pour celle, plus précieuse encore à leurs yeux, de modeler sur leurs idées les événements et les hommes eux-mêmes.

Vigueur, promptitude, finesse, agilité, il avait toutes les qualités qui font, dans les salles d'armes, qu'il fréquenta beaucoup, et à la tribune parlementaire, les escrimeurs redoutables. Curieux et instruit de tout, il avait beaucoup lu et beaucoup voyagé ; il aimait la peinture ; il aimait surtout à en parler comme il parlait de toute chose, clairement, abondamment, un peu sèchement, avec une déconcertante autant que captivante éloquence. Il était droit, courageux, fier, bon, un peu précieux, un peu distant, aussi indépendant vis-à-vis des parlementaires, dont il méprisait les intrigues

et les bavardages — sans toujours prendre la peine de leur cacher — qu'à l'égard de Léopold II, qu'il admirait, qu'il aimait, dont il comprit et dont il seconda tous les desseins, sans jamais renoncer au droit de l'éclairer sur les conséquences de ses audaces et de ses témérités. L'heure de la Justice et de la Réparation, qui a sonné pour le Grand Roi, pour le Basileus à la barbe fleurie, sonnera un jour, n'en doutez pas, pour les trois hommes qui furent, de 1900 à 1907, ses ministres de prédilection : de Smet de Naeyer, Vandenheuvel et de Favereau.

C'est M. Vandenheuvel qui porta tout le poids de la discussion du projet de loi autorisant Léopold II à distraire de sa succession, pour la donner à l'État, c'est-à-dire à la Belgique, une partie de ses biens. Ce legs pleinement royal, fait à la nation par un prince qui, plus roi que père, ne voulait pas que toute sa fortune allât, lui mort, aux étrangers qui avaient épousé ou épouseraient ses filles, l'opinion publique, particulièrement l'opinion bourgeoise, myope à son ordinaire, le prit pour un acte de mauvais gré, inspiré par la rancune à un père impitoyable. « Je voterai le projet avec résignation », soupira M. Beernaert à la Chambre. Au Sénat, M. Théophile de Lantsheere, porte-parole écouté et respecté de l'opposition, déploya toutes les ressources de sa science juridique, qui était grande, et de sa légendaire habileté manœuvrière pour soulever l'assemblée et l'opinion contre une loi où il ne voyait qu'une usurpation du pouvoir personnel. On mesurera la force et l'élégance de M. Vandenheuvel, alors dans tout l'éclat de son magnifique talent, en relisant aux *Annales* les réponses qu'il fit à ces redoutables adversaires.

ORIGINE ET VICISSITUDES DE LA R. P.

L'Histoire jugera sa grande idée politique, cette Représentation Proportionnelle qu'il essaya, mais en vain, de contenir dans les limites de l'arrondissement élargi et dont la logique de son principe essentiel a fait une machine à détruire toute majorité aux Chambres et dans le Gouvernement. Combien de nos contemporains se soucient de suivre à la trace, depuis son origine jusqu'à son avènement, le système électoral qui, avec le suffrage universel pur et simple, caractérisera aux yeux des historiens du XX^e siècle le parlementarisme belge à partir de l'année 1900? Rien de plus intéressant cependant, et rien de plus instructif.

A notre humble avis, la R. P. a été la réalisation, imparfaite et périlleuse, d'une idée aussi juste qu'excellente. Catholiques libéraux de l'école de Montalembert, Jules Vandenneuvel et Albert Nyssens, tous deux juristes, tous deux professeurs, amis avant d'être collègues, plus étroitement amis d'avoir constaté la parenté de leurs idées et l'identité de leurs points de vue, redoutaient pour le parti catholique belge, qui avait, comme tous les partis, ses exaltés et ses radicaux, une trop puissante majorité parlementaire. Combinée avec la méfiance et la peur d'un pouvoir exécutif trop puissant, encore générale à la fin du siècle passé chez les hommes éminents de droite et de gauche, cette vue devait aboutir à la suppression du système électoral qui, après l'entrée en scène du parti socialiste, avait réduit à cinq députés l'effectif du parti libéral à la

Chambre, où la droite disposait d'une majorité de plus de 40 voix. Dans un grand nombre d'arrondissements, catholiques et socialistes restaient aux prises après le premier tour de scrutin, la liste libérale ayant été mise hors de combat. Au scrutin de ballottage, la peur du socialisme décidait des milliers de libéraux modérés à voter pour les catholiques, qui enlevaient toute la représentation, soit huit, dix et jusqu'à dix-huit sièges.

Ni le pays ni même le parti catholique n'avaient intérêt, aux yeux de MM. Beernaert, Vandenneuvel et Nyssens, à ce que se perpétuât l'ostracisme dont était frappé le parti libéral, pour ainsi dire expulsé du Parlement, en dépit de sa force numérique et de la valeur intellectuelle de la plupart de ses chefs, et poussé par le dépit sur la pente d'un cartel avec le parti socialiste. M. Beernaert avait voulu faire voter par la Chambre, dès 1893, la Représentation Proportionnelle. Trop autoritaire, trop véritablement Roi pour goûter une réforme dont il devinait, d'instinct, qu'elle affaiblirait encore le pouvoir exécutif, le roi Léopold II avait fini par donner carte blanche à un ministre qu'il aimait pour son intelligence et sa grande habileté. Mais la droite fut rétive. Le projet fut repoussé par les sections de la Chambre. M. Beernaert ayant mieux aimé démissionner que d'affronter la discussion publique, c'est sous le régime du scrutin de liste majoritaire que M. Jules de Burlet fit, en 1894, les premières élections du suffrage universel plural.

Cinq ans plus tard, en 1899, M. Nyssens, ministre de l'Industrie et du Travail dans le cabinet de Smet de Naeyer, et précieux agent de liaison entre son chef et

Jules Vandenheuvel, son ami, son conseiller, son Pylade, crut le moment propice pour faire entrer la R. P., qu'il défendait depuis plusieurs années par la parole et par la plume, dans notre législation. M. de Smet de Naeyer, converti de fraîche date, le soutint de toutes ses forces. Mais ils se heurtèrent à l'opposition, aussi habile que vive, de MM. Woeste, Helleputte et de Broqueville, combattus par la majorité des journaux catholiques, mais assurés de l'appui, à gauche, de M. Jules Bara et, à l'extrême-gauche, de la plupart des députés wallons, M. Léon Defuisseaux et M. Destrée en tête. D'autre part le Roi, qui avait besoin, pour sa politique congolaise, d'un gouvernement solide et d'une forte majorité parlementaire, se rendit aux arguments de M. Woeste et de M. Bara, lui représentant que le Scrutin Uninominal aurait, du point de vue du parti libéral, les mêmes avantages que la Proportionnelle sans provoquer l'émiettement de la majorité. Quand M. Nyssens offrit sa démission, il ne le retint pas. Il ne retint pas non plus M. de Smet de Naeyer, qui voulut partir avec son collègue. Nous avons encore dans l'oreille les hurlements des vendeurs de journaux annonçant, un soir brumeux de février, la dislocation du cabinet et l'entrée de MM. Helleputte et de Broqueville au ministère. C'était dix ans trop tôt...

LA CRISE DE 1899

M. Jules Vandenpeereboom, ministre des Chemins de fer depuis 1884 et ministre de la Guerre *ad interim*

depuis 1893, fut chargé par le Roi — selon la formule consacrée — de reconstituer le cabinet. Tout le monde croyait la Proportionnelle enterrée. Mandé à l'hôtel des Chemins de fer par le nouveau chef du Gouvernement, qui ne voulait pas choisir sans le consulter les successeurs des deux ministres démissionnaires, M. Woeste — nous tenons le fait d'un de ses proches — sortit de la conférence persuadé que les portefeuilles seraient donnés à deux antiproportionnalistes. « Que pensez-vous de Cooreman? lui avait demandé M. Vandenpeereboom. — Il est fin, souple, intelligent, affable, mais il est rallié à la Proportionnelle. — Et Liebaert? — Liebaert aussi... » Or le lendemain, le *Moniteur* annonçait la nomination de M. Gérard Cooreman à l'Industrie et Travail et de M. Julien Liebaert aux Finances. « Il ne l'emportera pas au Paradis », jura — si l'on ose ainsi parler — M. Woeste en lisant le *Moniteur*...

Le problème de la réforme électorale n'était pas résolu pour autant. Proportionnalistes et antiproportionnalistes, au Parlement et dans la presse, se livraient des combats homériques. La discorde ravageait nos trois partis politiques, partagés en partisans et en adversaires du quotient et du quorum. Nous nous souvenons qu'un journal de droite, proportionnaliste farouche, accusa aigrement ses coreligionnaires uninominalistes de servilité à l'égard du souverain et de complaisance pour la franc-maçonnerie. Prudent, madré, jovial, soucieux avant tout de l'unité de son parti, M. Vandenpeereboom résolut, après des cogitations et des négociations qui durèrent plusieurs mois, de

marier le lapin proportionnaliste, si l'on peut ainsi parler, avec la carpe majoritaire. Le projet de loi que le Gouvernement déposa sur le bureau de la Chambre laissait subsister le régime majoritaire dans les arrondissements où l'un des partis en présence serait assez fort pour obtenir, au premier tour, la majorité absolue, et appliquait la R. P. dans les autres. La France devait, en 1919, adopter un système analogue. Proportionnalistes et antiproportionnalistes paraissent en être également fatigués. De même le chef du Gouvernement belge réunit contre lui, en 1899, partisans et adversaires de la R. P. violemment attaqué par les libéraux et par les socialistes, qui redoutaient, non sans raison, d'être évincés dans les neuf dixièmes des circonscriptions rurales, soutenu avec mollesse par la majorité de sa majorité, aux prises avec une émeute où l'on vit des socialistes et des libéraux dépaver et barricader fraternellement plusieurs rues de la capitale, M. Vandenpeereboom démissionna, ahuri et désolé de voir ses intentions conciliatrices si mal comprises et si mal jugées...

La Chambre avait été, deux jours durant, le théâtre de ce qu'il est convenu d'appeler, en style parlementaire, des scènes tumultueuses. M. Beernaert présidait, non sans nervosité. M. Furnémont jouait de la trompette. M. Vandervelde — ô jeunesse ! — bombardait le président de boulettes de papier. Trente-trois pupitres, à l'extrême-gauche, claquaient à l'unisson chaque fois que M. Vandenpeereboom se levait pour parler. Silencieux, narquois, impassible, M. Woeste « faisait sa correspondance ». « Songe aux Ides de Mars » disait

l'astrologue à Jules César. Le sourire de M. Woeste semblait dire : « Souvenez-vous du *Moniteur*. »

ILLUSIONS

M. Jules Vandenhoevel entra, en ce mois de juillet 1899, en qualité de ministre de la Justice, dans le cabinet présidé par M. de Smet de Naeyer. Un an plus tard, la Proportionnelle était votée. L'arbre a grandi ; beaucoup de ceux qui aidèrent à le planter trouvent ses fruits amers ; maints proportionnalistes de la première heure conviennent aujourd'hui que MM. Woeste et Helleputte virent plus clair que MM. de Smet de Naeyer et Vandenhoevel, accrochés, comme à une barre fixe, à l'idée, qui nous a toujours paru romantique, que la justice distributive est la qualité essentielle, la vertu primordiale des systèmes électoraux, le meilleur étant celui qui attribue à chaque parti un nombre de sièges strictement proportionnel à sa force numérique. Mais les peuples ont plus besoin d'être fermement gouvernés que d'être mathématiquement et proportionnellement représentés, d'où la défaveur et le discrédit de la Proportionnelle depuis qu'on l'a vu détraquer la machine parlementaire en rendant toute majorité impossible. M. Vandenhoevel croyait bonnement que les électeurs se feraient inscrire, en foule, dans les associations politiques quand celles-ci seraient investies du droit de désigner les élus avant le corps électoral en arrêtant l'ordre de présentation des candidats. On sait ce qui est advenu, et comment la R. P. a dégénéré en une

élection à deux degrés, les électeurs étant généralement obligés de ratifier, sauf de rarissimes exceptions, le choix des coteries et des clubs. Quant à l'élévation du niveau intellectuel des assemblées délibérantes, que nous promettaient ses parrains, le public sait aussi bien que nous si l'événement a confirmé ou démenti cette prédiction.

M. VANDENHEUVEL A ROME

M. Vandenneuvel tomba, en 1907, avec le cabinet de Smet de Naeyer, remplacé par un cabinet de Trooz, lui-même remplacé, en 1908, après la mort de M. Jules de Trooz, par un cabinet Schollaert, qui devait vivoter jusqu'en 1911. Il suivit à Anvers, puis au Havre, pendant la guerre, les ministres à portefeuille. Envoyé à Rome, en 1915, pour représenter la Belgique auprès du Vatican, après la retraite du sympathique baron d'Erp, il brilla, sur ce théâtre difficile, par le tact autant que par la fermeté, évantant les pièges, dissipant les équivoques, accordant sans effort ce qu'il devait, en tant que catholique, au chef de l'Église avec le droit et les exigences de sa Patrie martyrisée, plus préoccupé de servir que de plaire, tel enfin qu'il avait été, toute sa vie, à l'université et au gouvernement, un homme, un citoyen...

II

JUN 1912

2 juin 1912. Élections législatives, pour le Sénat et pour la Chambre, non pas seulement dans la moitié du pays, comme c'était l'usage avant la guerre, tous les deux ans, mais dans tous les arrondissements, en vertu de la dissolution décidée, en 1911, lors de l'avènement du cabinet de Broqueville.

La Chambre dissoute comptait 86 catholiques de toutes nuances, 44 libéraux, 35 socialistes et 1 daensiste. La majorité catholique, qui s'effritait à chaque consultation électorale, était tombée à six voix après les élections de 1910.

M. Frans Schollaert, député de Louvain, était chef du cabinet — il n'y avait pas encore de premier ministre en ce temps-là — depuis la mort de M. Jules de Trooz (31 décembre 1907) qui avait succédé, quelques mois auparavant, à M. de Smet de Nayer, mis en minorité à la Chambre dans un scrutin relatif à la durée du travail dans les mines du Limbourg, dont l'exploitation n'avait pas encore commencé. Son ministère, dont faisaient partie — pour ne parler que des survivants — MM. Renkin, de Broqueville, Armand Hubert, ne battait plus que d'une aile depuis 1910. Il avait dû se séparer, dans le courant de l'été 1910, du baron Descamps, ministre des Sciences et Arts, et du baron Delbeke, ministre des Travaux Publics. Ces craquements troublaient, jusqu'au fond des provinces, l'optimisme des plus intrépides militants. Les deux Nestors de

la droite, MM. Woeste et Beernaert, qui s'étaient réconciliés sur son dos, ne lui ménageaient, dans les couloirs, ni les épigrammes acérées ni les condamnations solennelles. « M. Schollaert est un *brave homme...* » écrivait M. Woeste dans un article de la *Revue Générale*.

M. Schollaert se laissa persuader qu'un coup de barre à droite galvaniserait le parti catholique et ramènerait sous ses drapeaux la confiance et la victoire, comme on disait dans le style électoral de l'époque. Il déposa sur le bureau de la Chambre un projet de loi dit du « bon scolaire » qui, plus favorable à l'enseignement libre que la loi de 1895, proportionnait les subsides de l'État et des communes à la population des écoles.

Le résultat ne répondit pas aux espérances du chef de cabinet et de ses inspireurs, qui n'étaient pas tous des modèles de désintéressement. Il n'y eut de galvanisés, en l'occurrence, que les deux groupes de l'opposition, étonnés et heureux de recevoir, des mains de l'adversaire, une plate-forme commune, décidés à profiter tout de suite de l'aubaine et soudés dès lors en un bloc compact avec, pour étendard et pour programme, la défense de l'enseignement public menacé de mort — allaient répéter sur tous les tons leurs orateurs et leurs journaux — par la chasse aux élèves, dont le bon scolaire serait à la fois l'occasion et le prix. Autant que les déplorations de M. Beernaert, le silence de M. Woeste, sardonique et glacial, faisait présager sinon la défection, au moins l'indifférence d'une partie de la droite. On le vit bien au vote des sections, dont trois sur six rejetèrent le projet de loi, dès lors embouteillé et abandonné à son malheureux sort par le

président de la Chambre, homme avisé, prudentissime, et moins enclin que personne à encourir en quelque sorte à lui tout seul, en jetant son autorité présidentielle dans la balance, la responsabilité de l'aventure. Telle était l'impasse où se débattait le cabinet Schollaert quand les journaux du soir annoncèrent le samedi 3 juin 1911, que M. Woeste avait été reçu par le Roi dans l'après-midi, au Palais de Bruxelles.

* * *

Intelligenti pauca. Cette consultation du chef de l'opposition de droite — ce n'était pas M. Woeste qui en avait informé les journaux — annonçait l'imminence du naufrage ministériel. Il faisait un temps magnifique. Tous les membres du Gouvernement avaient fui sous les ombrages, M. Schollaert en tête, qui avait quitté Bruxelles, dès le matin, pour sa campagne de Vorst. Le lendemain dimanche, quelqu'un me dit : « Pourquoi n'iriez-vous pas voir M. Beernaert dans sa villa de Boitsfort ? » M. Beernaert ne me dit pas grand'chose, mais me laissa tout deviner. Je vois encore sa noble figure renanienne penchée sur la table pleine de livres, ses cheveux de neige, ses belles mains jouant avec le coupe-papier. La causticité et l'amertume étaient la note dominante de ses propos, à la fois prudents et désenchantés. Plus de doute possible : le ministère Schollaert était frappé à mort. On sut le lendemain soir que M. Schollaert, invité par le chef de l'État à retirer un projet de loi furieusement combattu par l'opposition tout entière et désavoué par plusieurs

membres influents de la majorité, avait offert sa démission, qui avait été acceptée sur-le-champ.

Mais ce n'était pas le tout de tailler ; coudre allait être autrement difficile, comme disait à peu près la vieille reine florentine. Deux courants divisaient les conseillers ordinaires et extraordinaires de Sa Majesté, presque unanimement inquiets, pour la monarchie et pour le pays lui-même, de l'état d'esprit d'un certain nombre de personnalités libérales, que la perspective d'une domination indéfinie du parti catholique, au pouvoir depuis près de trente ans, aigrissait et radicalisait tous les jours davantage. Tous ou presque tous souhaitaient l'avènement d'un gouvernement de gauche. Les uns étaient d'avis d'appeler tout de suite M. Hymans aux affaires, sans attendre que le corps électoral eût renversé la majorité de droite ; mais les autres, d'accord avec M. Hymans et M. Vandervelde, n'eurent pas de peine à fermer l'oreille royale à ces suggestions dangereuses. Tant que la droite a la majorité au Parlement — représentaient avec raison ces hommes prudents et sages — c'est un gouvernement de droite qui doit être à la barre, jusqu'à la dissolution inclusivement, car personne ne conteste qu'il soit nécessaire de consulter prochainement le corps électoral tout entier... Craignons par dessus de tout, ajoutaient-ils, une grève de tous les ministrables catholiques qui, en obligeant le souverain à choisir un chef de cabinet en dehors de la majorité, irriterait et amèterait, non sans raison d'ailleurs, le parti catholique.

Peu s'en fallut que cette grève ne fût décrétée par les ministres démissionnaires au cours du dîner traditionnel qui les réunit une dernière fois, après que la retraite du cabinet eut été rendue officielle, autour de M. Schollaert. Feu Léon de Lantsheere la prêchait avec feu. « Jurons, disait-il, qu'aucun de nous n'acceptera de portefeuille dans le cabinet de demain... — Voulez-vous donc, demandait M. Helleputte, que les élections soient faites par un cabinet de gauche aux cris de *Vive le Roi et à bas la calotte?* » Je tiens le fait de M. Helleputte en personne.

Le baron de Broqueville, député de Turnhout, ministre des Chemins de fer depuis le mois d'août 1910, avait donc les mains libres vis-à-vis de ses anciens collègues quand il accepta de former le cabinet — tout de suite baptisé cabinet de liquidation par feu Emile Royer — dont la tâche se bornerait à administrer, jusqu'à la dissolution, les affaires courantes. Pourquoi M. de Broqueville fut-il désigné au choix du jeune Souverain? Pour les qualités qu'on ne pouvait pas ne pas lui reconnaître ou pour les défauts que d'aucuns lui prêtaient avec une libéralité qu'ils ne devaient pas tarder à trouver, eux-mêmes, excessive?... Certains sourires signifiaient manifestement : cet aimable gentilhomme se souviendra toute sa vie d'avoir été chef de cabinet une douzaine de mois... Ce n'était pas la béquille de Sixte-Quint, mais le sourire et les gentillesses de Mazarin qui faisaient, en l'occurrence, illusion...

Deux « consulaires », dont M. Julien Liebaert, avaient refusé le fardeau. Il fut question, un moment, d'investir M. Henri Francotte, universitaire distingué, bon

helléniste, chef de la droite du Conseil provincial de Liège, orateur précis, incisif, éloquent. Les ministrables dont on avait envie se dérobaient et on ne voulait d'aucun de ceux qui ne demandaient qu'à s'offrir...

Nul doute que, pour d'aucuns, à la fois trop intelligents pour se dissimuler les risques d'une opération qu'ils estimaient nécessaire et trop hardis pour conseiller le *statu quo*, le *oui* de M. de Broqueville n'ait eu la douceur et la suavité de oui de leurs fiançailles... M. Michel Levie remplaça M. Liebaert aux Finances ; M. Pouillet, M. Schollaert aux Sciences et Arts ; M. Carton de Wiart, M. de Lantsheere à la Justice, M. Vandevyvere prit l'Agriculture et les Travaux publics, M. Berryer l'Intérieur. Sur le reste du front, aucun changement, malgré l'offensive de quelques amis de M. Tibbaut pour débusquer des Colonies, en faveur du futur président de la Chambre, M. Renkin, qui serait retourné à la Justice.

Je vois encore le ministère paraître devant la Chambre, vierge et martyr, c'est le cas de le dire, mais non joyeux... *Comparaître* serait plus exact. Quand ils gagnèrent leur banc à la suite de M. de Broqueville, sanglé dans sa redingote semi-militaire et faisant, ma foi, bonne mine à mauvais jeu, toute l'opposition, gauche et extrême-gauche confondues, éclata en applaudissements ironiques. La joyeuse ivresse de l'hallali brillait sur tous les visages, tendus et convulsés. De l'autre côté, le silence des grandes consternations. On ne voyait sur les bancs de la droite, du haut des tribunes pleines à craquer, que dos arrondis et tassés, figures terreuses, tous les signes, toutes les attitudes de la défaite et du

découragement. Quelques-uns dardaient sur M. Woeste des regards de basilic. Pas une phrase, pas un mot de la déclaration ministérielle, terne et entortillée en dépit d'une emphase de commande, qui ne déchaînât les quolibets, les brocards, les insultes même. Puis le silence se fit, plus méprisant et plus cruel que le charivari. Il avait l'air de dire : nous leur avons fait plus d'honneur qu'ils ne méritent ; laissons jouir de leur reste ces condamnés à mort ; n'attristons pas leurs derniers jours ; avant un an d'ici, c'est nous qui serons à leur place...

* * *

Un an après, presque jour pour jour, le 2 juin 1912, le cartel des gauches était battu dans tous les arrondissements et la majorité parlementaire du parti catholique passait de six à seize voix.

Chef d'un cabinet humilié, déconsidéré même par l'échec d'un projet de loi dont M. Schollaert avait fait la pierre angulaire de sa politique, M. de Broqueville était menacé, sur sa gauche, par une opposition unie et victorieuse et, sur sa droite, par un certain nombre de catholiques insidieusement manœuvrés et tout prêts à accuser le chef du Gouvernement, s'il reculait d'un pas sur la question scolaire, de modérantisme, voire de trahison. Invisible aux non-initiés, le péril de droite n'était ni le moins pressant ni le moins redoutable. Dès la fin du mois de juin, d'éminentes personnalités ecclésiastiques et laïques étaient sollicitées de s'inscrire dans une Ligue destinée à défendre des droits et des revendications qu'aucun catholique,

affirmaient ses promoteurs, n'avait le droit de sacrifier sans félonie. La difficile manœuvre entre ces deux écueils est encore, après vingt ans, intéressante à regarder.

Quelques jours avant la manifestation organisée à Bruxelles par le parti libéral et le parti socialiste, qui voulaient à la fois célébrer leur victoire parlementaire et affirmer leur union, en vue de la bataille électorale, parut dans un journal de province, le *Bien Public* de Gand, une interview du chef du Gouvernement. Interrogé sur ses intentions quant à la question scolaire, M. de Broqueville répondait en substance : « Les revendications du parti catholique sont, à mes yeux, légitimes et sacrées ; mais mon honorable ami M. Schollaert est un politique trop avisé pour attribuer à son intéressante formule le caractère et la vertu d'une solution infaillible ou seulement exclusive... » C'était enterrer le corps du délit sous les fleurs. Quand les soixante mille manifestants de gauche et d'extrême-gauche s'en vinrent défiler à Bruxelles pour tuer la loi scolaire « unique objet de leur ressentiment », l'ouvrage était fait, le monstre était occis. Et comment tourner l'enthousiasme des manifestants de Louvain contre un ministre si fermement résolu à maintenir la question scolaire au premier plan du programme catholique?...

* * *

Conviction ou tactique, M. de Broqueville se disait assuré, à la veille de partir en vacances, d'un brillant succès électoral. Ses adversaires, certains de ses amis

mêmes, souriaient de ce qu'ils tenaient pour une pure gasconnade. Il donna la mesure de sa confiance et de son optimisme — de sa sagacité aussi — en écrivant au chef de l'État qu'il n'aurait rien de plus pressé, dès le lendemain des élections de 1912, que de faire voter par les Chambres le service militaire général, puis le principe de la revision constitutionnelle. Cette lettre — quel inconvénient y a-t-il à le dire aujourd'hui? — devait opérer à la façon d'un calmant et épargner au pays une périlleuse convulsion quand la grève générale décrétée en 1913 par le parti socialiste allait diviser la Belgique en deux camps ennemis. Les historiens des années d'avant-guerre n'ont pas le droit de l'ignorer, encore moins s'ils la connaissent, de la passer sous silence. On voudrait se persuader que le général Galet, s'il l'avait connue, ne se serait pas borné à résumer dans une phrase sèche et dédaigneuse le rôle de M. de Broqueville dans le vote de la loi militaire.

Cette loi eût-elle été votée si le cartel des gauches l'avait emporté aux élections de 1912? Ni le patriotisme ni la clairvoyance des parlementaires libéraux de l'époque ne sont en cause. Mais le parti socialiste, internationalisé jusqu'aux moelles et convaincu du pacifisme des kamarades allemands, aurait-il osé renier son Évangile, mentir à son programme, encaserner annuellement, sous prétexte de solidarité gouvernementale, plus de 30.000 jeunes hommes? Quelques mois plus tard, au sortir de la séance secrète où M. de Broqueville avait voulu renseigner tous les députés et tous les sénateurs, sans distinction de parti, sur les préparatifs guerriers de l'Allemagne, des socialistes no-

toires, intelligents, et qui devaient faire la preuve, moins de deux ans après, de la plus vive sensibilité et du plus fervent patriotisme, s'esclaffaient dans les couloirs et devant leurs amis des tribunes. « La guerre ! il nous a parlé de la guerre ; pourquoi pas de Croquemitaine ? Nous prendrait-il pour des enfants ?... »

Disons tout de suite que toute la droite, où les antimilitaristes ne manquaient pas, cependant, vota la loi de salut national qui, enlevée cinq ans plus tôt, nous eût permis d'opposer trois cent mille soldats aux Allemands. Quinze libéraux à la Chambre, six au Sénat la votèrent pareillement. Mort et enterré, l'antimilitarisme catholique ? Hélas ! en 1914, quelques semaines avant la catastrophe, les élections législatives ayant coûté deux sièges, dans le Limbourg, à la majorité, une fraction de la droite, encouragée sous main par deux membres au moins du Gouvernement, invita M. de Broqueville, non sans quelque rudesse, à réduire tout de suite les dépenses militaires, cause principale, sinon unique, à entendre ces messieurs, de cet échec électoral. Les conjurés visaient particulièrement les crédits pour les forts d'Anvers, qu'ils voulaient faire répartir sur dix ans au lieu de cinq. D'ailleurs, la discipline et la fidélité à l'égard de l'homme qui avait sauvé leur parti pesaient déjà lourdement, moins d'un an après les élections, à quelques politiciens aussi fertiles en intrigues, mais moins avisés que le subtil Ulysse.

* * *

Tous les collaborateurs de M. de Broqueville pourraient témoigner que le chef du Gouvernement, en dépit

de sa confiance ou à cause d'elle, ne laissa rien au hasard dans la préparation et dans la conduite de la campagne électorale. *Dieu n'aide que ceux qui s'aident* a écrit Stresemann dans ses fameux « papiers ». De fréquentes conférences établirent, entre les « militants » de toutes les circonscriptions, la liaison et l'unité de vue nécessaires. M. de Broqueville me sembla moins étonné que le commun des mortels quand parut dans la *Chronique* le foudroyant article d'Edmond Picard, où le vieux lion, furieux et hérissé contre le parti socialiste, qui l'avait expulsé en douceur, déchirait, dépiautait le Cartel des ongles et de la dent. Peut-être les fautes de ses adversaires ne lui furent-elles pas moins précieuses que l'autorité et l'énergie de ses amis. Il fut bientôt évident que l'alliance de leur parti avec les socialistes effrayait, à Bruxelles surtout, un grand nombre de libéraux, plus méfiants des Turcs que des Papistes depuis que le commandement des Papistes avait changé de main. M. Hymans s'y trompa jusqu'au dernier moment. Les vivats et les hurrahs des salles, chaque fois pleines à craquer, où tribuns socialistes et libéraux prêchaient fraternellement la croisade anticléricale lui avaient tourné la tête. Tords le cou à l'éloquence... a dit un grand poète français. C'est excessif. Mais combien d'hommes politiques, pour avoir négligé systématiquement ce conseil, se sont tordu le cou ! Quinze jours avant l'élection, le Cartel consumma sa défaite en faisant ou en laissant promener dans les rues de Bruxelles des caricatures insultantes pour les curés et la religion même. Croyant ou incroyant, le Belge moyen n'aime ni que les curés l'embêtent, ni qu'on

embête les curés : toute l'histoire électorale de notre pays le démontre à suffisance.

Le 2 juin 1912, dès 6 heures du soir, la défaite du Cartel ne faisait plus de doute. Dans presque tous les arrondissements, libéraux et socialistes perdaient, relativement aux élections de 1910, des milliers de voix. Les résultats officiels, connus, comme c'est le cas depuis la Proportionnelle, le lendemain seulement, donnaient à la droite une majorité de seize voix à la Chambre et de vingt-cinq voix au Sénat. *Et nunc erudimini !* aurait-on pu dire alors aux exagérés, aux exaltés de droite et de gauche. Il n'est pas inutile de le redire aujourd'hui.

* * *

Quelques jours plus tard, M. de Broqueville disait à une des meilleures têtes de la gauche libérale, qui se lamentait sur les ruines de ses illusions fracassées : « Faites-moi confiance, cher ami, et l'entente du parti libéral et du parti catholique deviendra bientôt, non seulement possible, mais inévitable... » Sans doute songeait-il à la revision de la Constitution, dont il avait dès lors arrêté les grandes lignes, — une voix à 25 ans, une deuxième à 35 ans, un Sénat où l'élite de la nation aurait trouvé sa place, un Conseil d'État — et qu'il espérait faire voter au plus tard en 1914. Encore un peu, il trébuchait sur cet obstacle, en 1913, par la faute d'un de ses amis politiques, qui avait jeté la revision sur le tapis parlementaire, pendant la session extraordinaire de 1912, inconsidérément disaient les

uns, astucieusement prétendaient les autres. J'ai mon opinion là-dessus, mais je ne la dirai pas aujourd'hui.

Je ne dirai pas non plus comment, pourquoi, grâce à qui, au lieu d'une revision raisonnable, rationnelle, qui aurait supprimé toutes les inégalités résultant du cens et des diplômes et qui aurait donné à notre « chancelant État » à peu près tous les freins qui lui manquent, nous avons reçu le funeste cadeau de la revision de Lophem, dont tous les auteurs ne sont pas aussi fiers aujourd'hui qu'en 1919.

On ne peut pas tout dire le même jour...

LA NUIT DU 2 AOUT

I

Dimanche 2 août 1914. Il y aura demain un an que la Belgique est entrée dans le drame. Quand je vivrais cent ans, je n'oublierai jamais ce jour-là. L'astucieux ministre d'Allemagne ne faisait que confirmer les Belges dans leur confiance quand il disait à un de nos confrères : « Vous verrez peut-être brûler la maison de vos voisins, mais la vôtre à vous ne s'enflammera pas. » Les opérations de la mobilisation avaient plus amusé qu'inquiété le public bruxellois. J'entends encore un conducteur de tramway dire aux voyageurs du « 24 », ligne rue des Colonies-Bois de la Chambre, le soir de la mort de Jaurès : « C'est mon dernier voyage ; je viens de recevoir mon ordre de marche. » Tout le monde le réconfortait. « Soyez tranquille ; on ne se battra pas chez nous ; ce sera comme en 1870. » Je vois encore sa barbe noire, son air résolu, la flamme de son fier œil. « Arrive qu'arrive, monsieur, on fera son devoir ; mais je ne peux pas m'empêcher de songer à ma femme et à mes trois petits enfants. »

L'invasion du Grand-Duché de Luxembourg, annoncée à Bruxelles le dimanche matin, en même temps que la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie, ne troubla guère la quiétude publique. A part dix ou douze personnages officiels, personne en Belgique ne savait encore que le ministre de Luxembourg à Bruxelles avait fait part à notre Gouvernement, deux jours plus tôt,

des assurances hypocrites données à son pays par le Gouvernement de Berlin. On ne signalait aucun rassemblement de troupes allemandes en face de la position de Liège. Les plus pessimistes craignaient pour le sud du Luxembourg belge, que l'armée prussienne serait amenée à écorner, disaient-ils, dans sa marche vers la Meuse française.

C'est ce matin-là que l'attaché militaire allemand eut l'audace de demander au *XX^e Siècle*, par téléphone, de démentir tout de suite que l'Allemagne eût déclaré la guerre à la France et même à la Russie. Nous étions quatre dans la grande salle de rédaction. Il faisait chaud ; des mouches bourdonnaient, en battant des ailes, contre les carreaux des fenêtres grandes ouvertes. Quand le capitaine Brinckman me fit sa communication, je croyais encore à la parole des officiers allemands. Sa voix métallique sonnait clair dans l'appareil : « Monsieur, je vous en prie, démentez tout de suite, et en gros caractères, ces nouvelles lancées par nos ennemis : il n'y a pas de déclaration de guerre à la Russie ; il n'y en a pas à la France ; vous pouvez dire que c'est de moi que vous tenez le démenti. — Et le Grand-Duché, capitaine ? — Vous dites ? — Hier soir, vos troupes ont franchi la frontière grand-ducale. — Je n'en sais pas le premier mot. C'est peut-être le fait de l'erreur d'une patrouille. D'ailleurs, il n'y a pas de comparaison possible. Vous savez que nous avons des intérêts dans les chemins de fer grand-ducaux : il ne serait pas étonnant que l'on eût voulu prendre certaines précautions ; n'en concluez rien pour la Belgique... »

Quel plaisir de pouvoir dire aux amis qui téléphonaient à chaque instant pour avoir des nouvelles : « Elles sont plutôt rassurantes ; l'attaché militaire allemand s'est dérangé pour donner sa parole au journal que rien n'était définitif encore. »

* * *

L'après-midi se passa comme les après-midi de tous les dimanches d'août. Dans la ville basse, une foule de campagnards et de provinciaux s'écrasait dans les rues embrasées tandis que, vers le Bois, vers Tervuren, vers toutes les charmantes guinguettes forestières de la banlieue s'acheminaient joyeusement les familles bruxelloises. Ah ! quelles amendes honorables ont dû faire à ces braves gens, pendant les onze mois de leur résistance héroïque, les raffinés, les *dilettanti* qui leur reprochaient naguère leur exubérance et les transports publics de leur gaieté un peu grosse !

Il était sept heures du soir quand le ministre d'Allemagne alla porter à notre ministre des Affaires Étrangères l'ultimatum de son Gouvernement. J'eus la chance d'être informé, vers 10 heures, par une conversation qui ne m'était pas destinée et que j'entendis sans le vouloir. Tandis que je courais vers le Ministère de la Guerre, des promeneurs attardés rentraient, par groupes, de leurs excursions champêtres. On entendait des rires frais de jeunes filles, des refrains populaires, des piailleries d'enfants recrus de fatigue, des voix chevrotantes d'ivrognes solitaires, tout le tumulte de la fin des beaux dimanches d'été. Quel supplice de promener

un cœur bouleversé à travers cette insouciance ! Toute cette joie faisait mal comme une musique de bal à côté d'une maison mortuaire. On avait l'envie de s'arrêter pour crier : taisez-vous donc, rentrez chez vous, c'est votre dernier jour heureux, savourez-en tranquillement les dernières minutes. Puis on se disait : ils apprendront toujours assez tôt la nouvelle ; demain matin, quel réveil ! Assaut de sentiments confus, contradictoires et violents ; inexprimable mêlée de douleur, de colère et de pitié, comment vous oublier jamais ? En ce moment, les ministres à portefeuille, les ministres d'État et les chefs de l'armée, réunis au Palais royal, commençaient à discuter, sous la présidence du Souverain, l'ultimatum de l'Allemagne et la réponse de la Belgique.

Le conseil dura trop longtemps au gré des jeunes officiers qui, n'imaginant pas que le Gouvernement pût balancer un seul instant, frémissaient de voir s'écouler en délibérations inutiles à leurs yeux un temps précieux pour la concentration de nos troupes. Ils piaffaient comme des chevaux ardents enfin désentravés. Quelle flamme dans les regards de ces jeunes hommes, dressés à se sacrifier, à mourir pour la patrie, et tremblants de manquer peut-être, si le pouvoir fléchissait, ce but héroïque de leur vie ! Un moment, le bruit se répandit que le Conseil avait décidé de refuser le passage à l'Allemagne, mais sans combattre, toute l'armée devant recevoir l'ordre de se concentrer sous Anvers. Propos stupide, né de la fièvre d'une interminable et fiévreuse attente. Il n'en fallut pas davantage pour provoquer une explosion de colère. « Ce n'est pas

possible : le pays ne permettrait pas cette capitulation, l'armée ne supporterait pas cette honte!...» O noble révolte de l'honneur militaire ! Il faut avoir vu ces transports pour savoir ce que c'est qu'une âme de soldat ! Affalé sur une chaise, le commandant X... pleurait à gros sanglots. Un autre arpentait l'étroite pièce en criant à tue-tête : « Ce n'est pas vrai ; je vous dis que ce n'est pas vrai... »

Le Conseil royal avait été tout de suite unanime. Sur le principe de la réponse à faire, pas une voix discordante, pas l'ombre d'une hésitation. L'Allemagne nous promettait monts et merveilles, son or, son amitié, et le maintien, après la guerre, de notre indépendance. Promesses moins précises et moins solennelles que son engagement de défendre la Belgique neutre. En déchirant celui-ci, elle nous édifiait elle-même sur la valeur et la sincérité de celles-là. A défaut de l'honneur, notre intérêt nous eût tracé la voie... A deux heures du matin, MM. de Broqueville, Vandenheuvel, Carton de Wiart, Hymans et Davignon se réunissaient au Ministère des Affaires Étrangères pour arrêter le texte de la réponse, que M. de Bülow attendait, aux termes de l'ultimatum, à sept heures. Douze heures de nuit : voilà le délai qu'ils nous avaient donné pour choisir entre la tranquillité dans la servitude et l'honneur dans le martyre. Ceux qui eurent l'honneur de voir les membres du Gouvernement au sortir du Conseil rendront témoignage de leur fermeté d'âme. Quel contraste entre ces visages résolus et l'agitation frénétique du chancelier de l'Empire allemand, étalant, le lendemain, devant l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, ses remords et ses angoisses !

La nuit s'acheva, au Ministère de la Guerre, à préparer l'expédition des archives sur Anvers. Note comique au début de la tragédie : un vieil huissier emballait hâtivement les pendules. Sans doute, les souvenirs de la guerre de 1870 agitaient son esprit. Les officiers riaient de ses allées et venues. Dans la rue de la Loi, au lever du jour, des passants, noctambules attardés ou travailleurs matinaux, s'arrêtaient devant les fenêtres éclairées. Les premières feuilles jaunes tourbillonnaient dans l'air. Deux ou trois journalistes arrivaient aux nouvelles. Les étoiles s'éteignaient au ciel. Fallait-il annoncer, tout de suite, l'événement au public, et en quels termes ? A quatre heures un quart, exactement, M. de Broqueville rentrait des Affaires Étrangères, aussi calme, aussi maître de lui qu'à l'ordinaire. Les officiers de son cabinet, en tenue de guerre, vont lui présenter leurs devoirs. Sur le coin d'une table, on rédige la note de dix lignes qui apprendra, dans un moment, à la population, que le pays est engagé dans un duel à mort. Un des témoins de ce premier acte du drame s'étant jeté sur un lit de camp, au point du jour, rêva qu'il avait rêvé l'ultimatum, le Conseil royal, tous les détails de cette catastrophe imprévue et soudaine...

II

M. Woeste a publié dans la *Revue Bibliographique* de décembre 1924, un article qui, il y a deux ans, il y a un an, nous aurait peut-être transporté d'indignation. L'erreur commise, si son récit est exact, dans la nuit

du 2 au 3 août 1914, par nos ministres et nos ministres d'État réunis en conseil, fut assurément déplorable. Elle a coûté cher au pays. Jugeons-la néanmoins froidement, sans nous laisser aller à des récriminations inutiles, et dans le seul dessein de rendre évidents les ravages d'une neutralité qui durait depuis plus de trois quarts de siècle dans l'esprit de l'élite de nos hommes politiques.

M. Woeste se proposait dans son article de détruire une légende, née en France à la fin de 1914, d'après laquelle le Gouvernement de la République nous aurait offert, le 3 août, donc au lendemain de l'ultimatum allemand, un secours militaire, exactement cinq corps d'armée, que le Gouvernement belge aurait refusé à l'instigation du chef d'état-major de l'époque. M. le général de Selliers de Moranville, qui exerça ces fonctions pendant les premiers mois de la campagne, ayant pris la peine de démentir cette allégation, cautionnée à la légère par quelques publicistes étrangers, M. Woeste a jugé utile de renforcer par son témoignage la péremptoire déclaration de l'ancien chef de notre état-major. Sur ce point, tous les acteurs et tous les témoins du début du grand drame seront certainement d'accord avec lui et avec le général de Selliers : le Gouvernement de 1914 ne refusa, le 3 août, ni un ni plusieurs corps d'armée français, pour la raison, assurément décisive, qu'on ne lui offrit rien, le généralissime Joffre et son état-major, convaincus que le gros des forces allemandes s'avancerait par le sud de la Belgique et persuadés du succès de leur plan offensif, n'étant pas en mesure de détacher cinq corps pour prolonger et

appuyer les six divisions belges. Sur ce point important, aucune contestation n'est possible, et nous n'aurions pas signalé le coup de grâce ainsi donné par M. Woeste à une légende morte depuis longtemps si nous n'avions eu le chagrin de lire dans son article de la *Revue Bibliographique* les lignes ci-dessous :

« Dans la réunion du Conseil de la Couronne, au cours de la nuit des 2-3 août 1914, écrit M. Woeste, il a été dit sans contradiction qu'il était prématuré de faire appel aux puissances garantes, l'espoir n'étant pas encore interdit de voir l'Allemagne renoncer à son dessein d'envahir la Belgique. Le Conseil était unanimement d'avis qu'il ne fallait fournir à cette puissance aucun prétexte à une agression. »

Sans contradiction ! Unanimement !... Malgré tout le respect que nous avons pour son âge et pour son caractère, nous nous demandons si les souvenirs de M. Woeste le servent bien. Quoi ! Après la notification de l'ultimatum allemand ; quand le flot de l'invasion accourait sur notre malheureux pays ; quand la déclaration de guerre à la Russie et à la France avait ouvert, virtuellement, les hostilités ; quand la guerre était déjà un fait accompli, la guerre ! dont la vitesse est la première loi... nos ministres et nos ministres d'État, se berçant de l'illusion que l'Allemagne consentirait à s'exposer, en changeant de route, à perdre tout le fruit de son avance — nos hommes d'État auraient jugé *prématuré*, et cela unanimement, *un appel aux puissances garantes, afin de ne fournir aucun prétexte au Gouvernement de Berlin !* Cela n'est pas possible. M. Woeste doit faire erreur. Bruxelles n'est pas Byzance. Nous

espérons fermement qu'un homme se lèvera pour interdire l'entrée de l'Histoire à un récit qui, s'il s'accréditait, donnerait à nos hommes d'État de 1914 à peu près la physionomie des ministres du dernier empereur grec, occupés de discussions puériles et de querelles de mots pendant que Mahomet entamait le rempart.

Admettons qu'ils soient excusables d'avoir cru si longtemps, en dépit des avertissements de nos Rois, à l'éternité de la paix, à la Toute-puissance pacifique de l'Internationale, à l'honnêteté allemande. Admettons qu'il serait injuste de leur reprocher d'avoir ignoré ou de n'avoir pas compris les signes avant-coureurs de la tempête, et en particulier le fameux mémoire adressé par le Grand État-Major, en décembre 1912, au Chancelier de l'Empire, où la volonté de violer la neutralité belge apparaissait clairement (1).

Le soir du 2 août, tous les voiles sont déchirés. L'Allemagne a abattu son jeu. Elle a demandé, exigé le passage. C'est donc que son plan est fait, qu'il comporte la traversée de la Belgique, que son état-major a tout prévu, tout agencé pour cela. Croire qu'elle va, à ce moment, remanier ce plan, renoncer à cet atout, perdre des heures et des jours, diminuer la vitesse de sa masse, risquer enfin de perdre la guerre par respect pour sa signature et par égard pour les protestations et les notes des ministres belges assemblés en Conseil ! Seuls des habitants d'une autre planète, tombés soudaine-

(1) Voir *Le Grand Etat-Major allemand avant et pendant la guerre mondiale*, traduction de l'ouvrage du général VON KUHLE, par le général DOUCHY, Payot, Paris.

ment, le soir de ce terrible dimanche, dans Bruxelles en Brabant, eussent été capables d'un tel acte de foi. *Le Conseil était unanimement d'avis qu'il ne fallait fournir à cette puissance aucun prétexte à une agression...* Plutôt que l'ombre de Molière, c'est celle de Shakespeare qu'il faudrait évoquer ici, à cause de l'horreur du drame comiquement prologué par ce trait, si le récit de M. Woeste était conforme à la réalité.

« Grosses gens de métier, disait Louis XI, s'il en faut croire Comines, des députés flamands qui avaient couru livrer à ce renard subtil, sous prétexte de reconquérir leurs privilèges, les clefs de la Patrie ; grosses gens de métier qui n'avaient nulle connaissance des grandes choses ni de celles qui appartiennent à gouverner un estat... » En 1914 comme en 1477, ce n'était pas de leur faute. Les forces conjurées de l'éducation, du régime, et du tempérament national stérilisaient leur intelligence et leur patriotisme. Aussi ce que nous en disons n'est pas pour rouvrir un douloureux débat, mais seulement pour suggérer la modestie, l'étude et la méditation à des hommes trop enclins, hélas ! à croire que les fonctions de ministre impliquent nécessairement science politique, prévoyance, sagesse et compétence...

DES FEUILLES DE CARNET

I

UNE PAGE D'HISTOIRE

Notre confrère, le *Pourquoi Pas?* a publié un fameux article en tête de son avant-dernier numéro. Sauf la *Gazette*, aucun quotidien, à notre connaissance, n'a fait le sort qu'elle méritait à cette page historique, d'une vérité qu'il est permis d'appeler photographique malgré deux ou trois inexactitudes de détail, et d'un intérêt de tout premier ordre puisqu'elle se rapporte au rôle joué par notre armée, en août et en septembre 1914, après sa retraite sous Anvers. Encore l'auteur en dit-il, cela se voit entre les lignes, infiniment moins qu'il n'en sait. Il sait qu'il s'en fallut d'un cheveu que le drame de Metz ne recommençât, pour notre malheur et pour notre honte, dans la ceinture cuirassée que l'artillerie allemande devait démolir en quarante-huit heures mais qui n'en exerçait pas moins une attirance presque invincible sur certains militaires, tentés dès le début de la guerre de chercher un abri derrière ce rempart illusoire.

Réparties, après la retraite du 18 août, entre les secteurs de la place forte, nos divisions allaient tomber au rang et dans l'immobilité de troupes de forteresse quand la volonté manœuvrière et l'esprit offensif en-

trèrent, avec feu le général Wielemans, nommé sous-chef de l'état-major général, dans le commandement. Cela aussi, notre confrère le sait, et c'est à bon droit qu'il attribue à cette révolution les vigoureuses sorties dont les deux premières eurent sur la bataille de la Marne, de l'aveu des Allemands, une influence si désastreuse pour eux. Il a raison de faire honneur au Roi, à son ferme bon sens, à la lucidité du général Wielemans et à l'intelligence du major Maglinse, aujourd'hui chef de notre état-major général, d'un événement qui sauva notre armée de la captivité et l'Entente d'une défaite peut-être irrémédiable, car qui aurait défendu Dunkerque, Calais, toute la côte, si notre armée de campagne, au lieu de tenir tête aux Allemands sur l'Yser avait été prisonnière, fin octobre 1914, en Allemagne ou en Hollande?

Fallait-il attendre l'assaut sous la protection de forts réputés invulnérables ou bien attaquer nous-mêmes les troupes allemandes détachées pour observer puis pour investir Anvers? Le problème, aujourd'hui, paraît simple comme bonjour. Mais au moment où il se posait? De braves gens défendirent l'une et l'autre solution, la bonne et la mauvaise, celle qui ouvrit la voie du salut et de la gloire et celle qui aurait précipité la Belgique et l'Europe dans l'abîme. Au lieu de jeter la pierre à ceux que le poids des années, l'excusable superstition de l'invincibilité allemande, la constatation des lacunes de notre armée et de l'impressionnabilité de nos soldats sous le feu rendaient pusillanimes, il nous paraît à la fois plus juste et plus utile de glorifier ceux qui, se fiant aux inspirations de leur ardente jeunesse, aux

vertus de la race et à l'étoile de la Patrie, conseillèrent hardiment l'offensive.

En Belgique comme ailleurs, deux influences, souvent rivales et quelquefois hostiles, devaient agir dès le début de la campagne sur la direction des opérations : l'État-Major et le Cabinet du Ministre de la Guerre. Wielemans, alors colonel, était chef du cabinet de celui-ci à la déclaration de guerre. *Pourquoi pas* date avec raison nos heureuses offensives de son avènement à la tête de l'État-Major. Nous n'étonnerons certainement pas notre confrère en lui disant que la chose n'alla pas toute seule. Il ne fallut rien de moins que les énergies convergentes du Roi et de M. de Broqueville pour débayer le terrain, — c'est-à-dire pour amener à tendre militairement l'oreille au fer aiguisé pour la leur fendre, — des officiers généraux qui n'étaient pas les premiers venus pour la science ni pour l'expérience, mais qui ne se trompaient pas moins terriblement sur le redoutable problème posé devant eux par le Destin. Wielemans représentait, incarnait une école et un groupe. Son ministre le soutint de toutes ses forces, bravement, froidement, énergiquement, après avoir mûrement pesé tous les risques et en courant sa chance. M. de Broqueville eût, en plaisant, perdu le pays sans retour. Jamais on ne voit aussi clairement qu'à la guerre l'influence des hommes sur les événements, dont une forte volonté, déclanchée en connaissance de cause et au moment opportun, a plus d'une fois changé le cours. Comme la vie des voyageurs emportés par un train dépend du geste accompli par l'aiguilleur au croisement de deux voies, de même le sort d'une armée et l'indépendance

d'une nation dépendent de la résolution prise, à tel instant critique, par quelques hommes...

Avec le Ministre et Wielemans, deux jeunes officiers, l'un et l'autre simples capitaines-commandants, furent, pour ce qui dépendait du Cabinet, les artisans de cette révolution rédemptrice. En dehors de quelques intimes, personne ne sait, personne ne saura jamais la part qu'ils y ont prise, non plus que les services rendus à l'armée et à la Patrie, pendant toute la guerre, par ces deux hommes, de glace dans la réflexion et de feu dans l'action, qui ont bien fait de quitter l'armée après l'armistice puisque la durée et l'éclat de leurs fonctions devaient attirer sur leur tête des jalousies meurtrières, mais que l'armée à eu tort de laisser partir attendu que de tels capitaux intellectuels, encore augmentés par quatre ans d'expérience, ne se retrouvent pas précisément dans le pas d'un cheval. Chabeau et Blaise dirigent présentement d'importantes entreprises industrielles où leur caractère, ainsi que leur intelligence, est estimée à son prix. L'auteur de ces lignes les a vus à l'œuvre, le 21 août, quand il s'agissait de décider si l'armée s'enfermerait ou combattrait, puis le 29 septembre au soir, quand les forts s'écroulant un à un sous le feu des mortiers autrichiens, il fallait se résoudre, sans perdre une minute, à l'évacuation de la place sous peine de faire prendre comme au filet l'armée de campagne et le gouvernement. Dramatique et inoubliable instant ! De puissants personnages parlaient de mourir plutôt que de s'en aller, et d'attendre l'ennemi, sur une chaise ou dans un fauteuil, comme les sénateurs romains les Gaulois de Brennus ! Heureusement, le lendemain,

grâce au Roi, au Ministre de la Guerre et à l'État-Major, toutes les résistances étaient vaincues, nos divisions sauvées, le vivant rempart de l'Yser préservé pour le salut du monde.

II

DANS LES RUINES D'YPRES

De Bergues à Ypres, la plaine flamande toute verte, s'endort au soleil couchant, dans une douce et charmante lumière. Un biplan plane dans l'azur doré : c'est le seul signe de guerre qui soit visible aujourd'hui au seuil de cette région, où s'affrontent des centaines de mille hommes. Poperinghe a l'air d'une petite ville flamande à peine réveillée, un jour de grandes manœuvres, par le passage des troupes. En fait d'horreurs de la guerre, on n'y voit que deux ou trois maisons ébréchées par les bombes des avions allemands. Mais patience. Le contraste sera, dans un moment, aussi violent que soudain. Nous entrons à Ypres par la place de la Gare, et c'est, dès le premier pas, une scène de désolation.

Pas une seule maison, dans cette ville de 18.000 habitants, qui n'ait été atteinte ou ébranlée par le canon. En voici qui ont été rasées jusqu'au sol, et comme vidées de leur contenu. Des monceaux de décombres entre deux murs : voilà tout ce qui en reste. On songe à ce quartier de Bruxelles où devait s'ériger la gare centrale. Qui nous eût dit, l'an passé, qu'un envahis-

seur ferait un jour, dans une de nos villes, les mêmes ruines? Un peu plus loin, de charmantes façades écusonnées ne tiennent debout que par un prodige d'équilibre, percées de trous et couvertes de blessures. Mais ne croyez pas que ces ruines soient désertes. La rue qui mène à la Grand'Place est pleine de monde. Des mamans promènent leurs marmots. Derrière des carreaux de vitre, rapiécés au moyen de bandes de papier, on voit sourire des figures jeunes. Au comptoir d'une pâtisserie, des jeunes filles font des grâces en servant des gâteaux à la crème. Grand'Place, un café est rempli de paisibles clients. Cette reprise de la vie de tous les jours sur le théâtre d'une des plus irréparables catastrophes de la guerre ajoute encore à l'émotion.

Les Halles ne sont plus qu'un immense et tragique squelette. La toiture a disparu ; des belles statues de la façade, il ne reste que des tronçons mutilés ; une lézarde zig-zague dans la grande tour. Sous la voûte, et dans tout ce qui fut le rez-de-chaussée, des pierres calcinées évoquent Villers-la-Ville, Orval, toutes nos grandes ruines abandonnées depuis cent ans et plus. Notre guide nous mène à l'étage, par le bel escalier en pente douce, maintenant recouvert d'une couche de cendres noires. Ici, les ruines même ont péri. Rien, sauf un clocheton d'angle, n'est resté pour rappeler la grâce et la splendeur de ces salles magnifiques. A force de temps et d'argent, on pourra rebâtir l'édifice. Mais les fresques? A peine distingue-t-on encore, sur le mur noirci par le feu et la fumée, des lignes confuses et des couleurs pâlies. Des gravats, à chaque instant, tombent de la tour. Près de ce qui fut la salle échevi-

nale, un obus a fait un trou où deux hommes pourraient passer ensemble.

Allons nous-en. Les ruines les plus désolées finissent par se parer, avec le temps, de grâces mélancoliques qui caressent plus qu'elles ne froissent la sensibilité. Celles-ci n'excitent que la colère. Les jeunes soldats convalescents, qu'on voit se traîner dans les rues, mutilés, amputés d'un bras ou d'une jambe, font pitié. Ils se sont battus, ils ont pu se défendre, ils ont peut-être donné plus de coups qu'ils n'en ont rapporté. Mais cet immense et charmant édifice est la victime d'une fureur imbécile, bien que délibérée, et aussi inutile que sauvage. Les Allemands l'ont détruit pour le plaisir, et sans la moindre nécessité militaire. Il faudrait conduire à Ypres les humanitaires qui commencent à bêler en faveur de la paix.

Il ne serait pas mauvais d'y amener aussi, après la guerre, quelques-uns des politiques qui ont travaillé à désarmer la nation en lui prêchant l'impossibilité de la guerre, l'inutilité des armées permanentes, le mépris et la haine de la discipline militaire, ou en l'abusant sur la valeur des traités qui garantissaient prétendument notre indépendance. Nous espérons vivre assez pour assister un jour à ce spectacle, qui aurait la beauté d'un pèlerinage expiatoire. Ce n'est pas nous qui jetterons la pierre, ce jour-là, à aucun de ces pèlerins. Au contraire, nous sommes prêts à recommander à l'indulgence de la nation le plus influent de ceux que l'opinion tient à bon droit pour les artisans de notre faiblesse militaire, pourvu que, sensible aux cruelles leçons de cette année, il renonce enfin à diriger un parti

qui a dû secouer sa tutelle avant de comprendre dans toute leur étendue ses obligations vis-à-vis de la défense nationale. Son intelligence pénétrante ne l'a pas empêché de se tromper sur l'Allemagne, sur la valeur des traités, sur la nécessité et la noblesse de l'état militaire, sur les lois éternelles qui gouvernent les relations entre les peuples et le destin des petites nations désarmées. Faute pire : il a saturé de ses erreurs, en même temps que son parti, plusieurs générations d'hommes. Un chef qui s'est égaré à ce point, et durant tant d'années, peut-il encore prétendre au commandement ? Sa bonne foi n'est pas en cause, pas plus que le courage et le patriotisme des généraux qui, s'étant trouvés inférieurs à leur tâche, ont accepté leur sort avec résignation, quand on les a relevés de leur charge. Mais la discrétion, pour eux, est la plus nécessaires des vertus. C'est seulement à ce prix qu'ils peuvent obtenir l'indulgence de l'opinion, sinon une amnistie pleine et entière. Nous les sauvons des Gémonies en les détournant de monter au Capitole.

III

LE CARDINAL MERCIER A ROME

I

Les agences vous ont donné des détails sur le voyage du Cardinal et son arrivée à Rome (1). Je l'ai vu

(1) Cette lettre a paru dans le *XX^e Siècle* du 27 janvier 1916.

descendre du train, puis monter en automobile parmi les acclamations de plusieurs milliers de personnes. S'il s'était rendu en voiture au Collège belge, la foule aurait dételé les chevaux. Si l'heure de son arrivée avait pu être connue seulement vingt-quatre heures à l'avance, tout le peuple de Rome aurait couru à la gare. Mais le secret avait été si bien gardé que la nouvelle a été publiée seulement le jour même, à midi, par le *Piccolo*, qui est l'édition « méridienne », si l'on peut dire, du *Giornale d'Italia*. Véritablement, toute la ville, toute l'Italie attendait le Cardinal, pour lui faire fête, pour acclamer dans sa personne le droit de la Belgique et l'indomptable résistance de notre pays. Ceci n'est pas une phrase, mais l'exacte expression de la réalité. Ne croyez pas que j'exagère le moins du monde. Ce peuple sensible, intelligent et fin, comprend admirablement ce que le cardinal Mercier représente : la religion au service du droit, un courage qui résiste, depuis dix-huit mois, aux avances comme aux menaces du vainqueur, la plus noble et la plus touchante fidélité, en un mot la victoire de la force morale sur la grossière astuce et la brutalité. Il suffit, pour s'en rendre compte, de lire les journaux et d'écouter les propos de la rue. Quelle consolation pour des exilés ! Nous avons déjà notre revanche. L'arrivée du Cardinal et sa présence à Rome ont encore grandi la Belgique et les Belges dans l'opinion des Italiens et des Romains.

J'ai eu l'honneur d'être reçu par Son Eminence. Avec quelle émotion je me suis agenouillé pour recevoir sa bénédiction, je n'essaierai pas de vous le dire. Sa santé est bonne ; les épreuves ne l'ont point vieilli ;

dans ses yeux brille encore la belle flamme dont le rayonnement a toujours séduit tous ceux qui l'approchaient ; les traits dominants de sa physionomie étaient jadis, vous vous le rappelez, l'intelligence et la simplicité ; j'ose dire que c'est la majesté aujourd'hui, une majesté qui s'ignore et qui est d'autant plus imposante. Souvenir inoubliable : je verrai toute ma vie ce vieux salon du Collège belge, ces meubles surannés, ces portes vétustes et toujours entr'ouvertes, et le domestique tisonnant un feu rebelle, de grosses bûches sous le bras. C'est dans ce cadre que m'est apparu le Cardinal, notre Cardinal, et que j'ai eu la joie de causer avec lui. Malgré le doux soleil, il n'y a rien d'aussi beau, à Rome, en ce moment-ci. Les plus nobles splendeurs de la Ville pâlissent auprès de ce tableau.

Je me suis permis d'exposer à Son Eminence comment nous avons ressuscité le *XX^e Siècle* au Havre, pourquoi, dans quelles conditions, au prix de quelles difficultés, et notre volonté de bannir du journal, tout en gardant à celui-ci son caractère catholique, tout ce qui serait de nature à troubler, altérer seulement l'union des partis. Il ne m'appartient pas de vous rapporter dans le détail ce que son Éminence a bien voulu me dire. Sachez seulement ceci : si nous avons douté d'être dans le bon chemin, ces doutes seraient dissipés ; et si les contradictions nous avaient affligés, nous serions consolés jusqu'à la fin de notre exil !...

Dimanche 16, dans la matinée, le Cardinal a été reçu par le Pape. Je suis autorisé à vous dire que l'accueil du Pape a été très affectueux. Des gens bien informés affirment qu'il y a lieu d'attendre le plus grand bien, pour notre pays, de cette entrevue. Le bruit avait couru à Rome, vous le savez, que le Gouvernement allemand avait caressé l'espoir d'employer le Saint Père et par son intermédiaire, le Cardinal, à remettre à notre Gouvernement des propositions de paix. J'ignore si ces Messieurs de Berlin ont vraiment atteint à ce degré de candeur. Mais s'ils ont fait ce calcul, ils se sont trompés, une fois de plus, très lourdement. Ni le Pape n'est disposé à se prêter à ce jeu, ni nos évêques ne sont hommes à tomber dans aucun piège, si habilement qu'il puisse être tendu. Si un fait est considéré, à Rome, dans tous les milieux, comme au-dessus de toute contestation, c'est que le peuple belge tout entier, en complète union avec son Gouvernement, aime mieux pâtir sous le joug que de prêter seulement l'oreille à des suggestions tendant à une paix boiteuse ou prématurée. Les Belges de Rome là-dessus, pensent comme les Belges de Belgique et comme les Belges du Havre. Leur patriotisme est aussi ardent que leur confiance dans la victoire finale est absolue. Pour eux aussi, la Belgique est vraiment au-dessus de tout.

Le séjour de Son Éminence durera encore une quinzaine de jours. Les travaux de la Commission des études, des séminaires et des universités absorberont sans doute le meilleur de son temps quand le flot des visiteurs qui se pressent tous les jours au Collège

belge commencera à tarir. Il s'agit, vous ne l'ignorez pas, d'une œuvre très importante, très urgente aussi, commencée avant la guerre, un peu cahotée, et à laquelle la compétence d'un homme d'enseignement de l'envergure du Cardinal apportera la plus précieuse contribution. En attendant de se mettre au travail Son Éminence reçoit et fait des visites. Demain, tous les Belges qui résident à Rome seront reçus collectivement. M. Destrée y sera ; M. Lorand y aurait paru aussi s'il n'avait dû quitter Rome, mardi, pour des conférences qu'il lui était impossible d'ajourner. Cette audience réunira sans doute une grosse centaine de compatriotes. Depuis que le *XX^e Siècle* a apporté le texte de l'admirable lettre de nos évêques à l'épiscopat allemand (1), la joie et la fierté brillent littéralement dans les yeux de tous les Belges qu'on rencontre. Tout le monde s'abordait, avant-hier, en disant : « Avez-vous lu la lettre ? » du ton dont La Fontaine devait dire : « Avez-vous lu Baruch ? »

« ... Au jour solennel de notre consécration épiscopale, nous avons promis à Dieu et à l'Église catholique de n'être jamais des déserteurs de la vérité, de ne céder ni à l'ambition ni à la crainte, lorsqu'il s'agira de prouver que nous l'aimons.

» Nous répondrons donc au vœu de notre Père commun, en travaillant de concert à faire éclater et triompher la vérité, sur laquelle doit reposer la justice, l'honneur des nations et finalement la paix. »

(1) Voir *Le Cardinal Mercier contre les Barbares*, édition du *XX^e Siècle*, pp. 74 et suiv.

Ici, au centre de l'univers catholique, dans la ville où les premiers chrétiens luttèrent et triomphèrent pour les premières libertés, ces phrases prennent une ampleur et un retentissement extraordinaires. Leur sonorité se trouve multipliée par tous les échos que Rome éveille dans les âmes. C'est pour servir la vérité et la justice que saint Pierre vint à Rome et y mourut en croix. Et le peuple immense des chrétiens immolés dans les cirques et ensevelis dans les catacombes ! Il ne tenait qu'à eux de dire *amen* à César. Plusieurs étaient prêtres, évêques, papes. En refusant de se soumettre, ils ont donné au monde moderne, au droit et à la liberté, les assises sur lesquelles repose et reposera jusqu'à la fin des temps la seule civilisation digne de ce nom. Être chrétien et catholique, c'est cela, c'est essentiellement cela : c'est aimer la vérité et la justice plus que tout, à la vie et à la mort. Comme il est bon, comme il est doux de se redire tout cela dans la Ville Éternelle, et de penser que ce sont les évêques de Belgique qui, dans la patrie sous le joug, au péril de leur liberté, ont rappelé, à la face de l'opresseur de notre patrie, ces principes éternels !

* * *

Son Éminence a donné les détails les plus touchants sur la mort de M. Godefroid Kurth, que m'avait annoncée, le jeudi 13, votre télégramme. Le temps me manque pour écrire sur le grand historien l'article dont la reconnaissance et l'amitié, autant que l'admiration, me font un devoir. Encore un qui ne verra

pas la patrie libérée ! Avec quelle joie et de quels accents il aurait salué la fin de notre servitude ! Il a lutté contre les Allemands tant qu'il a pu, et jusqu'à son dernier souffle. Il a fallu qu'ils abattent de leurs mains le drapeau national, qui a flotté au balcon de sa vieille maison plusieurs jours après leur entrée à Assche. Le Cardinal a été le voir la veille de sa mort. Sa figure avait les tons du vieil ivoire. Ses yeux brûlaient de fièvre, d'espérance aussi. Il a ouvert les bras pour embrasser son archevêque. Le Cardinal lui a dit : « Courage et confiance ; le Christ, que vous avez confessé sur la terre, vous attend pour vous récompenser. — Ah, oui ! je L'ai aimé, je L'ai servi », a répondu M. Kurth, d'une voix ferme encore. Puis il a baisé longuement, très longuement, la croix pastorale du Prélat. Le lendemain, il s'éteignait.

Jamais je n'ai connu d'âme plus noble et de cœur plus désintéressé. Que je vous cite, au moment de clore cette lettre, un des traits qui se pressent dans ma mémoire. C'était vers 1897. Un agent de change infidèle venait de lui voler sa petite fortune : quelques dizaines de mille francs. Cela s'était su : un grand journal avait eu l'indélicatesse d'en faire des gorges chaudes. Ayant adressé à mon vieux maître quelques lignes de sympathie, je reçus la réponse suivante : « Que voulez-vous ? Mammon et moi, nous n'avons jamais pu nous entendre ; je l'ai attaqué en public ; il se venge ; c'est dans l'ordre. »

« Kurth avait une âme de chevalier », m'a dit Mgr Duchesne. L'éminent directeur de l'École française de Rome s'est montré très ému de la triste nou-

velle, qui a un peu assombri la joie de tous les Belges à l'arrivée du Cardinal.

II

Nous écrivions, il y a quelques jours, que les invectives de la presse allemande à l'adresse du cardinal Mercier trahissaient du dépit et de l'inquiétude. Ils ne l'attaqueraient pas avec tant d'âpreté, pensions-nous, s'ils croyaient que ses efforts ont échoué à Rome. Le lendemain un ami, bien placé pour observer là-bas les sentiments des hommes et les mouvements de l'opinion, nous écrivait :

« Le voyage du Cardinal a eu pour résultat d'aviver les sympathies pour la Belgique, d'éclairer le Vatican et de nous le rendre plus favorable. »

La précision et la modération de ces lignes font songer à un bulletin de bataille, à un « communiqué » d'un lendemain de combat. Voilà l'explication de la fureur allemande et des imprécations qui ont escorté, dans les feuilles d'outre-Rhin, le retour du Primat de Belgique, aussi triomphal et plus émouvant que son voyage vers la Ville Éternelle. La presse de Cologne et de Berlin a confirmé, à sa façon, le bulletin de notre informateur. Ses invectives et ses grincements de dents proclament et achèvent le succès de notre archevêque.

* * *

Fin janvier, tout le monde à Rome était persuadé que, selon l'expression du *Giornale d'Italia*, « la lumière

était entrée au Vatican avec le primat de Belgique. » Non pas qu'aucun rayon n'y eût pénétré depuis le commencement de la guerre. Notre pays a eu à Rome, dès le premier jour, des avocats habiles, éloquents, infatigables. Le baron d'Erp appuyait leurs efforts de toute l'autorité que lui donnaient sa situation et ses vieilles relations d'amitié avec la plupart des cardinaux. Les distingués prélats de la colonie belge, que nous avons vus ravagés de douleur et frémissants de patriotisme, luttèrent d'ardeur et d'ingéniosité pour rompre le cordon d'investissement établi autour du Vatican par les agents de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

Puis est venu M. Vandenneuvel, juriste consommé, escrimeur redoutable, cœur ardent, tête froide, d'une finesse et d'une patience à dérouter et à lasser les Romains. Enfin Mgr Deploige, témoin immédiat des horreurs de Louvain, a su faire arriver jusqu'au Pape lui-même l'authentique version du plus horrible des crimes allemands en Belgique, contesté et défigurés tous les jours par les émissaires et les complices de nos ennemis. Long et dramatique duel, dont la Belgique délivrée connaîtra, il faut l'espérer, les péripéties, et dont les combattants seront récompensés par l'estime et la reconnaissance de leurs concitoyens.

Les Italiens et en particulier les Romains sont aussi lents à se prononcer que prompts à s'émouvoir. Gare à qui prendrait pour le prélude de l'action une émotion de surface que dissipera tout à l'heure une émotion contraire. A Rome moins que partout ailleurs, les paroles constituent un engagement, une promesse

d'agir. Pour l'art de retarder le char en se donnant l'apparence de le pousser, la bureaucratie romaine, l'ecclésiastique peut-être plus encore que l'autre, est sans rivale au monde. Un sourire narquois accueille, sans que la politesse y perde rien, bien au contraire, les étrangers assez occidentaux pour croire qu'il suffit d'avoir raison et de le démontrer pour convaincre et entraîner son homme. Dans la Ville Éternelle, le temps n'a pas la même valeur, il s'en faut, que sur les bords de l'Hudson. Les gens pressés y sont presque un objet de scandale. La douceur de la lumière et la sérénité du ciel répandent une allègre et heureuse indolence. Les ruines prêchent la vanité de l'agitation et de l'effort même. Entre les sept collines, mille voix, dans le ciel et sur la terre, répètent le *carpe diem* du poète, comme une invitation au détachement et à la nonchalance.

Joignez la timidité de certains tempéraments, plus sensibles à la puissance des bourreaux qu'au droit des victimes ; les inévitables contradictions des premiers témoins, l'astuce et les ressources de nos ennemis, l'obstination d'une camarilla dont l'*Observatore Romano* est à la fois le prisonnier et l'instrument, et vous aurez une idée du terrain de manœuvres imposé par les circonstances à nos compatriotes et à nos amis.

* * *

Que certains personnages, au Vatican même, aient cru de bonne foi, et pendant plusieurs jours, que les habitants de Louvain avaient tiré sur les troupes alle-

mandes : cela paraîtra invraisemblable à tous les Belges, et plus prodigieux qu'un conte des Mille et Une Nuits. J'ai pourtant vu, de mes yeux vu, la copie authentique d'un document qui semblait l'établir. Rien d'étonnant que des étrangers, à quatre cents lieues de distance, s'y soient trompés. L'auteur n'était pas le dernier venu. Il a d'ailleurs payé cher sa fourberie, qui révèle encore plus d'infamie chez les Boches que de noirceur chez leur méprisable instrument.

Néanmoins, au début de janvier 1916, nos affaires allaient mieux. Dans une brochure que M. Nothomb a résumée, le 3 mars, ici même, M. Bucaille a fidèlement noté ce qu'il est permis d'appeler les étapes de la conversion du monde catholique italien. Mgr Heylen et le cardinal Mercier ont eu raison des dernières résistances, plus importantes par la qualité que par le nombre, et dont l'entourage du Saint Père était, malheureusement, le retranchement suprême. Rien n'a tenu contre la simplicité, la modération et la force de ces deux confesseurs — le mot n'est pas excessif —, armés de témoignages directs et en état d'opposer des faits authentiques, contrôlés par leurs soins, soumis à une critique impitoyable, aux arguties des avocats de l'Allemagne. J'avais entendu dire à Rome que le mot de « perfidie » avait été prononcé au Vatican, après la première réception du Cardinal. S'il a été recueilli par des oreilles boches, attendons-nous à voir monter le niveau de la fureur allemande. Quoi qu'il en soit, c'en est fait, à Rome, de la légende de l'Allemagne loyale, forcée d'envahir la Belgique par nos déloyautés, et limitant au strict nécessaire, dans un

pays de sauvages armés pour assassiner ses soldats, les exigences de la guerre. Finie également la légende de l'Allemagne disciplinée, terre classique de l'ordre et de l'autorité chrétienne.

Des actes solennels répondront-ils bientôt, comme la foudre suit l'éclair, à cette illumination? Nul ne le sait. La camarilla austro-allemande vient d'essuyer un échec : voilà tout ce qu'on peut dire. Ce n'est pas peu de chose. Dix, vingt, cent démentis de l'ineffable *Osservatore Romano* n'y pourraient rien changer.

CONTRIBUTION
A L'HISTOIRE DU GOUVERNEMENT
DE SAINTE-ADRESSE

I

L'ACTE DE NAISSANCE
DU MINISTÈRE D'UNION SACRÉE, EN JANVIER 1916

L'histoire du Gouvernement de Sainte-Adresse est à faire. *Longum ævi spatium*. Nous voyons encore sortir du port d'Ostende, par un clair matin d'octobre 1914 — c'était le mardi 13 — le navire qui portait le ministère exilé et sa fortune. A l'exception de M. de Broqueville, que ses fonctions de ministre de la Guerre obligeaient de s'installer à Dunkerque, tous les ministres et leur familles débarquèrent au Havre le soir même, acclamés par une population que son angoisse, à peine calmée par la victoire de la Marne, rendait particulièrement sensible à l'infortune de la petite nation martyrisée pour le salut du monde. Dès le lendemain, la pittoresque cité de Sainte-Adresse, bâtie par feu Dufayel entre la falaise normande et la mer, voyait les états-majors ministériels, affairés et bourdonnants, monter et descendre ses rampes escarpées en quête de bureaux pour les services et de logis pour les fonctionnaires. Les hommes que leur infortune personnelle et le deuil public n'avaient pu délivrer du funeste démon de l'ironie,

attaché à ses victimes, comme on sait, jusqu'à l'heure de la mort, s'amuserent alors de disputes de préséance qui rappelaient singulièrement les querelles des émigrés de Coblençe, aussi divisés et aussi jaloux l'un de l'autre qu'à la Cour de Versailles. L'exil dura quatre ans. D'aucuns s'étaient fait à l'idée qu'il durerait toujours. L'histoire du temps présent ne sera intelligible, particulièrement pour les Belges restés dans le pays occupé, que le jour où l'histoire du Gouvernement de Sainte-Adresse sera faite, et bien faite. Tout ce qui se décida sur ce rocher historique, bariolé par la nature et le goût discutable des architectes à la façon d'un décor d'opéra comique, a influencé, en bien comme en mal, le destin de la Patrie. C'est de là que notre petite armée fut fortifiée, en dépit des malheureux qui, en proie à un électoralisme obstiné, prétendaient interdire au Gouvernement d'appeler sous les drapeaux les Belges en âge de servir. C'est de là aussi que le ferment de l'agitation flamingante gagna nos régiments, pour le malheur de la Patrie, diminuée dès ce jour dans l'estime des gouvernements alliés. Pendant plusieurs années encore, notre vie nationale sera hypothéquée par les décisions et les actes du Gouvernement exilé, sage ou insensé, bien-faisant ou nuisible au pays dans la mesure où il sut dominer les passions des partis et des clans. Maints hommes politiques, loin de désirer et de rechercher le pouvoir, trembleraient à la seule pensée de l'occuper, du moins nous leur faisons l'honneur de le croire, s'ils avaient vu le bonheur ou le malheur tomber sur la Patrie — comme la foudre ou la rosée d'un nuage — de telle décision prise par des gouvernants influencés

par leur tempérament, leur éducation, leur parti, leur coterie et détournés par mille forces dangereuses de la constante contemplation de l'intérêt national.

Bien peu de Belges possèdent la documentation et l'impartialité également nécessaires pour écrire dès à présent l'histoire de ces quatre années, à la fois si vides et si pleines, selon le point de vue de l'observateur et du juge. L'auteur de ces lignes a été plus d'une fois sollicité de s'atteler à cette tâche. Ce ne sont ni les souvenirs ni les documents qui lui manquent. Mais il craint — pourquoi ne pas le dire sans détours? — de n'avoir pas encore atteint à ce détachement dont les maîtres de la vie spirituelle font une obligation aux âmes avides de perfection et qui s'impose pareillement aux historiens véritables. Il a vu trop de petites chicanes dans le grand drame, trop de misérables intrigues, trop d'insolents autels, dressés par l'esprit de parti contre l'autel de la Patrie, répandre la discorde, la haine et la sottise pour être sûr de pouvoir composer, avant que le temps ait amorti le chagrin et la colère, le tableau calme ordonné, et exact que le sujet réclame et que l'histoire exige. Il suffirait de trop appuyer sur un épisode véridique, mais secondaire, ou d'en accentuer un tant soit peu la couleur pour fausser un ensemble qui, tout compte fait, n'a pas manqué de grandeur.

Peut-être nous faisons-nous illusion : mais nous croyons pouvoir accorder ce qui est dû à la légitime curiosité du public, impatient de connaître, de comprendre les déconvenues nationales en découvrant leur source, avec la crainte de dénaturer, en l'écrivant trop tôt, l'histoire du Gouvernement de Sainte-Adresse, par

la publication de certaines pièces, extraites d'un dossier réuni pendant l'exil et dont l'authenticité, pas plus que l'intérêt, ne sera contestée par personne.

La première est relative à l'entrée dans le Gouvernement, en qualité de ministres à portefeuille, de trois membres de l'opposition nommés ministres d'État le 4 août 1914 : MM. le comte Goblet d'Alviella, Paul Hymans et Emile Vandervelde. Décidé à associer d'une manière effective les deux groupes de l'opposition, dans la personne de leurs représentants les plus qualifiés, à l'exercice et aux responsabilités du pouvoir, M. de Broqueville, alors chef du Gouvernement, rencontra au sein de celui-ci une opposition très vive. M. Helleputte, notamment, combattit de toutes ses forces un acte où il voyait un accroc à la Constitution en même temps que l'inauguration d'une politique périlleuse. Irréductible pendant deux ou trois fois vingt-quatre heures, son opposition se traduisit par sa démission. Mais l'honorable Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics cédant, selon la formule consacrée, aux instances de ses amis et à celles de son chef vint à résipiscence et le *Moniteur* annonça que la démission de M. Helleputte n'était pas acceptée. Ainsi cette petite pluie abattit le premier grand vent qui avait assailli, dans les eaux de Sainte-Adresse, la barque ministérielle.

Nous publions ci-dessous le procès-verbal de la réunion où fut décidée en principe, sur la proposition de M. de Broqueville, l'entrée de MM. Goblet d'Alviella, Hymans et Vandervelde dans le Gouvernement, et où furent précisés, en même temps que le programme général du Gouvernement élargi de la sorte, les droits et les

devoirs des nouveaux ministres. Ce texte historique constitue l'acte de naissance du ministère d'*union sacrée* qui gouverna la Belgique jusqu'à... Lophem. Il date des premiers jours du mois de janvier 1916 :

« Le Chef du Cabinet expose que la longue durée de la guerre a créé une situation qui n'était prévue par personne le 4 août 1914.

» Le Gouvernement investi pour la guerre d'un mandat de confiance générale s'est efforcé de remplir celui-ci de la façon la plus scrupuleuse ; mais plus le temps s'écoule et plus aussi s'affirment des situations nouvelles.

» Dans ces conditions le Chef du Cabinet a cru devoir suggérer au Roi et à ses Collègues du Gouvernement l'idée d'associer à l'exercice et aux responsabilités du pouvoir les Ministres d'État pour lesquels ne se présente pas l'objection d'incompatibilité ou d'éloignement. Il estime que, après 18 mois de guerre, l'heure est venue d'affirmer à nouveau, par un témoignage solennel, que l'union nationale est plus vivante que jamais et qu'elle s'impose d'ailleurs à tout patriote soucieux de subordonner toute dissidence à l'intérêt de la Patrie. Il ne s'agit pas, dit-il, de former un programme commun de politique intérieure, comme ce fut le cas pour les ministres unionistes qui gouvernèrent la Belgique pendant la période où elle fut dans l'incertitude au sujet de son statut territorial. Dès la déclaration de guerre, le Gouvernement décida que tout esprit de parti devait être exclu de l'action gouvernementale. Cette décision demeure aussi sage aujourd'hui qu'elle le fut hier.

» Par conséquent, d'une part, chaque opinion poli-

tique garde, sans fusion ou rapprochement, le programme qui lui est propre et elle exclut pour la durée de la guerre toute application de ce programme ; d'autre part, toutes les opinions s'unissent dans le Gouvernement en vue de réaliser exclusivement le programme commun qui peut se résumer en ceci : pourvoir à toutes les nécessités qui découlent de l'état de guerre et mener la Belgique dans ces conditions à la paix la plus favorable.

» La guerre sera poursuivie sans qu'il puisse être question d'une entente séparée avec l'Allemagne.

» Le Gouvernement s'efforcera de restaurer la Belgique et sa Colonie dans la pleine indépendance politique, économique et financière ; il ne négligera rien de ce qui, par le statut international, peut assurer au pays dans l'avenir la plénitude de ses droits souverains.

» Le Gouvernement souhaite le retour du Luxembourg à la Patrie ; mais il estime que, en semblables matières, il aura à s'inspirer des circonstances ; nul ne peut fixer aujourd'hui ce que l'intérêt de la Belgique exigera demain, notamment en vue d'assurer la sécurité à la position et à la province de Liège.

» Les Ministres d'État entrent dans le Gouvernement comme ministres membres du Conseil ; à ce titre leur situation au sein du Gouvernement, est égale à celle de leurs collègues à portefeuille ; à dater de leur entrée dans le Gouvernement, ils participent au même titre que chaque ministre à la plénitude de l'action gouvernementale, comme à sa solidarité et à ses responsabilités ; dans les actes extérieurs il se conforment aux règles et traditions observées par les gouvernements

antérieurs, notamment quant aux paroles, écrits et démarches.

» Le Chef du Cabinet dit que, dans sa pensée et sous réserve des vues du Parlement, le Gouvernement, tel qu'il se complète, est appelé à disparaître dès que les mesures de guerre et les clauses de paix auront été ratifiées par le Parlement. Les questions de principes ou de programme sont donc réservées pour tous les membres sans exception.

» Les Ministres d'État constatent que leur concours est demandé sous la forme la plus large et la plus loyale, chacune ayant les mêmes droits et les mêmes devoirs dans l'unité qu'est le Gouvernement.

» Dans ces conditions ils croiraient manquer au devoir envers le Pays s'ils n'adhéraient, sans aucune arrière-pensée, à tout ce qui vient d'être exposé par le chef du Gouvernement en parfaite communauté de sentiments avec Sa Majesté ; l'accord, disent-ils, est absolu sur tous les points.

» Le Chef du Cabinet et le Ministre de la Justice rendent hommage à cette patriotique attitude. Ils sont convaincus que par là, la main dans la main, tous les Belges unis continueront à apporter à la Patrie tout ce qui, à travers ses douleurs, doit lui assurer avenir, paix et prospérité. »

(Signés) DE BROQUEVILLE, CARTON DE WIART,
GOBLET D'ALVIELLA, HYMANS, VANDERVELDE.

* * *

Souffle de l'union, zéphyre de la concorde ! le ministère offrit alors le spectacle idyllique d'un jeune couple

pendant la lune de miel. Mais la plage était petite, et trop de gens avaient trop de loisirs. La brouille se mit bientôt dans le ménage. Quand? Comment? Ne nous demandez pas de dire tout aujourd'hui.

II

SAINTE-ADRESSE ET NOTRE NEUTRALITÉ

Dans le *Flambeau* du 31 janvier, Pierre Nothomb raconte, avec autant de verve que d'éloquence, l'histoire de la célèbre « Déclaration de Sainte-Adresse » qui classa la Belgique au rang de parente pauvre vis-à-vis des grandes Puissances alliées. Son récit est, quant aux faits, rigoureusement exact. Nothomb a raison de dater de ce 14 février 1916 le commencement de nos échecs diplomatiques et de nos malheurs politiques. Mais il a tort, à mon avis, de se croire quitte avec la vérité et avec la justice en maudissant et en immolant un bouc émissaire, en l'occurrence M. le baron Beyens, auteur principal, sinon unique, d'après lui, d'une manifestation équivalente à une déclaration de neutralité.

Nothomb a l'air de croire que les choses se seraient passées autrement si le baron Beyens n'avait pas été ministre des Affaires Étrangères à ce moment-là. Il va jusqu'à écrire que notre actuel ministre auprès du Vatican a *envoûté* notre politique et ensorcelé notre personnel gouvernemental, qui se serait trouvé impuisant, même après son départ, à secouer le joug de cet omnipotent magicien. Ce n'est pas gentil pour les suc-

cesseurs, accusés plus qu'excusés par cette explication... Quoi ! M. le baron Beyens serait en si bons termes avec le diable qu'il aurait été de taille à forcer ces Messieurs, après sa retraite, de penser et d'agir comme lui ! Notre Gouvernement a eu tort d'exiler à Rome un aussi puissant magicien !

A mon idée, M. Beyens a été plutôt une résultante qu'une cause. Cet homme distingué, ce fin et brillant diplomate a été de son temps, ni plus ni moins. Triste temps. Combien étiez-vous, à Sainte-Adresse, qui voyiez clair, qui pensiez juste, qui compreniez que, après la victoire de l'Entente, dont vous n'avez pas douté un seul instant, la Belgique serait condamnée à grandir ou à se rapetisser ? Mettons, pour être gentil, dix sur cent ! Quant aux Belges de l'intérieur, le plus grand nombre, aujourd'hui encore, traite d'impérialistes et d'écervelés ceux de leurs concitoyens qui refusent de croire qu'il fait beau quand il pleut, je veux dire d'admettre que la situation et le rôle de la Belgique puissent être identiques, dans l'Europe d'aujourd'hui, à notre situation et à notre rôle dans l'Europe de 1914.

Le baron Beyens commençait à voir clair quand il quitta le pouvoir. Waxweiler venait de se convertir quand il roula sous les roues d'un autobus londonien. Car Waxweiler, persuadé que le monde n'eût pas pris feu pour nous si nous n'avions pas été neutres — ce qui pouvait se soutenir — et aussi que la prochaine guerre se passera dans les mêmes conditions que celle de 14 — ce qui est, pour le moins, hasardeux —, fut neutraliste jusqu'en 1915. Un jour de mai — il me semble que c'était hier — cet homme loyal me dit, à la fin d'une

amicale discussion : « Oui, la neutralité belge a vécu ; ni les Belges, ni leurs Alliés ne voudront entendre parler, après la victoire, d'une neutralité belge garantie par l'Allemagne ; or une neutralité garantie uniquement par la France et l'Angleterre équivaldrait à une vassalité. »

N'empêche qu'un très distingué professeur d'histoire se lamentait l'autre jour, dans une revue, sur la fin de cette très bonne, très douce, très salutaire neutralité, aussi admirable que la jument de Roland, aussi chimérique aussi. Qu'est-ce que vous voulez ? Un peuple ne se guérit pas, en sept ans, même quand un fleuve de sang a coulé sur son sol, d'une maladie qui le tient et le paralyse, tout compte fait, depuis des siècles. Pour les peuples en tutelle, et habitués à trembler devant un sourcil froncé, un *goddam* ou un *donnerwetter*, la liberté est comme un vin trop fort pour les braves gens qui n'ont bu, pendant des années et des années, que de l'eau claire. Vous n'avez jamais vu d'oiseau sortir de la cage où il a vécu, un an ou deux, entre le millet et le verre d'eau, à sautiller d'un barreau à l'autre ? Rien de plus timide, de plus touchant, de plus bête aussi. Il ne sait plus, le malheureux, ce que c'est que d'avoir des ailes, à quoi cela sert, et comme c'est bon de s'élancer dans l'azur. Encore ne tient-il qu'à lui de ne pas s'en aller. Mais nous ? Ce n'est pas la Belgique qui avait voulu être neutre en 1890. C'est l'Europe qui nous avait forcés à l'être. Pour nos beaux yeux ? Jamais de la vie. Mais pour que nous servions de tampon, de barrière, de zone réservée entre deux nations habituées à se jeter l'une sur l'autre, et soi-disant protégées l'une contre

l'autre par leur engagement de respecter et de défendre au besoin ce territoire quasiment consacré. La barrière a été renversée. On s'est battu, dans la zone neutre, pendant plus de quatre ans. L'Europe d'aujourd'hui ressemble à l'Europe de 1914 comme l'hiver au printemps. Il ne s'agit plus d'équilibrer savamment deux groupes de Puissances réputées loyales et pacifiques, mais bien de savoir comment s'y prendra la France, envahie, saignée, dévastée trois fois en cent ans, pour se fortifier, avec nous ou sans nous, en prévision d'une nouvelle ruée. Ou nous nous défendrons de concert avec elle, en alliés, en amis, ou elle nous défendra au besoin malgré nous, comme des vassaux, parce qu'elle ne peut pas ne pas nous défendre sans se condamner à mort. Dans l'un et l'autre cas, adieu neutralité !...

Pour vous, pour moi, pour des milliers et des milliers de Belges, cette évidence, mon cher Nothomb, crève les yeux. Rien n'était perdu quand le baron Beyens a quitté le Ministère des Affaires Étrangères. Hélas ! nous avons vu quelques Hercule *en* remettre, lui parti, dans l'écurie d'Augias. C'est une science et un art, voyez-vous, que la politique, particulièrement la politique extérieure. Tout à fait comme la médecine, qu'on appelle, d'un mot si juste, *l'art de guérir*. La science n'y suffit point, ni le talent, ni la vertu, ni la bonne volonté. Il faut, pour y réussir, en même temps que de solides et vastes connaissances, cette sûreté de diagnostic que les individus naturellement doués pour cet art difficile acquièrent non pas en écoutant chanter le rossignol, mais au prix d'un travail acharné et d'un exercice constant. Lambertmont lui-même, dressé, éduqué par deux Rois incom-

parables, et qui mena notre barque pendant un demi-siècle, n'était pas infallible.

Non. Il n'est pas juste d'accabler un homme que ses successeurs, en définitive, ont vengé, depuis 1919 jusqu'aujourd'hui, parce qu'il a payé tribut aux préjugés de sa génération. Et puis, le Quai d'Orsay de l'époque, vous le savez bien, tenait la neutralité belge pour un article de foi. Pourquoi? Ce serait trop long à dire dans un article qui s'est déjà allongé plus que je ne le voulais...

III

LA DÉMISSION DE M. DE BROQUEVILLE

Le Pays et l'armée n'apprendront pas sans étonnement la retraite du Baron de Broqueville, chef de cabinet et ministre de la Reconstitution Nationale, dont la démission vient d'être acceptée par le Roi. En Belgique occupée, où il personnifiait avec le Souverain, la clairvoyance qui avait deviné le péril, et l'énergie qui l'avait conjuré autant qu'il était humainement possible de le faire en 1912, cet événement aussi incompris qu'inattendu, survenu au point culminant de la plus dangereuse bataille de la guerre, ajoutera à l'affliction des captifs sans augmenter, hélas! leurs motifs d'espérance. Si nos malheureux compatriotes avaient pu contempler, comme nous, le spectacle d'un ministère de quatorze membres, divisés en groupes et en sous-groupes, n'ayant de force que pour la parole et pour la discussion, et littéralement paralysé par les divisions

politiques et les querelles de personnes, ils ne s'étonneraient que d'une chose, à savoir que le baron de Broqueville ait pu diriger pendant si longtemps un cabinet composé de telle façon. Au lieu du directoire exécutif qu'il eût fallu à notre peuple en exil, la politique nous avait dotés d'une assemblée délibérante dont le vice congénital était encore aggravé par l'absence du Parlement, l'arbitraire de la censure, la disparition de tout organe de contrôle. Sans l'habileté et le tact de M. de Broqueville, passé maître dans l'art difficile et dangereux de tenir les contraires assemblés, la crise n'aurait pas tardé si longtemps.

* * *

Des incidents récents, totalement inconnus du public, et que le moment n'est pas venu de raconter en détail, l'avaient rendue inévitable. Ce n'est pas d'aujourd'hui que nos lecteurs savent ce que nous pensons du cabinet actuel. Les honnêtes gens y abondent, les hommes de talent n'y manquent pas, on pourrait même y citer trois ou quatre hommes d'action. Son défaut est d'avoir été fait en temps de paix et pour le temps de paix, d'avoir duré tel quel, de n'avoir été remanié et augmenté que pour des raisons tirées de la politique, en vue de satisfaire et d'équilibrer les partis qui étaient tout dans la Belgique d'hier et qui ne sont plus grand chose dans la Belgique d'aujourd'hui.

Sur un pareil terrain, les passions et les intrigues devaient lever comme mauvaises herbes après la pluie. Combattus par les ministres de droite pour son iné-

branlable fidélité à la politique modérée, véritablement nationale avant le lettre, qu'il avait inaugurée, en 1911, dès son arrivée au pouvoir, le chef de Cabinet a vu plus tard se dresser contre lui au moins un ministre de gauche qui n'a pas craint en 1917, de *réclamer pour son parti*, selon sa propre expression le portefeuille des Affaires Étrangères. Une maison ainsi divisée allait fatalement vers la ruine. Le miracle est qu'elle ait tenu trois ans. Octobre et novembre 1917 figureront dans la tragique histoire de notre guerre comme des mois douloureux, angoissants et funestes. Il nous coûte de dire que M. Paul Hymans et M. Jules Renkin commirent alors une erreur qui fait, aujourd'hui encore, la stupéfaction de leurs amis. En cette occurrence, M. de Broqueville ne pécha, lui, que par une excessive abnégation. Attaqué, vilipendé pour une initiative trop justifiée, depuis lors, par les événements, il a eu le tort de ne pas faire tête et de croire qu'il prolongerait, en sacrifiant sa personne, une union qui n'était plus depuis quelques mois qu'un simulacre. En attendant que ces tristesses puissent être étalées au grand jour, afin de permettre au public de sonder, comme une plaie, le dangereux régime qui menace le Gouvernement et le pays dans les sources mêmes de leur vitalité, nous considérons comme un devoir de dire à nos lecteurs que, si le chef du Gouvernement s'en va, c'est principalement par ce que, prisonnier d'un régime qui n'aurait pas dû survivre à la paix, ligoté par les partis, contrarié par les hommes, il s'est trouvé obligé de constater son impuissance, dans ces conditions, à agir et à gouverner. Quand nous dénoncions dans le *XX^e Siècle*, en juillet 1917, les

défauts et les tares d'un gouvernement composé uniquement d'hommes politiques, nous ne croyions pas que les funérailles se feraient attendre si peu longtemps...

* * *

M. de Broqueville s'en va, chargé de mérites et de gloire. C'est sur la nature et la difficulté des problèmes résolus qu'il faut juger les hommes d'État. Quand il prit le pouvoir en 1911, après une crise politique sans précédent dans notre histoire, il avait six voix de majorité dans une Chambre dominée par les passions et par l'éloquence d'une opposition qui se croyait à la veille de triompher et qui avait maintes raisons de le croire. Acculé par l'opinion à la dissolution des Chambres il sauva son parti, à force de modération et d'habileté, persuadé que, sans la victoire de la droite, le salut du pays, dont Albert I^{er} lui avait révélé les périls, serait peut-être compromis sans retour. Le défunt Roi de Roumanie venait d'avertir son neveu que la guerre européenne, menaçante depuis plusieurs années, était imminente. Il fallait avant tout une majorité compacte pour comprendre et voter les sacrifices inévitables. Au lendemain des élections générales, du 2 juin 1912, qui lui en avaient donné une majorité de seize voix, M. de Broqueville prépara la loi militaire. En 1909, M. Schollaert, malgré sa grande et légitime autorité sur son parti, n'avait pas rallié au service personnel la moitié des parlementaires catholiques, obstinément rebelles aux adjurations de M. Renkin, alors déjà ministre des Colonies, qui s'était flatté de réduire, par

un discours enflammé, l'opposition de ses collègues. En 1913, toute la droite, à deux ou trois exceptions près, vota le service général et suivit M. de Broqueville, soutenu à gauche par sept députés libéraux, maigre contingent arraché au bloc de l'opposition par l'éloquence et la stratégie de M. Paul Hymans.

Un grand nombre de Belges, justement irrités contre un parti qui a contrarié pendant trop longtemps les efforts de nos rois en vue de donner à la Belgique une armée digne de ce nom, n'ont pas hésité à reconnaître que, sans M. de Broqueville et son succès électoral du 2 juin 1912, l'invasion n'aurait pas trouvé sur son chemin cette petite mais héroïque armée, qui, reconstituée, galvanisée un an et demi avant la guerre, a pu au moins défendre Liège et Namur, se battre sous Anvers, participer à la gloire de la Marne, vaincre sur l'Yser, sauver l'existence et l'honneur de la Patrie. De même, beaucoup de Belges de tous les partis avaient deviné, dès 1911, dans des discours et dans des actes où la prudence ne nuisait pas, pour les gens avertis, à la clarté, les symptômes d'une politique de réconciliation nationale. Les durs débats sur la révision constitutionnelle ne furent une énigme que pour les ignorants ou les aveugles. Une loi scolaire rédigée avec autant de tact que de modération avait accentué la courbe heureusement dessinée par M. de Broqueville. A la veille de la guerre, l'opinion publique commençait à le juger tel qu'il est, à voir en lui, non seulement un réalisateur, mais un pacificateur. C'est ce qui explique sa popularité en Belgique occupée où il partage le prestige qui environne, avec le Roi, dans les hameaux les plus reculés

de nos provinces, le cardinal Mercier, le bourgmestre Max, et le général Leman. Ah ! il connaissait bien son pays et ses compatriotes, il avait bien deviné leur caractère, leur âme, leur trempe, le ministre qui disait au Parlement, le 4 août 1914, accablé de douleur et cependant très vaillant d'une invincible espérance : « Nous serons peut-être vaincus, mais soumis, jamais !... »

* * *

Pourquoi ne pas le dire ? Chaque jour, quand nous écrivons ici ces articles sur le règne expirant des parleurs et sur l'inévitable avènement des hommes d'action, qui nous attirent, chaque fois, des approbations enthousiastes, nous ne pouvons nous empêcher de songer à M. de Broqueville, à quelques autres aussi. Un jour que nous l'avions loué ici même de n'être ni écrivain ni orateur, un modeste avocat affligé d'un grand nom se scandalisa fort, prenant ce compliment pour une injurieuse insolence. Osons le répéter cependant : ministre des Chemins de fer d'août 1910 à octobre 1912, chef du Cabinet de juin 1911 à juin 1918, ministre de la Guerre d'octobre 1912 à juillet 1917, ministre des Affaires Étrangères en 1917 pendant quelques mois, il a mis au premier plan, partout, toujours, la décision et l'action. Il s'est parfois trompé. Incessante et variée, son action porte la trace de ses défauts. Mais nous avons vu — et nous verrons encore, hélas ! — à l'œuvre des orateurs qui se flattent de le faire oublier. Leur indécision ne fait pas regretter sa promptitude. A la tête d'un gouvernement composé pour l'action, il aurait renouvelé

sa manière et creusé un nouveau sillon. Seule, la tête s'en va. M. Gérard Cooreman, qui devient premier ministre, verra bientôt si les treize membres décapités en seront mieux commandés, plus unis, plus capables de travail, de volonté et d'action. Il est honnête, habile, dénué d'ambition. Il est le seul homme politique qui, le Cabinet demeurant tel qu'il est, pût être invité à tenir les rênes et à conduire le char.

Finirons-nous cet article par le traditionnel souhait de bonne chance? Notre cœur y aurait plus de part que notre raison. Tous nos vœux accompagnent cet homme intelligent et fin, qui a été, à la Chambre, un président incomparable. Mais nous ne saurions céler que notre espoir est limité. Le remède est dans un changement de régime : nulle part ailleurs. Sept ministres, dont trois au moins choisis pour leur compétence, en dehors du monde politique et parlementaire : ainsi devrait être constitué le directoire exécutif dont le pays a le plus pressant besoin.

IV

UNE HISTOIRE DU HAVRE...

Quelques lecteurs, nous ont demandé de leur raconter des « histoires du Havre » en nous faisant observer que les quatre années passées là-bas par le Gouvernement belge et les fonctionnaires de tout grade campés autour de lui sur la colline de Sainte-Adresse sont restées aussi mystérieuses, pour le commun des Belges, que les

débuts de l'ancien empire égyptien. Nous devinons la cause de cette curiosité. Le Vouvray où il nous est arrivé de noyer de compagnie — oh ! sans le moindre excès ! — Dewinne et votre serviteur, le morne ennui de l'exil, à émoustillé, à onze ans de distance, et par procuration, notre public, ce qui est une nouvelle preuve, entre parenthèses, de l'excellence de ce vin fameux, déjà cher, il y a plus de trois cents ans, à Pierre Ronsard. Des lecteurs se sont dit qu'un homme qui se souvient d'un événement plus agréable, après tout, que marquant dans l'histoire de la guerre n'a peut-être pas oublié les faits et gestes de nos hommes d'État, et en particulier ceux qui ont influé sur les événements d'aujourd'hui, contenus dans les actes ministériels du Havre comme l'effet dans la cause. « Vous devriez écrire et publier vos mémoires... », nous écrit-on de plusieurs côtés. *Mémoires* est ambitieux et solennel. *Souvenirs* serait plus de saison. Le fait est que notre armoire aux souvenirs n'est pas trop mal fournie. Cela vous intéresserait-il de savoir comment et pourquoi le pays fut condamné au suffrage universel à 21 ans, qu'un certain nombre d'hommes de gauche et même d'extrême-gauche commencent à trouver inquiétant ? Il n'y a peut-être pas un Belge sur dix qui connaisse la genèse de cette calamité.

* * *

La plupart de nos compatriotes croient qu'elle date de Lophem, et du jour où quelques messieurs et citoyens coururent dire au Roi et à son entourage que le peuple

délivré ferait une révolution si on ne lui promettait à l'instant même le suffrage universel pur et simple, qu'il attendait dans l'impatience et dans la fièvre, selon ces ambassadeurs, depuis le commencement de sa captivité, en ne pensant, en ne rêvant qu'à cela, la victoire et la délivrance ne venant qu'au deuxième rang — et encore ! — de ses préoccupations ! Erreur. La journée de Lophem n'est pas de celles qu'on puisse marquer d'un caillou blanc dans l'histoire de Belgique. Mais elle fut, en ce qui concerne le suffrage universel, plutôt une conséquence qu'une cause. Le mal était aux trois quarts fait quand l'armistice surprit Messieurs les ministres et leurs états-majors, persuadés, pour la plupart, que la guerre ne finirait jamais. En vain des citoyens de toute opinion avaient essayé de le prévenir et de le conjurer.

Vous souvenez-vous, Dewinne, des réunions amicales que nous tenions, à dix ou douze, catholiques, libéraux et socialistes, pendant l'été de 1916 — sans Vouvray, hélas ! en dépit de la chaleur ? Les comptes rendus existent peut-être encore. Demandez ça au camarade Edm. P. Vous êtes mieux que moi, sauf erreur, avec lui. Il me garde une dent depuis que j'ai dit que c'est M. de Broqueville qui me demanda de le prendre au *XX^e Siècle*, fin 1914. Mais rien au monde ne m'empêchera de publier qu'il était bon camarade en ce temps-là, et qu'on était bien au rez-de-chaussée de sa villa, avec l'Océan devant les yeux, pour rêver à la Belgique d'après-guerre, aussi belle, sinon plus, que la République sous l'Empire... Nous tombâmes d'accord, après quelques séances qui valaient, pour le sérieux et le bon ton, les meilleures

de la Chambre et même du Sénat — oui, Messieurs les députés, parfaitement, Messieurs les sénateurs ! — que le vote plural ne survivrait pas à la guerre, et que l'élection au suffrage universel à 25 ans (le père de famille ou le citoyen de 35 ans disposant d'un double vote) d'un Congrès national au lieu d'une Constituante satisferait tout le monde sans violer la Constitution. Et chacun de nous se mit en devoir de convertir ceux des ministres sur lesquels il ne nous était pas défendu de croire que nous avions de l'influence.

* * *

J'ignore totalement, cher et sympathique Dewinne, comment furent reçus, par leurs amis du Gouvernement, nos camarades de droite, de gauche et d'extrême-gauche. On a prétendu qu'un ministre catholique aurait dit un soir, à l'hôtellerie, en faisant des gorges chaudes à propos de nos conciliabules : « De quoi se mêlent ces *clampins*?... » *Clampin* me parut dur, et plus comique encore, pour un groupe de citoyens qui n'étaient pas plus bêtes, après tout, que la moyenne des politiciens, et où brillait la bâtonnier Charles Dejongh. Mais on n'aurait rien fait d'autre si l'on avait voulu relever toutes les sottises qui se débitaient sur la Colline mal Inspirée...

Quoi qu'il en soit, la question de la réforme constitutionnelle fut débattue au Conseil des ministres, dans le courant de 1917. M. de Broqueville insista pour qu'elle fût réglée avant la fin de la guerre. De même M. Vandervelde, qui se serait rallié, à titre transactionnel, au S. U. à 25 ans et au double vote du père de famille, si



le Gouvernement avait déclaré publiquement que la première consultation électorale se ferait, après la libération du territoire, sous ce régime. Mais la majorité du Conseil s'entêta, malgré l'intervention du Roi, à opposer à ces instances la question préalable. Un ministre invoqua, notamment, l'indifférence, voire l'hostilité du corps électoral de son arrondissement, — dont il prétendait connaître l'opinion en dépit de l'occupation allemande, — à l'égard de toute espèce de revision constitutionnelle.

Ajournée *sine die*, la question revint sur le tapis au début de 1918, après que M. de Broqueville, âprement combattu par MM. Hymans et Renkin en raison des pourparlers engagés, après le voyage de M. Coppée à Paris, entre M. Aristide Briand et le baron von der Lancken, puis lâché par la majorité des ministres de droite, eût été obligé d'abandonner le portefeuille des Affaires Étrangères. On sait qu'il resta Premier ministre pendant quelques mois après cet évènement, et qu'on avait créé pour lui, le ministère de la Reconstruction Nationale, spécialement chargé de préparer, au point de vue politique et industriel, la législation et la réorganisation d'après-guerre. Une commission de spécialistes en droit constitutionnel, où siégeaient notamment les professeurs Dejace et Dupriez, rédigea, sur sa demande, un avant-projet aux termes duquel les élections générales auraient lieu, après la fin des hostilités, non pas sous le régime du vote plural issu de la revision de 1893, mais au suffrage universel à 25 ans avec une deuxième voix aux citoyens âgés de trente-cinq ans. La guerre tirait à sa fin. M. de Broqueville fit valoir,

entre autres arguments, auprès de ses collègues de la majorité, que le Gouvernement s'exposerait, en laissant cette question en suspens, à subir une solution plus radicale dans la bousculade qui suivrait fatalement la rentrée au pays. Si l'honorable chef du Cabinet a été bon prophète, nous laissons au lecteur le soin d'en décider... Mais c'est en vain qu'il multiplia, pendant plusieurs semaines, les objurgations. Ses collègues de droite refusèrent de le suivre dans cette voie, trop démocratique à leurs yeux. M. le futur vicomte Poulet était persuadé, lui aussi, que l'intérêt du parti catholique interdisait de toucher au vote plural...

* * *

Après que M. de Broqueville fut tombé du pouvoir, on ne parla plus de rien. Quand la paix éclata, surprenant nos hommes d'État comme les avait surpris la guerre, MM. Vandervelde et Brunet offrirent leur démission au Souverain, en déclarant vouloir reprendre sans tarder leur pleine et entière liberté, notamment quant à la question de la revision constitutionnelle, sur laquelle ils se seraient, quelques mois auparavant, engagés et liés si le Gouvernement s'était rendu aux instances du chef de l'État et du Premier Ministre. On sait le reste, et comment les événements se précipitèrent. Ce qu'on a appelé la « capitulation de Lophem » fut préparé et amené, au Havre, par l'obstination de ministres aveugles, sourds et imprévoyants. Si ce n'est pas une excuse, c'est au moins une explication. Quand nous vous disions que les « démocrates » de droite qui

gouvernement aujourd'hui avec M. Vandervelde ont traîné quand il fallait courir, et galopé quand il eut fallu marquer le pas ! C'est principalement à eux que nous devons le S. U. pur et simple à 21 ans, sans correctif, sans contrepoids, et aussi l'inscription dans la Constitution d'une Proportionnelle qui livre le corps électoral à la domination des associations et des clubs politiques. Quels Gribouilles ! quels dindons ! Et comme on rirait d'eux si l'état du pays, dindonné par leur faute, permettait le moindre accès de gaîté...

V

EST-CE LE MOMENT ?

Un lecteur, homme d'âge et d'expérience, patriote ardent et clairvoyant nous écrit : « On dirait que la *Nation Belge* a peur de se mêler au débat qui vient de s'ouvrir dans la presse relativement à une conversation éventuelle entre les belligérants ; c'est à peine si vous avez donné là-dessus un article, deux au plus, et où ne brillait pas, autant qu'il m'en souviennne, votre netteté habituelle ; nombre de Belges commencent à trouver excessive cette réserve de leur journal. »

Notre correspondant a deviné juste. Ce débat nous fait peur au sens littéral du mot. Sa place n'est ni sur le forum, ni dans la presse. Ce n'est pas offenser, croyons-nous, ceux de nos distingués confrères qui l'ont institué que de se demander s'ils possèdent tous les éléments du complexe et redoutable problème qu'ils tranchent

un peu vite à notre gré. Nous ne nous sentons pas le courage, pour notre part, faute du minimum d'informations politiques, diplomatiques et militaires qui nous paraît indispensable, d'emboîter le pas aux journaux qui conseillent à l'Entente de publier sans retard ses buts de guerre ou d'entrer en conservation avec l'ennemi.

* * *

Il n'y a pas de pire boussole à nos yeux, pour la conduite de la guerre, que l'opinion publique. Malheur aux gouvernements qui se régleraient sur elle ! Leur devoir est de l'éclairer, de la discipliner, de la conduire. Dès le jour où il la laissent commander à leur place, la Nation est en péril de mort. Ils savent, ils peuvent, ils sont responsables, ils ont les moyens de réfléchir et de délibérer. S'ils se trompent, ce n'est pas le public, ignorant, impressionnable et incompétent, qui redressera leur erreur et qui sauvera le navire. Il serait moins dangereux de s'en remettre, comme le faisaient les anciens, aux oracles, aux auspices ou aux poulets sacrés, dont les hommes intelligents pouvaient sans doute influencer les réponses.

Faut-il parler ? Faut-il se taire ? Citoyen d'un pays opprimé depuis quatre ans, éprouvé comme tous les Belges, dans tout ce qui fait l'intérêt et le prix de la vie, tourmenté à chaque instant du jour par la vision de notre pays martyr et de nos proches esclaves, nous ne nous croyons, cependant, pas en droit d'aggraver, en déchaînant au petit bonheur un mouvement d'opinion, la tâche des gouvernants qualifiés pour décider et pour

agir. Nous les jugerons, plus tard, selon leur œuvre. Ils auraient le droit, eux, de plaider non-coupables, au jour du règlement des comptes, s'ils pouvaient invoquer alors, pour excuser un insuccès, un tapage de presse qui aurait troublé ou égaré leur jugement.

Selon l'expression vulgaire, nous ne voudrions pas être à leur place. Ils risquent, à parler trop tôt, de tomber dans les rêts d'un ennemi retors, perfide et sans scrupule, et de frustrer les alliés du bénéfice de leurs efforts, de leurs souffrances et de leur gloire. Le risque contraire est de manquer le fugitif instant d'une occasion favorable et de prolonger sans fruit le supplice de sept millions de Belges. Le train accourt ; le levier attend, immobile, la pesée de l'aiguilleur ; selon qu'elle se produira à temps ou à contretemps, c'est le salut ou la catastrophe ! Gardons-nous, profanes que nous sommes, de toucher, fût-ce du bout d'un doigt, cet instrument terrible, et bornons-nous à faire des vœux pour les hommes dont c'est le métier de l'immobiliser ou de le faire mouvoir.

* * *

Qu'ils se mettent en état de voir les faits tels qu'ils sont, débarbouillés des dangereuses couleurs dont les recouvrent la sentimentalité, l'amour-propre, la passion ou l'esprit de système. Qu'ils sachent oublier leurs opinions, cadencasser leurs principes, et même imposer silence — provisoirement — à leur haine. Plusieurs, nous le craignons, sont encore exposés, après quatre ans de guerre, à subir la tutelle de leurs croyances ou l'esclavage de leurs partis. La bonne paix, pour ceux-là, serait la

paix catholique, la paix anticléricale ou la paix socialiste — selon la main qui serait sensée l'obtenir et les principes qui paraîtraient l'inspirer. La bonne paix, pour nous, c'est celle qui assurera à notre pays le plus de liberté, le plus de force, et le plus brillant avenir. Quiconque y contribuera aura bien mérité de notre patrie. Quiconque y travaillera en songeant au profit que son église ou sa secte en pourra retirer, s'exposera à être la dupe d'un ennemi expert à exploiter le mirage de toutes les croyances et de tous les sentiments.

Avec l'approbation de ses grands alliés, la Belgique a réclamé publiquement des réparations, des garanties et des sécurités. La liste en a-t-elle été dressée avec précision sans doute, mais aussi avec la marge indispensable, avec l'échelle des minimums et des maximums que réclame, même dans l'hypothèse d'une paix imposée à des ennemis vaincus, toute discussion sérieuse? Au point de vue économique, particulièrement, quelles limites n'est-il pas permis à nos gouvernants et à nos négociateurs de franchir pour que nos industries puissent tout de suite lutter victorieusement sur tous les marchés du monde? Toutes les questions dont dépendent la paix et notre avenir une fois arrêtées, sérieuses, résolues, fasse le ciel que nos hommes d'état choisissent le bon moment — pas une minute trop tôt, pas une minute trop tard — pour avancer sur l'échiquier européen les pions de la Belgique. Souhaitons-leur à tous, en même temps qu'une parfaite liberté d'esprit, l'instinct, le coup d'œil, la connaissance des hommes, et cette sensibilité qui avertit les gouvernants dignes de ce nom de toutes les variations qualitatives d'événe-

ments en apparence identiques. L'éloquence et la science même pâlisent auprès de ces dons précieux.

* * *

Nous avions rêvé pour notre pays, qui fut le premier envahi, le premier martyrisé, et dont l'évident bon droit a gagné aux alliés, dans tout l'univers, des sympathies d'abord hésitantes ou tièdes, un rôle aussi éminent dans la paix que celui qu'il a joué dans la guerre. Il a été, en quelque sorte, le centre et le pivot de la guerre. Quelle gloire pour la Belgique délivrée, restaurée et garantie, si elle était choisie, par ses alliés et par ses ennemis mêmes, pour définir le droit des nations et pour être l'instrument de la paix européenne ! Deux fois, à notre connaissance, ce rêve aurait pu devenir réalité. Au lendemain de la révolution de Petrograd, les Allemands, croyant perdue leur mise, placée toute entière sur l'entourage du Tsar, et étourdis par ce coup inattendu, mirent du temps à comprendre que la victoire des soviets, en désarmant les armées russes, libèrerait fatalement un jour ou l'autre toutes leurs troupes du front oriental. Quelques hommes, de notre côté, clairvoyants au milieu de l'aveuglement universel, voulurent mettre à profit le désarroi de ces joueurs momentanément hors d'état d'apprécier leur chance. On saura un jour comment ils furent contrariés, et par qui...

Plus récemment, avant l'offensive du mois de mars, quand Hertling, les politiques, les financiers et les industriels, hésitant à jouer sur une bataille le sort de l'Allemagne, essayaient de prévenir, en ouvrant une

conversation, la ruée déjà décidée par le parti militaire, nous avons eu l'impression, — aucunement démentie depuis lors, bien au contraire, par des événements qu'il est trop tôt de mettre en lumière, — que le chancelier ne souhaiterait rien tant que de parler à l'Entente par le porte-voix de la Belgique. Notre prudence a-t-elle manqué de hardiesse, ou notre hardiesse a-t-elle manqué de prudence? L'histoire dira s'il n'y avait pas d'autre réponse à faire qu'une déclaration aux journaux...

Lueur fugitive de raison et de bon sens ! Halte d'un moment sur la route de l'abîme ! L'Allemagne officielle est redevenue folle.

Guillaume II promet le monde entier, comme une proie, à sa Nation élue, et Hindenburg se fait fort d'obliger l'Entente, d'ici à quelques semaines, à demander merci. *Dies irae, dies illa* ! Les jours terribles sont revenus. On causera, s'il faut causer un jour, quand le canon se taira. En attendant, la défaite de l'Autriche, et le secours américain nous fortifient pour la guerre et pour la paix, et c'est l'essentiel...

VII

UNE VOIX DU PAYS

Causé hier, longuement, avec un Belge fraîchement arrivé de Belgique. Il a quitté Bruxelles le 10 juin, au lendemain des succès allemands, avant que la victoire eût recommencé de nous sourire. Les pauvres gens ! Comme ils souffrent ! Un peuple affamé et proscrit, voilà la

Belgique sous la botte allemande. A quoi bon faire des phrases? Affamé et proscrit : ces deux mots sont assez clairs, n'est-ce pas? A moins d'être vendu à l'ennemi ou d'être complice des traîtres, on est espionné, tracassé, constamment menacé dans ses biens et dans sa liberté. Et on a faim. Vous entendez? On a faim. Dans les villes et dans les régions industrielles, personne ne mange plus à sa faim. Chez un tel, qui avait quarante mille francs de revenus, on compte, chaque matin, les pommes de terre qu'on consommera dans la journée ; dans toutes les maisons, on mesure le pain aux enfants. O, nos frères d'Amérique, qui avez pris les armes pour délivrer, pour venger la Belgique, envoyez tout le blé qu'on vous demande ; donnez tous les navires qu'il faut ; depuis deux ans, la faim accable et décime le peuple belge. Est-ce vrai que tous nos amis ne le croient pas? Est-ce vrai qu'on a voulu chicaner les Belges sur le tonnage nécessaire au ravitaillement? Que notre Gouvernement fasse donc tout ce qu'il faut et tout de suite, pour faire savoir à tous les Français, à tous les Anglais, à tous les Italiens, à tous les Américains que le peuple belge, pour prix de son honnêteté, de son courage, de sa fidélité au serment du 2 août, est en train de mourir de faim. N'est-ce pas à se reprocher le pain, le bon pain qu'on mange dans cette riche France où, si tout augmente de prix, rien ne manque cependant?

Cela fait mal d'entendre, dans la bouche de quelqu'un qui arrive de la-bàs, la plainte, le cri de détresse des Belges. Comment s'asseoir encore devant une table abondante sans voir se lever leurs fantômes décharnés? Évocation cependant salutaire. Nous ne pensons pas

assez souvent à nos malheureux frères. Quelle folie de nous plaindre du prix des denrées, de la chaleur de l'été, de la difficulté des déplacements et villégiatures, des avions, des Berthas, des égards que nous méritons, naturellement, et qu'on ne nous accorde pas ! etc. etc. Dire qu'il y en a parmi nous, en France et en Angleterre, qui se regardent comme des héros pour avoir vécu quatre ans hors d'un pareil enfer ! Rentrons en nous-mêmes, cessons d'insulter et de fatiguer le Ciel, qui nous a tirés, sans que nous le méritions, d'une Patrie vouée, depuis quatre ans, à ce supplice effroyable.

D'aucuns diront : « Ne criez pas si haut, vous allez décourager les poilus... » Quelle bêtise ! Nos poilus ne sont pas des enfants. Ils ont le crâne *imbourrable*. De savoir la vérité, la vraie vérité, ils n'en seront que plus enragés à bondir en avant dès que leur tour viendra. Est-ce qu'on les prend pour les femmelettes ? La santé, la vie, l'avenir du peuple belge sont en jeu. Le peuple belge ne peut être sauvé que par le blé et la farine d'Amérique ; l'Amérique et l'Angleterre seront éclairées, convaincues et émues par la vérité photographique, par le simple et exact tableau de la famine en Belgique. Est-ce assez clair ? A notre Gouvernement de faire ce qu'il faut pour que personne n'en ignore. Il y a une vingtaine d'années, les journaux belges ouvraient des souscriptions pour les victimes de la famine aux Indes ! Est-ce que les Indes s'étaient battues pour nous, s'étaient offertes en holocauste pour notre liberté ?

Pendant que notre compatriote déroulait devant nous le chapelet des calamités qui pèsent sans l'accabler sur ce peuple héroïque, dont les défaites de cette année

n'avaient pas diminué la confiance, un trait au moins de l'affreux tableau composé de la sorte atténuait, endormait presque notre douleur. C'est ennuyeux de dire soi-même ce que nous allons dire. Des lecteurs vont croire que nous nous passons de la pommade. Qu'ils croient ce qu'il leur plaît. Il nous plaît à nous de dire, parce que c'est la pure, la stricte vérité, que cet évadé de Belgique, qui n'a plus lu de journal belge depuis quatre ans, a sur la politique, les rapports de la politique avec la religion, le gouvernement du Pays, la question flamande, la neutralité, les relations de la Belgique délivrée avec les puissances de l'Europe,— enfin sur toute chose, — exactement les idées de la *Nation Belge*. Quand il fut parti, un soldat belge qui l'avait entendu, nous dit : « Si je ne savais pas qu'il arrive en droiture de là-bas, je croirais qu'il vous lit depuis quatre ans... »

Notez qu'il est Flamand et catholique avec une ferveur égale. Quand il parle des Aktivistes, il serre les poings. Vingt ans? grommelait-il. On a parlé de les mettre en prison pour vingt ans ! *Les pendre d'abord et les juger après* : voilà le verdict populaire. C'est à Anvers que les traîtres sont le plus haïs. Des milliers d'Anversoïis, dans leurs familles, au café, partout, parlent habituellement français en signe de protestation contre leur guerre imbécile à la langue française et à l'unité nationale. Espérons que nos ministres voudront le voir et l'entendre, ce messenger de tristesse et d'espérance, ce courrier de Marathon qui, fatigué, épuisé par quatre ans de souffrance, vient nous raconter la victoire de nos frères captifs sur les persécutions, la faim, la trahison, le

découragement. Il leur en dira cent fois plus, particulièrement sur les idées et les sentiments de nos compatriotes, que nous n'en pouvons, que nous n'en voulons dire dans ce journal, accusé par des Messieurs heureux de semer l'indiscipline et la révolte. Pilotes de notre petite barque démâtée et ballottée, dépêchez-vous de recevoir cet homme, qui, revient d'avoir fait là-bas, derrière les fils de fer, le point national...

LE GOUVERNEMENT BELGE A-T-IL AIDÉ A L'ÉTOUFFEMENT DE LA RÉPUBLIQUE RHÉNANE?

C'est pour manifester leur horreur de la guerre, à les entendre, et pour préserver l'Europe d'une nouvelle catastrophe que les socialistes de la Fédération bruxelloise n'ont pas voulu que le Gouvernement laissât passer les munitions destinées aux armées polonaises. On leur a déjà répondu qu'un seul foyer d'impérialisme et de guerre existant en Europe, la Russie et l'Allemagne alliées, ce n'est pas le bon moyen de l'éteindre que d'abandonner à son sort, infiniment malheureux à la date du 15 août, la courageuse nation dont la défaite eût laissé le champ libre à l'incendie.

SOCIALISME ET UNITÉ ALLEMANDE

Il y a une autre réponse à leur faire, une autre vérité à opposer à ce sophisme. Pourquoi s'entêtent-ils, depuis le lendemain de l'armistice, à protéger l'unité de l'Allemagne, œuvre et même chef-d'œuvre de l'impérialisme bismarckien, mais danger permanent pour la paix de l'Europe? Tous les hommes qui voient un peu plus loin que le clocher de leur village ou le toit de leur Maison du Peuple savent que le maintien de l'unité allemande, malheureusement plus solide aujourd'hui qu'en 1871, a comblé les vœux des libéraux, des bourgeois nation-

listes, du parti militaire, des impérialistes déguisés en social-démocrates, et surtout de ces universitaires fanatiques qui, au témoignage de quiconque a étudié d'un peu près les gens et les choses d'Allemagne, sont, d'un bout à l'autre du Reich, les apôtres et les commissaires de la revanche. La plupart de nos socialistes ont cependant opté pour l'unité allemande, génératrice de force, de revanche et de guerre, contre la division de l'empire artificiel de Bismarck et des Hohenzollern, le plus sérieux et le plus solide gage de paix que pût souhaiter l'Europe. En dehors de M. Émile Brunet, nous ne connaissons pas un seul socialiste belge qui ait eu le courage de se déclarer publiquement pour la république rhénane. Notre presse socialiste n'a guère parlé des efforts du docteur Dorten et de ses amis que pour bafouer ces antiprussiens et pour vitupérer les autorités françaises et belges soupçonnées, bien à tort malheureusement, de favoriser leur salutaire entreprise.

Oh ! nous connaissons leur excuse. Partisans du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ils ne pouvaient se faire les complices, disent-ils, même en restant muets, d'un attentat contre la souveraineté de la nation allemande. Le droit de la nation polonaise, on le sait, n'a pas pesé aussi lourd dans leur balance. Leur logique et leur justice ont deux poids et deux mesures. Mais laissons ce point de vue, pour aujourd'hui du moins. Sont-ils bien sûrs de n'avoir pas, une fois de plus, sous prétexte d'honorer un principe abstrait, une vaine et dangereuse idole, sacrifié en même temps l'intérêt national de leur pays et le droit d'un peuple digne de tous les respects, à savoir le peuple rhénan, qui a au

moins autant le droit de vivre libre et indépendant, nous paraît-il, que les Prussiens de Prusse, ses maîtres, celui de le maintenir sous le joug ?

LE SÉPARATISME ALLEMAND

C'est une curieuse, triste et passionnante histoire que celle de ce séparatisme rhénan à qui il ne manqua, dans le chef des hommes d'État qui avaient le plus d'intérêt à le voir réussir, qu'un peu d'intelligence et de courage. Dans son beau livre sur la *Reconstruction politique de l'Europe*, M. René Pinon vient d'en rassembler les traits, dispersés et encore inconnus du grand public. Beaucoup de gens, en France et chez nous, prennent encore pour un feu de paille, destiné à mourir après avoir jeté quelques lueurs, ce mouvement dont ils ne connaissent guère que le chef le plus en vue, ce docteur Dorten que la police berlinoise a essayé, trois fois, de supprimer sans que personne, dans nos partis avancés, dise un mot pour défendre son droit et sa vie menacée. Quelle erreur ! Et comme il faut admirer l'organisation d'une nation encore capable de donner le change, en dépit de sa défaite, à ses plus proches voisins, sur des événements qui intéressent au plus haut point leur avenir et leur sécurité !

Au lendemain de la défaite, en Bavière, en Rhénanie, dans le Palatinat, en Hesse, dans le Hanovre, on assiste à un réveil soudain et spontané du particularisme. L'hégémonie prussienne, rendue responsable de la catastrophe, est réprouvée et maudite. A Cologne, le 4 décembre 1918, 5.000 citoyens invitent, dans un ordre

du jour acclamé au cours d'une réunion publique, *les représentants officiels du peuple rhénan à proclamer le plus tôt possible une république rhénane-westphalienne dans le cadre de l'Allemagne.* Ainsi est construit, dès le premier jour, avec autant de précision que d'intelligence, le cadre où s'établiront solidement les séparatistes. Allemands ils sont, Allemands ils entendent rester. Ce ne sont pas des traîtres empressés de donner la main à l'étranger ou d'accepter son secours pour achever leur Patrie abattue. Ce sont des citoyens décidés à secouer un joug qui les a humiliés, décimés, précipités dans la plus injuste et la plus terrible des guerres et qui, connaissant la Prusse et les Prussiens, ont peur que l'hégémonie berlinoise n'attire sur leur pays, sous prétexte de revanche, de nouvelles calamités. Le nouvel État, dont une proclamation rédigée le 17 mai 1919 traçait les contours et définissait les aspirations, réclamait, dans le cadre du Reich, le droit d'opposer son veto à toute mesure susceptible d'entraîner une guerre dont son territoire serait nécessairement le champ de bataille. Ses fondateurs le plaçaient sous la protection de la Société des Nations. Il englobait la Prusse rhénane, la Hesse, le Birkenfeld, le Palatinat, une grande partie de Nassau, en tout douze millions d'habitants, soit un million de soldats ainsi retranchés de l'armée allemande de demain !

On suit le cœur palpitant, dans le vivant récit de M. René Pinon, les péripéties du drame dont le dernier acte, espérons-le, n'est pas encore joué. Dorten et ses amis avaient pour eux la presse, petite et grande — « Berlin est la capitale des provinces barbares de l'Est

et de l'Elbe » écrivait la *Gazette Populaire de Cologne*, le 23 décembre 1918 — et le peuple pour ainsi dire tout entier. Des pétitions pour obtenir un plébiscite immédiat se couvrent, en quelques jours, d'innombrables signatures : 12.000 à Birkenfeld, 52.000 à Aix-la-Chapelle. Le Centre emboîte d'abord le pas. Malgré l'opposition, ouverte ou sournoise, selon le cas, toujours impitoyable, des fonctionnaires prussiens, presque tous étrangers au pays, le mouvement ne cesse de grandir. Les chefs du parti socialiste ont beau décréter, sur l'ordre des hommes de Berlin, des grèves ouvrières : les travailleurs ne marchent pas. Erzberger a beau accourir, de sa personne, à la rescousse : il faudra l'indifférence, l'abandon, puis l'hostilité des autorités américaines et belges — oui, belges — pour que les politiciens du Centre, d'abord entraînés par le flot, essaient de remonter le courant. Berlin a beau menacer les fauteurs de la séparation de poursuites susceptibles de leur valoir, du chef de haute trahison, les travaux forcés à perpétuité : la république rhénane se dresserait aujourd'hui, comme une solide barrière, entre la Prusse et nous si l'idéologie des uns et la pusillanimité des autres, favorisées par les ukases des partis socialistes de toutes les nations alliées, n'avaient influencé les gouvernements de l'Entente.

LES SOCIALISTES

CHAMPIONS DE L'EMPIRE BISMARKIEN

Que les partis socialistes de France, d'Angleterre et de Belgique se soient laissé manœuvrer par les socialistes prussiens, la chose est sûre. Leurs journaux sont

pleins depuis novembre 1918, d'anathèmes à l'adresse des annexionnistes et des impérialistes de Paris, de Londres et de Bruxelles, coupables de vouloir protéger la Belgique et la France en aidant la Rhénanie à se libérer de l'esclavage prussien. Les socialistes prussiens ont repris à leur compte la politique unitaire et centraliste de Bismarck. Le même M. Hirsch qui, député socialiste au Landtag de Prusse, interrompait d'un *hélas* jugé blasphématoire le baron de Richtofen se félicitant, en 1910, que « la Prusse fût devenue la puissance dirigeante de l'Allemagne », le même citoyen Hirsch a été l'un des adversaires les plus obstinés du séparatisme rhénan. Toute la social-démocratie s'est ébranlée, à sa suite, comme un seul homme. Charles Andler était donc bon prophète quand il écrivait, en 1912 : « Le socialisme allemand sera impérialiste !... » Le but de ces social-bismarckiens saute aux yeux. Il faut que l'Europe centrale devienne une vaste social-démocratie qui englobera les provinces baltiques et s'appuiera, dans toute l'Europe et jusqu'en Amérique, sur les éléments socialistes internationaux. Tant pis, pour celui, polonais ou rhénan, qui se mettra en travers de leur route. Il sera bousculé, déchiré, anéanti. Comprenez-vous maintenant l'alliance de Berlin et de Moscou ?

LA BELGIQUE PREND POSITION CONTRE DORTEN ET SES AMIS

Nous voyons bien là dedans l'intérêt prussien. Mais le nôtre ? Mais l'intérêt du pays le plus faible, le plus



exposé du monde et situé, pour son malheur, à quelques marches de la Germanie barbare, selon le mot de la *Gazette Populaire de Cologne*? Mais l'intérêt national en un mot? S'il y a un catholique belge qui ait favorisé, pour des raisons d'ordre politique ou confessionnel, la politique du catholique allemand Erzberger, qu'on le nomme. Si haut placé qu'il soit, l'indignation publique saura le découvrir et l'atteindre. Pourquoi les socialistes clairvoyants épargneraient-ils ceux des leurs qui, retournés au culte des idoles d'avant la guerre, aveugles et dociles jouets entre les mains des impérialistes de la social-démocratie, ont décidé le cabinet Delacroix à faire interdire par nos autorités militaires l'affichage de la proclamation rédigée le 17 mai 1919, ainsi que nous le rappelions tout à l'heure, en vue de publier le but et le programme de la république rhénane?

Cela s'est passé à Aix-la-Chapelle, d'après M. Pinon, le 22 mai de l'année dernière. Ni le pays ni les Chambres n'en ont rien su. Nos ministres, les socialistes comme les autres, n'ont pas eu peur de faire de la diplomatie secrète, condamnée cependant par cent brefs et décisions conciliaires de leur parti, contre les Rhénans, contre la Belgique, au profit de la Prusse. L'autre jour, quand ces Messieurs décidaient, sous prétexte de neutralité entre la barbarie conquérante et la civilisation menacée, d'abandonner la Pologne, ils récidivaient. Ils s'étaient fait la main, par respect pour un dogme, en abandonnant la république rhénane, digue contre les débordements de la Prusse et glacis de notre malheureux pays aux persécutions et aux fureurs des

Erzberger, des Hirsch, des impérialistes du Centre et de la social-démocratie prussienne. Le Gouvernement aurait tort d'attendre la rentrée des Chambres pour fournir à l'opinion publique les explications qu'elle attend et auxquelles elle a droit. Gribouille ne trempait que sa ridicule personne quand il se jetait à l'eau de peur d'être mouillé. Mais les soi-disant hommes d'État qui, sans consulter ni les Chambres ni le pays, ouvrent notre pays à la guerre de demain, soi-disant par peur de la guerre, en supprimant, autant que cela est en leur pouvoir, la barrière polonaise et la barrière rhénane, n'est-ce pas la Patrie qu'ils risquent d'assassiner...?

TABLE DES MATIÈRES

Première Partie : PORTRAITS	5
I. Léopold II et son œuvre nationale	7
II. Albert, Roi des pieds à la tête	21
III. Des hommes que j'ai connus	27
IV. Un chef : Leman	65
V. Le comte Woeste	69
VI. Jean Jadot	90
VII. Edmond Picard	114
VIII. Godefroid Kurth.	117
Deuxième Partie : SOUVENIRS	125
I. Avant la Tempête	127
II. La nuit du 2 août.	149
III. Des feuilles de carnet	159
IV. Contribution à l'histoire du Gouvernement de Sainte-Adresse	178
V. La République rhénane	211

Imprimerie G. MICHIELS-BROEDERS, Tongres

IMPRIMÉ EN BELGIQUE